

15 août 2019



# BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 2019-8

**Direction  
de l'information légale  
et administrative**

26, rue Desaix  
75727 Paris Cedex 15  
ISSN : 1282-7924

**Édité par :**

La délégation à l'information  
et à la communication  
du ministère de l'intérieur

**Directeur de la publication :**

Thomas CAMPEAUX,  
directeur des libertés publiques  
et des affaires juridiques

Sommaire chronologique

Sommaire thématique

Application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978  
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs



**NOTA**

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

# Sommaire chronologique

Pages

## 26 février 2019

<b>Arrêté du 26 février 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire.....	<b>30</b>
---	-----------

## 3 mai 2019

<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>45</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> conférant un grade et portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>46</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>47</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>48</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> conférant un grade et maintenant dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>49</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>50</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>51</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>52</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>53</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>54</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>55</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>56</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>57</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>58</b>

## 9 mai 2019

<b>Décision n° 4124 du 9 mai 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse .....	<b>93</b>
--	-----------

## 10 mai 2019

<b>Arrêté du 10 mai 2019</b> portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Pouyastruc, de Tarbes et de Tournay (Hautes-Pyrénées).....	<b>215</b>
---	------------

## 13 mai 2019

<b>Décision n° 13559 du 13 mai 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	<b>94</b>
---	-----------

## 20 mai 2019

<b>Instruction n° 37720/GEND/CAB du 20 mai 2019</b> relative aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection générale de la gendarmerie nationale.....	<b>230</b>
--	------------

## 27 mai 2019

<b>Arrêté du 27 mai 2019</b> conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>59</b>
---	-----------

## 31 mai 2019

<b>Décision n° 39438 du 31 mai 2019</b> portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	<b>73</b>
--	-----------

## 4 juin 2019

<b>Décision n° 13698 du 4 juin 2019</b> portant promotion de sous-officier(s) de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	<b>96</b>
---	-----------

## 6 juin 2019

<b>Arrêté du 6 juin 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire.....	<b>31</b>
<b>Arrêté du 6 juin 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire.....	<b>32</b>
<b>Décision n° 13759 du 6 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	<b>98</b>
<b>Décision n° 13760 du 6 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	<b>100</b>

## 7 juin 2019

<b>Arrêté du 7 juin 2019</b> relatif au tableau d'avancement à l'échelon spécial de commissaire général de police au titre de l'année 2019 .....	<b>88</b>
<b>Arrêté du 7 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>60</b>
<b>Décision n° 15940 du 7 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	<b>101</b>

## 11 juin 2019

<b>Décision n° 29334 du 11 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique ».....	<b>103</b>
---	------------

## 12 juin 2019

<b>Décision n° 23166 du 12 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	<b>104</b>
<b>Décision n° 23245 du 12 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	<b>106</b>
<b>Décision n° 36050 du 12 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	<b>108</b>
<b>Décision n° 36126 du 12 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	<b>110</b>

## 13 juin 2019

<b>Arrêté du 13 juin 2019</b> portant dissolution de la brigade territoriale du Bousquet-d'Orb et modification corrélative de la circonscription de la brigade territoriale de Bédarieux (Hérault).....	<b>218</b>
<b>Décision n° 11222 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	<b>112</b>
<b>Décision n° 11759 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	<b>114</b>
<b>Décision n° 17400 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	<b>116</b>
<b>Décision n° 26738 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France .....	<b>118</b>
<b>Décision n° 26739 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris .....	<b>120</b>
<b>Circulaire n° 61000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 13 juin 2019</b> relative au recrutement par concours des officiers de gendarmerie issus du rang.....	<b>203</b>

## 14 juin 2019

<b>Arrêté du 14 juin 2019</b> portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>61</b>
<b>Arrêté du 14 juin 2019</b> maintenant dans un grade et portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>62</b>
<b>Décision n° 7991 du 14 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	<b>122</b>
<b>Décision n° 8708 du 14 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	<b>124</b>
<b>Décision n° 44677 du 14 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « montagne » .....	<b>126</b>
<b>Décision n° 44683 du 14 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « systèmes d'information et de communication » .....	<b>127</b>

## 17 juin 2019

<b>Décision du 17 juin 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	7
<b>Décision n° 6739 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	129
<b>Décision n° 9286 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	131
<b>Décision n° 20040 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	133
<b>Décision n° 20041 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	135
<b>Décision n° 33158 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale .....	137

## 18 juin 2019

<b>Décision n° 11079 du 18 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	138
---	-----

## 19 juin 2019

<b>Arrêté du 19 juin 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire.....	33
--	----

## 20 juin 2019

<b>Arrêté du 20 juin 2019</b> portant dissolution de la brigade territoriale de Saint-Martin-Orléans et création corrélative de la brigade territoriale de Saint-Martin-Espérance (Saint-Martin).....	220
<b>Décision du 20 juin 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	13

## 21 juin 2019

<b>Arrêté du 21 juin 2019</b> fixant la composition du conseil supérieur de la gendarmerie nationale.....	221
<b>Arrêté du 21 juin 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	34

## 24 juin 2019

<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	63
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	64
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	65
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	66
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	67

	Pages
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>68</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>69</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>70</b>

### 25 juin 2019

<b>Arrêté du 25 juin 2019</b> relatif aux missions et à l'organisation du Centre national de formation à la sécurité publique.....	<b>222</b>
--	------------

### 27 juin 2019

<b>Arrêté du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>89</b>
<b>Arrêté du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>90</b>
<b>Arrêté du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>91</b>
<b>Arrêté du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>92</b>
<b>Décision du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2018.....	<b>37</b>
<b>Décision n° 10179 du 27 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie ».....	<b>140</b>
<b>Décision n° 10180 du 27 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie ».....	<b>142</b>
<b>Décision n° 10182 du 27 juin 2019</b> portant promotion du sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française » .....	<b>143</b>

### 1<sup>er</sup> juillet 2019

<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	<b>14</b>
<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	<b>15</b>
<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	<b>16</b>
<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	<b>17</b>
<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	<b>18</b>

### 2 juillet 2019

<b>Arrêté du 2 juillet 2019</b> portant dissolution de la brigade territoriale de Grosbliederstroff et modification de la circonscription de la brigade territoriale de Sarreguemines (Moselle) ..	<b>223</b>
--	------------



	Pages
<b>Décision n° 1296 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement .....	<b>144</b>
<b>Décision n° 3821 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale .....	<b>145</b>
<b>Décision n° 10769 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne .....	<b>146</b>
<b>Décision n° 16090 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais .....	<b>147</b>
<b>Décision n° 16092 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	<b>149</b>
<b>Décision n° 18098 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault .....	<b>150</b>
<b>Décision n° 21613 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire .....	<b>152</b>

### 3 juillet 2019

<b>Arrêté du 3 juillet 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire .....	<b>35</b>
<b>Décision n° 5573 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse .....	<b>154</b>
<b>Décision n° 7839 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin .....	<b>155</b>
<b>Décision n° 8951 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs .....	<b>157</b>
<b>Décision n° 26379 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest .....	<b>158</b>
<b>Décision n° 26404 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne .....	<b>160</b>
<b>Décision n° 32443 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	<b>162</b>
<b>Décision n° 32445 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud .....	<b>164</b>

### 4 juillet 2019

<b>Décision n° 47695 du 4 juillet 2019</b> portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale .....	<b>87</b>
<b>Décision n° 4035 du 4 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air .....	<b>166</b>
<b>Décision n° 10860 du 4 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	<b>167</b>
<b>Décision n° 16289 du 4 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire .....	<b>169</b>
<b>Décision n° 47730 du 4 juillet 2019</b> portant attribution de l'échelon exceptionnel aux majors du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale .....	<b>171</b>
<b>Délibération du 4 juillet 2019</b> du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration modifiant la délibération du 29 novembre 2018 portant délégation de compétence au directeur général en matière de remises gracieuses, d'admissions en non-	



valeur, d'acceptation des dons et legs et de transactions, et fixant les seuils de compétence du directeur général pour l'ordonnancement de certaines recettes et dépenses (Office français de l'immigration et de l'intégration).....	6
--	---

## 5 juillet 2019

<b>Arrêté du 5 juillet 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	71
<b>Décision n° 9468 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	172
<b>Décision n° 10862 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	173
<b>Décision n° 12324 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	175
<b>Décision n° 13449 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	177
<b>Décision n° 19832 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	179
<b>Décision n° 29672 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques .....	181
<b>Décision n° 29673 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest .....	183
<b>Décision n° 37248 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale .....	184
<b>Décision n° 41366 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	185
<b>Décision n° 41509 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	188

## 8 juillet 2019

<b>Décision n° 9729 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	189
<b>Décision n° 23169 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	191
<b>Décision n° 23176 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	193
<b>Décision n° 30670 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris .....	195
<b>Décision n° 30671 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France .....	197
<b>Décision n° 39619 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique ».....	199

	Pages
<b>Circulaire n° 35000/GEND/DPMGN/SDGP du 8 juillet 2019</b> relative à la gestion du personnel sous-officier de gendarmerie spécialiste « montagne ».....	<b>38</b>
<b>9 juillet 2019</b>	
<b>Décision n° 4621 du 9 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	<b>200</b>
<b>Décision n° 5722 du 9 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	<b>201</b>
<b>Décision n° 6577 du 9 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	<b>202</b>
<b>10 juillet 2019</b>	
<b>Arrêté du 10 juillet 2019</b> relatif à la Commission nationale d'action sociale du ministère de l'intérieur .....	<b>1</b>
<b>12 juillet 2019</b>	
<b>Arrêté du 12 juillet 2019</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>238</b>
<b>Circulaire n° 45290 du 12 juillet 2019</b> relative à l'attribution de l'échelon exceptionnel de major (EEM) de gendarmerie au titre de l'année 2020.....	<b>210</b>
<b>15 juillet 2019</b>	
<b>Arrêté du 15 juillet 2019</b> portant changement d'appellation de la brigade territoriale de Bretenoux (Lot).....	<b>225</b>
<b>Décision du 15 juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	<b>19</b>
<b>Décision du 15 juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	<b>20</b>
<b>16 juillet 2019</b>	
<b>Arrêté du 16 juillet 2019</b> portant désignation des membres du jury de l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur de la session 2019 .....	<b>247</b>
<b>Arrêté du 16 juillet 2019</b> portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure .....	<b>72</b>
<b>Arrêté du 16 juillet 2019</b> portant renouvellement de l'agrément d'un dispositif prévu à l'article R. 613-47 du code de la sécurité intérieure.....	<b>239</b>
<b>Arrêté du 16 juillet 2019</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>244</b>
<b>18 juillet 2019</b>	
<b>Décision du 18 juillet 2019</b> modifiant la décision du 17 janvier 2017 portant désignation au collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Office français de l'immigration et de l'intégration).....	<b>227</b>

### 19 juillet 2019

<b>Arrêté du 19 juillet 2019</b> portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R. 613-53 du code de la sécurité intérieure.....	<b>245</b>
<b>Arrêté du 19 juillet 2019</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>246</b>

### 22 juillet 2019

<b>Décision du 22 juillet 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides) .....	<b>21</b>
---	-----------

### 23 juillet 2019

<b>Arrêté du 23 juillet 2019</b> portant admission dans la réserve de la gendarmerie .....	<b>36</b>
--	-----------

### 24 juillet 2019

<b>Arrêté du 24 juillet 2019</b> relatif à la répartition des sièges des représentants des personnels à la Commission nationale d'action sociale.....	<b>27</b>
---	-----------

### 7 août 2019

<b>Arrêté du 7 août 2019</b> modifiant l'arrêté du 31 juillet 2017 modifié fixant la liste des formations civiles et civiques suivies par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires .....	<b>29</b>
---	-----------

# Sommaire thématique

	Pages
<i>Administration générale</i>	
<b>Arrêté du 10 juillet 2019</b> relatif à la Commission nationale d'action sociale du ministère de l'intérieur .....	1
<b>Délibération du 4 juillet 2019</b> du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration modifiant la délibération du 29 novembre 2018 portant délégation de compétence au directeur général en matière de remises gracieuses, d'admissions en non-valeur, d'acceptation des dons et legs et de transactions, et fixant les seuils de compétence du directeur général pour l'ordonnancement de certaines recettes et dépenses (Office français de l'immigration et de l'intégration).....	6
<i>Délégations de signature</i>	
<b>Décision du 17 juin 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	7
<b>Décision du 20 juin 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	13
<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	14
<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	15
<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	16
<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	17
<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	18
<b>Décision du 15 juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	19
<b>Décision du 15 juillet 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	20
<b>Décision du 22 juillet 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides) .....	21
<i>Élections</i>	
<b>Arrêté du 24 juillet 2019</b> relatif à la répartition des sièges des représentants des personnels à la Commission nationale d'action sociale.....	27
<i>Libertés publiques</i>	
<b>Arrêté du 7 août 2019</b> modifiant l'arrêté du 31 juillet 2017 modifié fixant la liste des formations civiles et civiques suivies par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires .....	29

*Personnels d'État*

<b>Arrêté du 26 février 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire.....	<b>30</b>
<b>Arrêté du 6 juin 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire.....	<b>31</b>
<b>Arrêté du 6 juin 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire.....	<b>32</b>
<b>Arrêté du 19 juin 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire.....	<b>33</b>
<b>Arrêté du 21 juin 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>34</b>
<b>Arrêté du 3 juillet 2019</b> portant placement en situation d'affectation temporaire.....	<b>35</b>
<b>Arrêté du 23 juillet 2019</b> portant admission dans la réserve de la gendarmerie .....	<b>36</b>
<b>Décision du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2018.....	<b>37</b>
<b>Circulaire n° 35000/GEND/DPMGN/SDGP du 8 juillet 2019</b> relative à la gestion du personnel sous-officier de gendarmerie spécialiste «montagne» .....	<b>38</b>

*Attribution de qualifications et titres*

<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>45</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> conférant un grade et portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>46</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>47</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>48</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> conférant un grade et maintenant dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>49</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>50</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>51</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>52</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>53</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>54</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>55</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>56</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>57</b>
<b>Arrêté du 3 mai 2019</b> maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>58</b>
<b>Arrêté du 27 mai 2019</b> conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>59</b>

	Pages
<b>Arrêté du 7 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>60</b>
<b>Arrêté du 14 juin 2019</b> portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>61</b>
<b>Arrêté du 14 juin 2019</b> maintenant dans un grade et portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>62</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>63</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>64</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>65</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>66</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>67</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>68</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>69</b>
<b>Arrêté du 24 juin 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>70</b>
<b>Arrêté du 5 juillet 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>71</b>
<b>Arrêté du 16 juillet 2019</b> portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure.....	<b>72</b>
<b>Décision n° 39438 du 31 mai 2019</b> portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	<b>73</b>
<b>Décision n° 47695 du 4 juillet 2019</b> portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	<b>87</b>

### *Avancements et promotions*

<b>Arrêté du 7 juin 2019</b> relatif au tableau d'avancement à l'échelon spécial de commissaire général de police au titre de l'année 2019.....	<b>88</b>
<b>Arrêté du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>89</b>
<b>Arrêté du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>90</b>
<b>Arrêté du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>91</b>
<b>Arrêté du 27 juin 2019</b> portant admission dans le corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>92</b>
<b>Décision n° 4124 du 9 mai 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse.....	<b>93</b>
<b>Décision n° 13559 du 13 mai 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	<b>94</b>



	Pages
<b>Décision n° 13698 du 4 juin 2019</b> portant promotion de sous-officier(s) de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	96
<b>Décision n° 13759 du 6 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	98
<b>Décision n° 13760 du 6 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	100
<b>Décision n° 15940 du 7 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	101
<b>Décision n° 29334 du 11 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique» .....	103
<b>Décision n° 23166 du 12 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	104
<b>Décision n° 23245 du 12 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	106
<b>Décision n° 36050 du 12 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	108
<b>Décision n° 36126 du 12 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	110
<b>Décision n° 11222 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	112
<b>Décision n° 11759 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	114
<b>Décision n° 17400 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	116
<b>Décision n° 26738 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France .....	118
<b>Décision n° 26739 du 13 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris .....	120
<b>Décision n° 7991 du 14 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	122
<b>Décision n° 8708 du 14 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	124
<b>Décision n° 44677 du 14 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité «montagne» .....	126
<b>Décision n° 44683 du 14 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité «systèmes d'information et de communication» .....	127
<b>Décision n° 6739 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	129
<b>Décision n° 9286 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	131
<b>Décision n° 20040 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	133



	Pages
<b>Décision n° 20041 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	135
<b>Décision n° 33158 du 17 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale .....	137
<b>Décision n° 11079 du 18 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	138
<b>Décision n° 10179 du 27 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie».....	140
<b>Décision n° 10180 du 27 juin 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie» .....	142
<b>Décision n° 10182 du 27 juin 2019</b> portant promotion du sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «orchestres-chœur de l'armée française» .....	143
<b>Décision n° 1296 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement .....	144
<b>Décision n° 3821 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	145
<b>Décision n° 10769 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne .....	146
<b>Décision n° 16090 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	147
<b>Décision n° 16092 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	149
<b>Décision n° 18098 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	150
<b>Décision n° 21613 du 2 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	152
<b>Décision n° 5573 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse .....	154
<b>Décision n° 7839 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	155
<b>Décision n° 8951 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	157
<b>Décision n° 26379 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	158
<b>Décision n° 26404 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	160
<b>Décision n° 32443 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	162
<b>Décision n° 32445 du 3 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	164
<b>Décision n° 4035 du 4 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air .....	166
<b>Décision n° 10860 du 4 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	167
<b>Décision n° 16289 du 4 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	169

	Pages
<b>Décision n° 47730 du 4 juillet 2019</b> portant attribution de l'échelon exceptionnel aux majors du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	171
<b>Décision n° 9468 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	172
<b>Décision n° 10862 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	173
<b>Décision n° 12324 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	175
<b>Décision n° 13449 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	177
<b>Décision n° 19832 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	179
<b>Décision n° 29672 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques .....	181
<b>Décision n° 29673 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest .....	183
<b>Décision n° 37248 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale .....	184
<b>Décision n° 41366 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	185
<b>Décision n° 41509 du 5 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	188
<b>Décision n° 9729 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	189
<b>Décision n° 23169 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	191
<b>Décision n° 23176 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	193
<b>Décision n° 30670 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris .....	195
<b>Décision n° 30671 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France .....	197
<b>Décision n° 39619 du 8 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique» .....	199
<b>Décision n° 4621 du 9 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	200
<b>Décision n° 5722 du 9 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	201
<b>Décision n° 6577 du 9 juillet 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	202

*Dispositions statutaires diverses*

<b>Circulaire n° 61000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 13 juin 2019</b> relative au recrutement par concours des officiers de gendarmerie issus du rang .....	<b>203</b>
<b>Circulaire n° 45290 du 12 juillet 2019</b> relative à l'attribution de l'échelon exceptionnel de major (EEM) de gendarmerie au titre de l'année 2020.....	<b>210</b>

*Organisation des services*

<b>Arrêté du 10 mai 2019</b> portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Pouyastruc, de Tarbes et de Tournay (Hautes-Pyrénées).....	<b>215</b>
<b>Arrêté du 13 juin 2019</b> portant dissolution de la brigade territoriale du Bousquet-d'Orb et modification corrélative de la circonscription de la brigade territoriale de Bédarieux (Hérault).....	<b>218</b>
<b>Arrêté du 20 juin 2019</b> portant dissolution de la brigade territoriale de Saint-Martin-Orléans et création corrélative de la brigade territoriale de Saint-Martin-Espérance (Saint-Martin).....	<b>220</b>
<b>Arrêté du 21 juin 2019</b> fixant la composition du conseil supérieur de la gendarmerie nationale.....	<b>221</b>
<b>Arrêté du 25 juin 2019</b> relatif aux missions et à l'organisation du Centre national de formation à la sécurité publique.....	<b>222</b>
<b>Arrêté du 2 juillet 2019</b> portant dissolution de la brigade territoriale de Grosbliedestroff et modification de la circonscription de la brigade territoriale de Sarreguemines (Moselle) ..	<b>223</b>
<b>Arrêté du 15 juillet 2019</b> portant changement d'appellation de la brigade territoriale de Bretenoux (Lot).....	<b>225</b>
<b>Décision du 18 juillet 2019</b> modifiant la décision du 17 janvier 2017 portant désignation au collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Office français de l'immigration et de l'intégration).....	<b>227</b>
<b>Instruction n° 37720/GEND/CAB du 20 mai 2019</b> relative aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection générale de la gendarmerie nationale.....	<b>230</b>

*Polices administratives*

<b>Arrêté du 12 juillet 2019</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>238</b>
<b>Arrêté du 16 juillet 2019</b> portant renouvellement de l'agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure.....	<b>239</b>
<b>Arrêté du 16 juillet 2019</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>244</b>
<b>Arrêté du 19 juillet 2019</b> portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-53 du code de la sécurité intérieure.....	<b>245</b>
<b>Arrêté du 19 juillet 2019</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>246</b>

*Sécurité et circulation routières*

<b>Arrêté du 16 juillet 2019</b> portant désignation des membres du jury de l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur de la session 2019 .....	<b>247</b>
---	------------

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 10 juillet 2019 relatif à la Commission nationale d'action sociale  
du ministère de l'intérieur**

NOR : INTA1919645A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État;

Vu l'arrêté n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Il est institué une Commission nationale d'action sociale du ministère de l'intérieur dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par les règles fixées au présent arrêté.

TITRE I<sup>er</sup>

L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

CHAPITRE I<sup>er</sup>

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

Article 2

La Commission nationale d'action sociale comprend vingt et un membres représentant les principales organisations syndicales représentatives du personnel du ministère de l'intérieur et cinq membres de droit.

Chaque membre titulaire a un suppléant désigné par son organisation syndicale. Il peut siéger lors des travaux sans voix délibérative.

Les organisations syndicales peuvent désigner des membres pensionnés pour les représenter.

Article 3

Les vingt et un sièges des représentants du personnel sont répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sur la base des résultats des élections des représentants du personnel au comité technique ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer.

Dans les huit mois qui suivent la publication des résultats portant nouvelle répartition des sièges des représentants du personnel au sein du comité technique ministériel unique, un arrêté du ministre de l'intérieur fixe en conséquence la nouvelle composition de la Commission nationale d'action sociale.

Article 4

Les membres de droit ou leur représentant sont :

- le ministre de l'intérieur;
- le secrétaire général;
- le directeur général de la police nationale;
- le directeur général de la gendarmerie nationale;
- le directeur des ressources humaines;
- le directeur des ressources et des compétences de la police nationale;
- le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

#### Article 5

Les membres titulaires et suppléants des organisations syndicales siégeant en assemblée plénière sont désignés par arrêté pour une durée de quatre ans.

Les organisations représentatives du personnel du ministère désignent leurs représentants titulaires et suppléants au sein de la Commission nationale d'action sociale dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de notification de l'arrêté portant répartition des sièges des représentants du personnel au sein de cette commission.

#### Article 6

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, survenant en cours de mandat parmi les membres titulaires, le suppléant, désigné pour assurer le remplacement, siège jusqu'au prochain renouvellement de la Commission nationale d'action sociale, en tant que titulaire.

Un nouveau membre suppléant est alors désigné par l'organisation syndicale concernée, pour siéger à la Commission nationale d'action sociale en cas d'absence du nouveau titulaire, et ce, jusqu'au prochain renouvellement de la Commission nationale d'action sociale.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, survenant en cours de mandat, parmi les membres suppléants, l'organisation syndicale concernée désigne un suppléant pour siéger à la Commission nationale d'action sociale en cas d'absence du membre titulaire. Cette désignation vaut jusqu'au prochain renouvellement de la Commission nationale d'action sociale.

En outre, de nouvelles désignations de membres titulaires ou suppléants peuvent intervenir à la demande des organisations syndicales.

La nouvelle composition fait l'objet d'un arrêté ministériel, conformément à l'alinéa premier de l'article 5 du présent arrêté.

### CHAPITRE II

#### ATTRIBUTIONS DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

#### Article 7

La Commission nationale d'action sociale a un rôle d'animation, de proposition, de concertation et de contrôle de l'action sociale du ministère en faveur des agents et de leurs ayants droit, ainsi que des pensionnés du ministère.

À ce titre, elle a à connaître, notamment, de :

1. L'élaboration de la politique sociale, les orientations en matière d'action sociale et le choix des moyens d'action ;
2. La programmation pluriannuelle du budget de l'action sociale ;
3. La préparation du budget de l'année à venir sur lequel elle rend un avis ;
4. L'analyse du bilan annuel de l'action sociale ;
5. L'exécution du budget annuel de l'action sociale pour l'année écoulée ;
6. L'évolution du parc immobilier social de loisir du ministère ;
7. La présentation du bilan annuel de l'activité du réseau national des correspondants de l'action sociale ;
8. L'élaboration de contacts et d'échanges interministériels ;
9. Les conventions avec les opérateurs d'action sociale du ministère.

Les membres de la Commission nationale d'action sociale sont régulièrement informés des travaux menés par le comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État (CIAS).

#### Article 8

La Commission nationale adopte son règlement intérieur lors de la première réunion.

La Commission nationale d'action sociale émet un avis sur l'arrêté fixant la composition et l'organisation des commissions locales. Elle en établit le règlement intérieur type.

Ce texte peut être adapté localement dans le respect des textes constitutifs des instances.

### CHAPITRE III

#### FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

#### Article 9

L'assemblée plénière de la Commission nationale d'action sociale est présidée par le ministre ou son représentant.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le vice-président assure de droit la présidence de la séance.

#### Article 10

Les membres, autres que de droit, de la Commission nationale d'action sociale élisent le vice-président. À l'issue de cette élection, il est procédé à l'élection des membres du bureau.

Cette élection a lieu au cours de la première réunion suivant le renouvellement de la commission.

Elle a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue au premier tour, à la majorité relative au second tour.

Le mandat du vice-président prend fin en même temps que celui des membres autres que de droit.

#### Article 11

Le vice-président assiste le président dans toutes ses missions.

#### Article 12

Le secrétariat permanent de la Commission nationale d'action sociale est assuré par le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel de la direction des ressources humaines.

Un membre de la commission, représentant les personnels, est désigné pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint lors de chaque séance.

Après chaque séance de l'assemblée plénière, un procès-verbal est établi et diffusé à l'ensemble des membres dans un délai d'un mois. Il est signé par le président de la séance, contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint et transmis aux membres de la commission.

Le procès-verbal de la commission est approuvé lors de la séance suivante.

Au cours de cette séance, le procès-verbal peut faire l'objet, à la demande des membres de la Commission nationale d'action sociale, de rectifications. Les observations qui peuvent être formulées lors de la séance suivante n'entraînent pas la modification du procès-verbal, qui est soumis à approbation. Elles doivent seulement figurer au procès-verbal de la séance au cours de laquelle elles sont exprimées.

#### Article 13

L'assemblée plénière de la Commission nationale d'action sociale se réunit au moins deux fois par an.

Elle peut également être réunie à l'initiative du président ou du quart des représentants des personnels. Dans ce cas, la demande écrite est adressée au président et précise la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour.

#### Article 14

L'ordre du jour de chaque réunion, préalablement débattu au bureau, est arrêté par le président.

Cet ordre du jour, accompagné des documents qui s'y rapportent, est adressé aux membres de la Commission nationale d'action sociale en même temps que les convocations.

À l'ordre du jour sont adjointes toutes les questions relevant de la compétence de la Commission nationale d'action sociale dont l'examen est demandé par écrit au président par le quart au moins des représentants du personnel.

#### Article 15

Le conseiller technique national pour le service social, le médecin-chef coordonnateur national pour la médecine de prévention, le coordonnateur national des inspecteurs santé et sécurité au travail et le chef du service de soutien psychologique opérationnel siègent à l'assemblée plénière de la Commission nationale d'action sociale, à titre consultatif.

#### Article 16

La Commission nationale d'action sociale constitue, à l'initiative de ses membres, des groupes de travail thématiques chargés d'approfondir les questions qui lui sont soumises, de faciliter le travail de diagnostic et d'identification des besoins, de définir des actions à conduire, de procéder à des estimations et des expérimentations préalablement à toute proposition de mise en œuvre afin d'évaluer leur efficacité. Ces thématiques sont définies en concertation avec l'administration.

Les travaux effectués par les commissions locales d'action sociale (CLAS) peuvent alimenter et enrichir la réflexion et les débats au sein de la Commission nationale d'action sociale.

Chaque groupe de travail rend compte de ses travaux lors de l'assemblée plénière de la Commission nationale d'action sociale.

Chaque organisation syndicale désigne un représentant parmi les membres titulaires ou suppléants de la Commission nationale d'action sociale pour participer aux groupes de travail.



Le vice-président ou, à défaut, un animateur des représentants du personnel, et un co-animateur membre de l'administration seront chargés de présenter les travaux du groupe de travail au bureau.

L'assemblée plénière se prononce sur les conclusions des travaux de chaque groupe de travail présentés par le bureau.

#### Article 17

À la demande des membres du groupe de travail, l'animateur membre de l'administration au sein du groupe invite à participer aux débats toute personne pouvant étayer les réflexions du groupe.

À ce titre, peuvent notamment être associés aux travaux, en qualité d'expert :

- des responsables chargés d'une activité sociale au sein du ministère de l'intérieur ou d'autres ministères;
- des représentants des mutuelles faisant l'objet d'un partenariat avec le ministère de l'intérieur et œuvrant dans le champ social;
- des représentants d'associations et de fondations œuvrant dans le champ social et faisant l'objet d'un partenariat avec le ministère de l'intérieur.

Les experts ne peuvent assister, à l'exclusion du vote, qu'à la partie des débats relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

### TITRE II

#### LE BUREAU

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### COMPOSITION DU BUREAU

#### Article 18

Les membres de droit du bureau sont :

- le secrétaire général ou son représentant;
- le directeur général de la police nationale ou son représentant;
- le directeur général de la gendarmerie nationale ou son représentant;
- le vice-président.

Cinq membres élus par les membres autres que de droit représentent les organisations syndicales.

Les binômes titulaires-suppléants sont constitués lors de l'élection.

#### Article 19

Les membres titulaires et suppléants des organisations syndicales sont élus pour quatre ans.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, d'un membre titulaire du bureau, le membre suppléant désigné au cours de l'élection le remplace pour la durée du mandat restant à courir.

En cas d'absence définitive, pour quelle cause que ce soit, du membre suppléant devenu titulaire, il est procédé à l'élection d'un nouveau binôme pour la durée du mandat restant à courir, lors de la prochaine réunion plénière de la Commission nationale d'action sociale ou, au plus tard, dans les trois mois qui suivent le constat de l'absence.

##### CHAPITRE II

##### ATTRIBUTIONS DU BUREAU

#### Article 20

Le bureau prépare les travaux de la Commission nationale d'action sociale et, selon le cas, exécute ou veille à l'exécution de ses délibérations.

Le bureau peut s'appuyer sur les travaux menés par les groupes de travail thématiques, ainsi que sur les expériences conduites par les commissions locales d'action sociale.

Il peut recevoir délégation de la Commission nationale d'action sociale pour se prononcer sur toutes questions relevant de cette instance.

Les délibérations du bureau donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal dans les mêmes conditions que pour l'assemblée plénière.



CHAPITRE III  
FONCTIONNEMENT DU BUREAU

Article 21

Le bureau est présidé par le secrétaire général ou son représentant.

Article 22

Le secrétariat permanent du bureau est assuré par le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel de la direction des ressources humaines.

Un des membres élus de la commission est désigné pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint.

Les signatures du président et du secrétaire adjoint sont requises sur le procès-verbal du bureau.

Chaque procès-verbal est approuvé lors de la séance suivante.

Article 23

Le bureau se réunit au moins trois fois par an ou à l'initiative du président ou à la demande de la majorité des membres représentant les personnels.

Article 24

Le conseiller technique national pour le service social, le médecin-chef coordonnateur national pour la médecine de prévention, le coordonnateur national des inspecteurs santé et sécurité au travail et le chef du service de soutien psychologique opérationnel peuvent siéger au bureau, à titre consultatif.

Article 25

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté ministériel du 15 juin 2015 (NOR : INTA1511494A) relatif à la Commission nationale d'action sociale.

Article 26

Le secrétaire général, haut fonctionnaire de défense, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 juillet 2019.

*Le ministre de l'intérieur,*  
C. CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Délibération du 4 juillet 2019 du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration modifiant la délibération du 29 novembre 2018 portant délégation de compétence au directeur général en matière de remises gracieuses, d'admissions en non-valeur, d'acceptation des dons et legs et de transactions, et fixant les seuils de compétence du directeur général pour l'ordonnancement de certaines recettes et dépenses (Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1919779X

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-9,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 194;

Vu la délibération du 29 novembre 2018 portant délégation de compétence au directeur général en matière de remises gracieuses, d'admissions en non-valeur, d'acceptation des dons et legs et de transactions, et fixant les seuils de compétence du directeur général pour l'ordonnancement de certaines recettes et dépenses;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'article 3 de la délibération du 29 novembre 2018 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 3.* - L'autorisation préalable de l'organe délibérant en matière d'acquisitions immobilières et autres contrats, est requise lorsque les dépenses engagées excèdent 1 000 000 € TTC sur la durée du marché. »

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 juillet 2019.

Pour le conseil d'administration de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration :

*Le président,*  
R. SCHWARTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 17 juin 2019 portant délégation de signature du directeur général  
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1918123S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret n° 60-1066 du 4 octobre 1960 portant publication de la convention relative au statut des apatrides ouverte à la signature le 28 septembre 1954;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, en tant que de besoin, toutes réquisitions de la force publique, ainsi que tous actes administratifs, décisions individuelles, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 2

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, d'une manière générale, tous documents, certificats, courriers ou actes relevant de ses attributions, et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 3

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, M. Pierre Couturier, conseiller technique, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 4

Délégation est donnée à Mme Nadia Achache, chef du service des ressources humaines et de la formation professionnelle, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Thierry Doucement, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion des ressources humaines et la formation professionnelle de l'office.

Article 5

Délégation est donnée à MM. Marc Nedelian, chef du bureau de la gestion des compétences, et Sébastien Boiron, chef du bureau des emplois et carrières, et Mme Cécile Le Gall, chef du bureau des rémunérations, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

#### Article 6

Délégation est donnée à Mme Pascale Doucement, chef du service du budget, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions relevant de ses attributions, tous engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement concernant la gestion administrative et financière de l'office.

#### Article 7

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, à Mme Régine Bordes, chef du service de l'interprétariat, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Michel Nunez, à MM. Jean-Paul Levi, chef du service de l'informatique et Philippe Truy, chef du service des moyens généraux, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

#### Article 8

Délégation est donnée à Mmes Emilie Dubuc et Jennifer Léger, MM. Juan De Vasconcelos et Alexis Raymond, secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer au service de l'interprétariat, à l'effet de signer les bons de commandes de prestations d'interprétariat et de traduction nécessaires à l'activité de l'office.

#### Article 9

Délégation est donnée à M. Mourad Derbak, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Aline Montaubrie, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

#### Article 10

Délégation est donnée à M. Franck Becu, attaché d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'article L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

#### Article 11

Délégation est donnée à M. Pascal Roig, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à M. Ghislain de Kergorlay, attaché d'administration de l'État hors classe, adjoint du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du même code, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

#### Article 12

Délégation est donnée à Mme Laurence Duclos, attachée d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Valérie Vivien, attachée principale d'administration de l'État, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2018-385 du 23 mai 2018 portant expérimentation de certaines modalités de traitement des demandes d'asile en Guyane, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

#### Article 13

Délégation est donnée à Mme Sylvie Jimenez, MM. Franck Eyheraguibel et Guillaume Lefebvre, attachés d'administration de l'État hors classe, chefs de division, et, en leur absence, à leurs adjoints, M. François Doyharçabal, attaché d'administration de l'État hors classe, Mme Leila Benshila-Kesen et M. François Corbin, attachés principaux d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des

réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

#### Article 14

Délégation est donnée à M. Georges Barbière, attaché d'administration de l'État hors classe, Mmes Christine Bargoin, Sylvie Bergier-Diallo, Delphine Bordet, Leïla Chebbi, Marie Despretz, Frédérique Dupont, Sandra Fayolle, Véronique Péchoux, Adrienne Rodriguez Cruz, Jeanne Ruscher et Frédérique Spéranza, MM. Tanguy Coste-Chareyre, Matthieu Leblie, Olivier Monlouis, Alexis Reversat, Jean-Michel Salgon et Nicolas Wait, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Marie-Anne Berlioz, Sakina Boukhaima-Bonne, Isabelle Castagnos, Camille Désert, Diane Jeremic, Anita Martins, Elsa Mattéodo, Mélina Pelé, Marie Ripert, Charlotte Rouillard, et Catherine Vignon, MM. Michaël Bérardan, Joris Eberhardt, Philippe Gabsi Botto, Edouard Gaussares, Lucas Guffanti, Martin Labrousse, Julien Limare, Vincent Parral, Grégory Pienoz et Erwan Soquet, attachés d'administration de l'État, et Loïc Vercaemst, officier de protection contractuel, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

#### Article 15

Délégation est donnée à M. Didier Mouton, attaché d'administration de l'État hors classe, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 16

Délégation est donnée à Mme Maud Benoist et M. David Toledano, attachés principaux d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Line Abarah, Meltem Bailly, Gwenaële Blere, Caroline Boudou, Madeline Brocchetto, Maria-Luz Carbajosa Julia, Hélène Carton-Garrone, Elodie Clerc, Pauline Cousquer, Cécile Dauphin, Fatoumata Diarra, Armelle Dieudegard, Sophie Estèbe, Anne Eyraud Kodais, Judith Finelle, Floriane Grillet, Jeanne Guegan, Laëtitia Herlin, Milka Kahn, Anna-Lou Kleinschmidt, Sarah-Laure Kutek, Laëtitia Langlois, Maëlle Le Bris, Isabelle Lecoeur, Yacinthe Le Grand, Stéphanie Lescieux, Adélia Machado-Gomes, Françoise Marias, Julie Naël, Lilit Oskeritsian, Hélène Paveto Gaubrie, Violaine Pitty, Anila Poher, Magali Prats, Pauline Querbes, Emilie Rozier, Vanessa Sarti, Laëtitia Stora, Estelle Toureau, Kady Traore et Ingrid Werler, MM. Murat Aysel, Sébastien Conan, Etienne Casemajor Loustau, Michel Diricq, Antoine Dubois, Emmanuel Haentjens, Mohamed Hamdani, Benoît Hemelsdael, Kévin Iselin, Frédéric Manquat, Farid Nasli Bakir, Arthur Pons et Gilles Wallon, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Amina Bouchene, Milena Creff, Emeline Dubois, Jeanne Grezard, Julie Lavergne, Charlotte Le Pelletier de Woillemont, Héloïse Levoir, Elisa Martini, Aloyse Oertli et Anaïs Petinelli-Breil, MM. Marc Da Piedade, Charles Jacob, Jérémie Schwartz, Benjamin Tailhefer, et Matthias Waller, officiers de protection contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-11 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant à leurs attributions, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

#### Article 17

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, Mme Coralie Capdeboscq, attachée d'administration de l'État hors classe, chargée de mission, Mme Céline Seyer et M. Michel Eyrolles, attachés principaux d'administration de l'État, Mme Lola Maze, attachée d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des réfugiés ou de la mise en cause de la responsabilité de l'office, tous actes visés aux articles 40 du code de procédure pénale et à l'alinéa 2 de l'article L. 722-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de réquisition de l'autorité judiciaire se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 18

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 19

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, M. Michel Eyrolles, attaché principal d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive ou de refus d'accès portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 20

Délégation est donnée à M. Lakdar Kriouche, secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Carole Thine, adjointe administrative principale de 1<sup>re</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Géraldine Crespín et Dahbia Djoudi, M. Madjid Badaoui, adjoints administratifs principaux de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Pauline Salomon, adjointe administrative de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Marlène Pezo et M. Patrice Cabaret, adjoints administratifs de chancellerie, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 21

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, attaché principal d'administration de l'État, à Mme Anne Lise Marzal, attachée principale d'administration de l'État, chef du service de l'introduction, de l'accueil et du courrier, à Mme Lucie Combattelli, officier de protection contractuel, chargée de mission auprès du chef de division, à Mmes Kaysone Cremoux et Caroline Pierson, M. Stéphane Ysmal, attachés d'administration de l'État, M. Grégory Gabriel, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Marie-Josée Baramble et Corinne Sabas, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, chefs d'unité, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 723-13 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> et R. 723-1, alinéa 3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 22

Délégation est donnée à Mmes Barbara Coutard et Frédérique Dubois, adjointes administratives de chancellerie, Mme Magali Pèlerin, adjointe administrative principale de 1<sup>re</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Maywash Afzal-Israr, Sabrina Agostini, Ghania Ammarkhodja, Sabrina Anatole, Soria Bassim, Jacqueline Beausseron, Isabelle Buteau, Marie Laurence Cardia, Fatima Chahboun, Ghislaine Eniona, Laure Guillet, Senay Guventurk, Christelle Kujoukian, Dominique Lefebvre, Jeanine Lourenço, Emilie Mege, Gweha Aimée Ngo Nye Ikand, Lydia Outaleb, Corinne Robert et Marie-Josée Urgin, MM. Yacine Bouzahir, Telly Gotin, Michel Louiset, Didier Meslin, Serge Petitcoulaud, Vincenzo Romano et Philippe Saadoun, adjoints administratifs principaux de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sonia Da Cunha Mota, Frédérique Francillette, Baya Hammani, Farah Kassou, Asima Khalid, Estelle Nabo, Johana Rémy, Audrey Reutter et Liliane Rossetto, M. Mikaël Loucano, adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Voahangy Ainasoa Andriantsaraharifara, Lorine Anselme, Nathalie Bernardo, Lydia Berthollet, Laurine Denis, Djeneba Doumbia, Ashley Guehi, Lylia Larinouna, Carole Lefèvre, Ludvine Linéré, Priscilla Lourenço, Amra Madi, N'Deye Fatou N'Dour, Caroline Nirmaladeva Marilyn Palos, Laëtitia Paroty, Rose Phangnanouvong, Guessy Soukouna Gassama, Sokona Sy, Chloé Tisseront et Tiguida Toure, MM. Binawad Abdou Salam, William Coupain, Hugues Hodeir et TERENCE TRUY, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les lettres d'introduction prévues à l'alinéa 3 de l'article R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 23

Délégation est donnée à M. Ludovic Champain-Sellier, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Hamida Echikr, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'actes d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs ou de



coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du même code, tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

#### Article 24

Délégation est donnée à Mme Johanne Mangin, attachée d'administration de l'État hors classe, Mmes Béatrice Bigot, Anne-Charlotte Lelong, et Anne-Sophie Mocquet, attachées principales d'administration de l'État, Mmes Anne-Karen Logerais, Ingrid Perianin et Nathalie Roya-Pinguet, attachées d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire, ou la renonciation à ceux-ci, ainsi que tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

#### Article 25

Délégation est donnée à M. Eric Bakhoun, attaché principal d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 26

Délégation est donnée à MM. Bertrand Gourbat et Dominique Mérian, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Eve-Emmanuelle Bardou, Héloïse Bécart, Clémence Buquet, Isabelle Clisson, Maryline Hervouet-Gaeta, Marie-Christine Iltchev, Véronique Lévêque, Annabelle Ligout, Géraldine Roche et Anne Villemain-Secanella, MM. Robert Arakelian et Olivier Mazaud, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Léna Bonaud et Louisa Saoudi, officiers de protection contractuels, Mmes Elise Goncalves et Komdeuane Truy, M. Benoît Séverac, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Régine Riefolo, MM. Aurélien Rochard et Ruddy Thrace, secrétaires administratifs de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sarah Andres, Cinthia Angol, Aziza Aouchiche, Anissa Assani, Nadine Ayivi-Koutodjo, Camille Bonnin, Emilie Brunet, Aurélie Canaud, Anne-Sophia Chemin, Lise David, Aurélie Decorde, Pauline Kalla, Karine Larivet, Preecila Lieou, Malika Madache, Karima Messaoui, Imelda N'Kouikani, Mireille Notarianni, Céline Renia, Voara Rheal Razafindrambina, Pauline Robert, Fanny Samson-Le Roux et Valérie Tedde, MM. Stanley Corantin, Nicolas Méry, et Laurent Vessella, secrétaires administratifs de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, M. Ludovic Burlot, agent technique et de gestion de niveau supérieur, Mme Mathilde Chêne, secrétaire administrative spécialisée, Mme Sandrine Saint-Val, agent contractuel, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 27

Délégation est donnée à Mmes Anne Angeleau et Bernadette Morin, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sylvie Piat, Estelle Tenaillon et Elise Voeuk, adjointes administratives de chancellerie, Mmes Mablé Agbotounou, Jennifer Arnerin, Annick Bazin, Saliha Bada, Hadika Benmahammed, Nathalie Cavalière, Farida Chetti, Joëlle Dardour, Amélie Gaby, Nathalie Gillon, Tatiana Huang-Kuan-Fuck, Madeline Jeanne, Lucile Klein, Brigitte Koroglu, Valérie Lambert, Samantha Lejambre, Evelyne Mouchard, Sandrine Phetsomphou, Gwladys Régis et Sylviane Sananikone, MM. Bakary Mohamed, Rodny Lydie et Benjamin Têtu, adjoints administratifs principaux de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Barbara Alvarez, Hanane Fouass, Zenab Fidaly, Jacqueline Kalayci, Marie-Laure Méril, Laure Moreau, Nathalie Mounard et Safia Taleb, adjointes administratives de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Nathalie Aiguadel-Jaleme, Mmes Clémence Le Cam et Laura Miranda et M. Nicolas Mengual, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les copies des certificats tenant lieu d'actes d'état civil établies en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 28

Délégation est donnée à M. Dimitri Arcis, officier de protection, chef de mission, à l'effet de formuler, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile.



Article 29

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, M. Patrice Corcessin, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, ou, en son absence, M. Laurent Roy, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, reçoivent délégation pour signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, si besoin, toute réquisition du concours de la force publique.

Article 30

La décision du 2 mai 2019 portant délégation de signature du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est abrogée (INTV1913054S).

Article 31

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ([www.ofpra.gouv.fr](http://www.ofpra.gouv.fr)).

Fait le 17 juin 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de protection des réfugiés et apatrides,*  
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 20 juin 2019 portant délégation de signature du directeur général  
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1918124S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à Mme Ingrid Périanin, attachée d'administration de l'État, chef de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ([www.ofpra.gouv.fr](http://www.ofpra.gouv.fr)).

Fait le 20 juin 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de protection des réfugiés et apatrides,*  
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019 portant délégation de signature  
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : *INTV1919414S*

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à Mme Joëlle Soum, secrétaire générale, à l'effet de signer, au nom du directeur général, en cas d'absence ou d'empêchement, tous les actes ou décisions dans le cadre des textes en vigueur.

Article 2

La présente décision prend effet le 8 juillet 2019.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration,*  
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019 portant délégation de signature  
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1919418S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à M. Michaël Lustig, directeur territorial par intérim à Strasbourg et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Elizabeth Rodriguez, adjointe, et à Mme Patricia Boisseau, responsable des bureaux de l'accueil, de l'intégration et de l'immigration à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant :

1. Aux missions dévolues à la direction de Strasbourg telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée;

2. À la gestion de la direction de Strasbourg, notamment :

- à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la direction de Strasbourg, dans la limite des crédits alloués;
- au renouvellement des contrats des agents vacataires (personnels infirmiers et enquêteurs logement);
- aux contrats des personnels recrutés pour deux mois maximum dans le cadre des renforts estivaux.

Article 2

La décision du 15 janvier 2019 portant délégation de signature est abrogée (INTV1901782S).

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration,*

D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019 portant délégation de signature  
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1919419S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à M. Vincent Cramard, directeur territorial à La Réunion et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Clément Rabiller, adjoint, et M. Eric Rose, chargé de mission, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant:

1. Aux missions dévolues à la direction de La Réunion telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée;

2. À la gestion de la direction de La Réunion, notamment :

- à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la direction de La Réunion, dans la limite des crédits alloués;
- au renouvellement des contrats des agents vacataires (personnels infirmiers et enquêteurs logement);
- aux contrats des personnels recrutés pour deux mois maximum dans le cadre des renforts estivaux.

Article 2

La décision du 4 février 2019 portant délégation de signature est abrogée (INTV1901784S).

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration,*

D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019 portant délégation de signature  
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1919420S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,  
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;  
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);  
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à M. Pascal Mertz, directeur territorial à Bobigny et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Véronique Lagarrigue, adjointe, et M. Mariano Lawson, adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant :

1. Aux missions dévolues à la direction de Bobigny telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée;
2. À la gestion de la direction de Bobigny, notamment :
  - à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la direction de Bobigny, dans la limite des crédits alloués;
  - au renouvellement des contrats des agents vacataires (personnels infirmiers et enquêteurs logement);
  - aux contrats des personnels recrutés pour deux mois maximum dans le cadre des renforts estivaux.

Article 2

La décision du 9 août 2018 portant délégation de signature est abrogée (INTV1822529S).

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration,*  
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2019 portant délégation de signature  
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1919421S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à M. Stéphane Darmas, directeur de la représentation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration en Tunisie, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Sophie Kapusciak, chargée de mission, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant :

- aux missions dévolues à la représentation de l'office en Tunisie telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée;
- à la gestion de la représentation de l'office en Tunisie et ceux relatifs au recrutement local du personnel selon la réglementation en vigueur dans le pays, après accord du directeur général de l'Office français de l'intégration et de l'immigration;
- à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la représentation de l'office en Tunisie, dans la limite des crédits alloués.

Article 2

La présente décision prend effet le 15 juillet 2019.

Article 3

La décision du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant délégation de signature est abrogée (INTV1532986S).

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration,*  
D. LESCHI



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 15 juillet 2019 portant délégation de signature  
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1920985S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à Mme Karine Le Faucheur, directrice territoriale par intérim à Pointe-à-Pitre et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Jean-Luc Gene, adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant :

1. Aux missions dévolues à la direction de Pointe-à-Pitre telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée;

2. À la gestion de la direction de Pointe-à-Pitre, notamment :

- à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la direction de Pointe-à-Pitre, dans la limite des crédits alloués;
- au renouvellement des contrats des agents vacataires (personnels infirmiers et enquêteurs logement);
- aux contrats des personnels recrutés pour deux mois maximum dans le cadre des renforts estivaux.

Article 2

La décision du 3 décembre 2018 portant délégation de signature est abrogée (INTV1832824S).

Article 3

La présente décision prend effet le 1<sup>er</sup> août 2019.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 juillet 2019.

Pour le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration :

*La directrice générale adjointe,*

I. DELACROIX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 15 juillet 2019 portant délégation de signature  
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1920986S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,  
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;  
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-3 et L. 744-9;  
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);  
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée aux auditeurs et auditrices asile contractuels ci-après désignés, à l'effet de signer les offres de prise en charge précisant les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile ainsi que les bons de transport permettant à ces derniers de rejoindre leur hébergement :

1° À la direction territoriale de Montrouge :

Mme Emilor Pongo Kanda, jusqu'au 7 juin 2020 inclus.

2° À la direction territoriale de Strasbourg :

M. Léo-Paul Krieger-Joly, jusqu'au 31 mars 2020 inclus.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 juillet 2019.

Pour le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration :

*La directrice générale adjointe,*

I. DELACROIX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 juillet 2019 portant délégation de signature du directeur général  
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1921571S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret n° 60-1066 du 4 octobre 1960 portant publication de la convention relative au statut des apatrides ouverte à la signature le 28 septembre 1954;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, en tant que de besoin, toutes réquisitions de la force publique, ainsi que tous actes administratifs, décisions individuelles, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 2

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, d'une manière générale, tous documents, certificats, courriers ou actes relevant de leurs attributions, et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 3

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, M. Pierre Couturier, conseiller technique, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 4

Délégation est donnée à Mme Nadia Achache, chef du service des ressources humaines et de la formation professionnelle, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Thierry Doucement, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion des ressources humaines et la formation professionnelle de l'office.

#### Article 5

Délégation est donnée à MM. Marc Nedelian, chef du bureau de la gestion des compétences et Sébastien Boiron, chef du bureau des emplois et carrières, Mme Cécile Le Gall, chef du bureau des rémunérations, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

#### Article 6

Délégation est donnée à Mme Pascale Doucement, chef du service du budget, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions relevant de ses attributions, tous engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement concernant la gestion administrative et financière de l'office.

#### Article 7

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, à Mme Régine Bordes, chef du service de l'interprétariat, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Michel Nunez, à MM. Jean-Paul Levi, chef du service de l'informatique et Philippe Truy, chef du service des moyens généraux, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

#### Article 8

Délégation est donnée à Mmes Emilie Dubuc et Jennifer Léger, MM. Juan De Vasconcelos et Alexis Raymond, secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer au service de l'interprétariat, à l'effet de signer les bons de commandes de prestations d'interprétariat et de traduction nécessaires à l'activité de l'office.

#### Article 9

Délégation est donnée à M. Mourad Derbak, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Aline Montaubrie, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

#### Article 10

Délégation est donnée à M. Franck Becu, attaché d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'article L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

#### Article 11

Délégation est donnée à M. Pascal Roig, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à M. Ghislain de Kergorlay, attaché d'administration de l'État hors classe, adjoint du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du même code, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

#### Article 12

Délégation est donnée à Mme Laurence Duclos, attachée d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Valérie Vivien, attachée principale d'administration de l'État, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2018-385 du 23 mai 2018 portant expérimentation de certaines modalités de traitement des demandes d'asile en Guyane, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

## Article 13

Délégation est donnée à Mme Sylvie Jimenez, MM. Franck Eyheraguibel et Guillaume Lefebvre, attachés d'administration de l'État hors classe, chefs de division, et, en leur absence, à leurs adjoints, M. François Doyharcabal, attaché d'administration de l'État hors classe, Mmes Leila Benshila-Kesen et MM. François Corbin, attachés principaux d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

## Article 14

Délégation est donnée à M. Georges Barbière, attaché d'administration de l'État hors classe, Mmes Christine Bargoin, Sylvie Bergier-Diallo, Delphine Bordet, Leïla Chebbi, Marie Despretz, Frédérique Dupont, Sandra Fayolle, Véronique Péchoux, Adrienne Rodriguez Cruz, Jeanne Ruscher et Frédérique Spéranza, MM. Tanguy Coste-Chareyre, Matthieu Leblie, Olivier Monlouis, Alexis Reversat, Jean-Michel Salgon et Nicolas Wait, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Marie-Anne Berlioz, Sakina Boukhaima-Bonne, Isabelle Castagnos, Camille Desert, Diane Jeremic, Anita Martins, Elsa Mattéodo, Mélina Pelé, Marie Ripert, Charlotte Rouillard, Estelle Toureau et Catherine Vignon, MM. Michaël Berardan, Joris Eberhardt, Philippe Gabsi Botto, Edouard Gaussares, Lucas Guffanti, Martin Labrousse, Julien Limare, Vincent Parral, Grégory Pienoz et Erwan Soquet, attachés d'administration de l'État, Mme Lucie Combattelli et M. Loïc Vercaemst, officiers de protection contractuels, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

## Article 15

Délégation est donnée à M. Didier Mouton, attaché d'administration de l'État hors classe, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

## Article 16

Délégation est donnée à Mme Maud Benoist et M. David Toledano, attachés principaux d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Line Abarah, Meltem Bailly, Gwenaële Blere, Caroline Boudou, Madeline Brocchetto, Maria-Luz Carbajosa Julia, Hélène Carton-Garrone, Elodie Clerc, Pauline Cousquer, Cécile Dauphin, Fatoumata Diarra, Armelle Dieudegard, Sophie Estebe, Anne Eyraud Kodais, Judith Finelle, Floriane Grillet, Jeanne Guegan, Laetitia Herlin, Milka Kahn, Anna-Lou Kleinschmidt, Sarah-Laure Kutek, Laetitia Langlois, Maelle Le Bris, Isabelle Lecoœur, Yacinthe Le Grand, Stéphanie Lescieux, Adélia Machado-Gomes, Françoise Marias, Julie Nael, Lilit Oskeritsian, Hélène Paveto Gaubrie, Violaine Pitty, Anila Poher, Magali Prats, Pauline Querbes, Emilie Rozier, Vanessa Sarti, Laetitia Stora, Kady Traore et Ingrid Werler, MM. Murat Aysel, Sébastien Conan, Etienne Casemajor Loustau, Michel Diricq, Antoine Dubois, Emmanuel Haentjens, Mohamed Hamdani, Benoît Hemelsdael, Kévin Iselin, Frédéric Manquat, Farid Nasli Bakir, Arthur Pons et Gilles Wallon, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Amina Bouchene, Milena Creff, Emeline Dubois, Jeanne Grezard, Julie Lavergne, Charlotte Le Pelletier de Woillemont, Héloïse Levoir, Elisa Martini, Aloyse Oertli et Anaïs Petinelli-Breil, MM. Marc Da Piedade, Charles Jacob, Jérémie Schwartz, Benjamin Tailhefer, et Matthias Waller, officiers de protection contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-11 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant à leurs attributions, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

## Article 17

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, Mme Coralie Capdeboscq, attachée d'administration de l'État hors classe, chargée de mission, Mme Céline Seyer et M. Michel Eyrolles, attachés principaux d'administration de l'État, Mme Lola Maze, attachée d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des réfugiés ou de la mise en cause de la responsabilité de l'office, tous actes visés aux articles 40 du code de procédure pénale et à l'alinéa 2 de l'article L. 722-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de réquisition de l'autorité judiciaire se rapportant aux

attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes individuels pris en application des articles L.556-1, L.711-3, L.712-2, L.721-2, L.723-2, L.723-3, L.723-11 à L.723-13, L.723-16 et L.752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 18

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L.711-4, L.711-6, L.712-3 et L.752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 19

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, M. Michel Eyrolles, attaché principal d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive ou de refus d'accès portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L.311-1 à L.311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

#### Article 20

Délégation est donnée à M. Lakdar Kriouche, secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Carole Thine, adjointe administrative principale de 1<sup>re</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Géraldine Crespini et Dahbia Djoudi, M. Madjid Badaoui, adjoints administratifs principaux de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Pauline Salomon, adjointe administrative de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Marlène Pezo et M. Patrice Cabaret, adjoints administratifs de chancellerie, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L.311-1 à L.311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

#### Article 21

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, attaché principal d'administration de l'État, à Mme Anne Lise Marzal, attachée principale d'administration de l'État, chef du service de l'introduction, de l'accueil et du courrier, à Mme Lucie Combattelli, officier de protection contractuel, chargée de mission auprès du chef de division, à Mmes Kaysone Cremoux et Caroline Pierson, M. Stéphane Ysmal, attachés d'administration de l'État, M. Grégory Gabriel, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Marie-Josée Baramble et Corinne Sabas, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, chefs d'unité, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L.551-3, L.723-13 (1<sup>er</sup> et 3<sup>er</sup>) et R.723-1, alinéa 3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 22

Délégation est donnée à Mmes Barbara Coutard et Frédérique Dubois, adjointes administratives de chancellerie, Mme Magali Pèlerin, adjointe administrative principale de 1<sup>re</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Maywash Afzal-Israr, Sabrina Agostini, Ghania Ammarkhodja, Sabrina Anatole, Soria Bassim, Jacqueline Beausseron, Isabelle Buteau, Marie Laurence Cardia, Fatima Chahboun, Ghislaine Eniona, Laure Guillet, Senay Guventurk, Christelle Kujoukian, Dominique Lefebvre, Jeanine Lourenço, Emilie Mege, Gweha Aimée Ngo Nye Ikand, Lydia Outaleb, Corinne Robert et Marie-Josée Urgin, MM. Yacine Bouzahir, Telly Gotin, Michel Louiset, Didier Meslin, Serge Petitcoulaud, Vincenzo Romano et Philippe Saadoun, adjoints administratifs principaux de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sonia Da Cunha Mota, Frédérique Francillette, Baya Hammani, Farah Kassou, Asima Khalid, Estelle Nabo, Johana Remy, Audrey Reutter et Liliane Rossetto, M. Mikaël Loucano, adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Voahangy Ainasoa Andriantsaraharifara, Lorine Anselme, Nathalie Bernardo, Lydia Berthollet, Laurine Denis, Djeneba Doumbia, Ashley Guehi, Lylia Larinouna, Carole Lefevre, Ludivine Linéré, Priscilla Lourenço, Amra Madi, N'Deye Fatou N'Dour, Caroline Nirmaladeva Marilyn Palos, Laëtitia Paroty, Rose Phangnanouvong, Guessy Soukouna Gassama, Sokona Sy, Chloë Tisseront et Tiguida Toure, MM. Binawad Abdou Salam, William Coupain, Hugues Hodeir et TERENCE TRUY, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les lettres d'introduction prévues à l'alinéa 3 de l'article R.723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.



#### Article 23

Délégation est donnée à M. Ludovic Champain-Sellier, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Hamida Echikr, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'actes d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs ou de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du même code, tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

#### Article 24

Délégation est donnée à Mme Johanne Mangin, attachée d'administration de l'État hors classe, Mmes Béatrice Bigot, Anne-Charlotte Lelong, et Anne-Sophie Mocquet, attachées principales d'administration de l'État, Mmes Ingrid Perianin, Nathalie Roya-Pinguet et Anne Villemain-Secanella, attachées d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire, ou la renonciation à ceux-ci, ainsi que tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

#### Article 25

Délégation est donnée à M. Eric Bakhoun, attaché principal d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 26

Délégation est donnée à MM. Bertrand Gourbat et Dominique Mérian, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Eve-Emmanuelle Bardou, Héloïse Bécart, Clémence Buquet, Isabelle Clisson, Maryline Hervouet-Gaeta, Marie-Christine Iltchev, Véronique Lévêque, Annabelle Ligout et Géraldine Roche, MM. Robert Arakelian et Olivier Mazaud, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Léna Bonaud et Louisa Saoudi, officiers de protection contractuels, Mmes Elise Goncalves et Komdeuane Truy, M. Benoît Séverac, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Régine Riefolo, MM. Aurélien Rochard et Ruddy Thrace, secrétaires administratifs de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sarah Andres, Cinthia Angol, Aziza Aouchiche, Anissa Assani, Nadine Ayivi-Koutodjo, Camille Bonnin, Emilie Brunet, Aurélie Canaud, Anne-Sophia Chemin, Lise David, Aurélie Decorde, Pauline Kalla, Karine Larivet, Preecila Lieou, Malika Madache, Karima Messaoui, Imelda N'Kouikani, Mireille Notarianni, Céline Renia, Voara Rheal Razafindrambinina, Pauline Robert, Fanny Samson-Le Roux et Valérie Tedde, MM. Stanley Corantin, Nicolas Méry, et Laurent Vessella, secrétaires administratifs de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, M. Ludovic Burlot, agent technique et de gestion de niveau supérieur, Mme Mathilde Chêne, secrétaire administrative spécialisée, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 27

Délégation est donnée à Mmes Anne Angeleau et Bernadette Morin, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sylvie Piat, Estelle Tenaillon et Elise Voeuk, adjointes administratives de chancellerie, Mmes Mablé Agbotounou, Jennifer Arnerin, Annick Bazin, Saliha Bada, Hadika Benmahammed, Nathalie Cavalière, Farida Chetti, Joëlle Dardour, Amélie Gaby, Nathalie Gillon, Tatiana Huang-Kuan-Fuck, Madeline Jeanne, Lucile Klein, Brigitte Koroglu, Valérie Lambert, Samantha Lejambre, Evelyne Mouchard, Sandrine Phetsomphou, Gwladys Regis et Sylviane Sananikone, MM. Bakary Mohamed, Rodny Lydie, et Benjamin Tetu, adjoints administratifs principaux de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Barbara Alvarez, Hanane Fouass, Zenab Fidaly, Jacqueline Kalayci, Marie-Laure Meril, Laure Moreau, Nathalie Mounard et Safia Taleb, adjointes administratives de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Nathalie Aiguadel-Jaleme, Mmes Clémence Le Cam et Laura Miranda, M. Nicolas Mengual, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les copies des certificats tenant lieu d'actes d'état civil établies en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.



Article 28

Délégation est donnée à M. Dimitri Arcis, officier de protection, chef de mission, à l'effet de formuler, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile.

Article 29

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, M. Patrice Corcessin, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, ou, en son absence, M. Laurent Roy, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, reçoivent délégation pour signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, si besoin, toute réquisition du concours de la force publique.

Article 30

La décision du 17 juin 2019 portant délégation de signature du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est abrogée (INTV1918123S).

Article 31

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ([www.ofpra.gouv.fr](http://www.ofpra.gouv.fr)).

Fait le 22 juillet 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de protection des réfugiés et apatrides,*  
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 24 juillet 2019 relatif à la répartition des sièges  
des représentants des personnels à la Commission nationale d'action sociale**

NOR : INTA1922781A

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 10 juillet 2019 relatif à la Commission nationale d'action sociale;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le procès-verbal de dépouillement et de proclamation des résultats des élections du 6 décembre 2018 pour la désignation des représentants du personnel au sein du comité technique ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu la convention signée le 8 octobre 2018 par le secrétaire général d'UNSA Police FASMI et le secrétaire général du SNIPAT indiquant que toutes les listes communes déposées au sein des comités techniques comprendront une clé de répartition;

Vu le protocole pré-électoral signé le 1<sup>er</sup> octobre 2018 par le secrétaire général d'alliance police nationale, le secrétaire général de synergie officiers, le secrétaire général du syndicat indépendant des commissaires de police (SICP), la secrétaire générale du Syndicat national alliance des personnels administratifs, techniques et scientifiques du ministère de l'intérieur (ALLIANCE-SNAPATSI) et le secrétaire général du syndicat autonome des préfectures et de l'administration centrale du ministère de l'intérieur (SAPACMI) présentant une liste commune au comité technique ministériel qui comporte des clés de répartition,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

En application de l'article 3 de l'arrêté du 10 juillet 2019, susvisé, les vingt et un sièges des représentants des personnels à la Commission nationale d'action sociale sont attribués conformément au tableau annexé.

Article 2

Les organisations syndicales mentionnées en annexe disposent d'un délai maximum de trente jours, à compter de la notification du présent arrêté, pour désigner leurs représentants titulaires et suppléants au sein de la Commission nationale d'action sociale, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 10 juillet 2019 précité.

Article 3

L'arrêté du 21 mars 2019 portant répartition des sièges des représentants des personnels à la Commission nationale d'action sociale est abrogé.

Article 4

Le secrétaire général et le directeur général de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le secrétaire général,*

C. MIRMAND

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal, administratif dans le délai de deux mois courant à compter de sa notification.

## ANNEXE

**COMMISSION NATIONALE D'ACTION SOCIALE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR CONSTITUÉE  
EN APPLICATION DES ARTICLES 3 ET 5 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 10 JUILLET 2019**

FSMI-FO	France Policiers en colère	SAPNSC	CFDT- Intero	Liste commune CFTC-Impact Police			Sud Intérieur	CGT- USIAOM	VIGI Ministère de l'Intérieur	FPIP	FA PMU	SNUITAM FSU	SNPNAC	Liste commune CFE-CGC					Liste commune UNSA-FASMI-SNIPAT		Total de sièges de titulaires
				CFTC	Impact Police									Alliance PN	Synergie Officiers	SICP	SNAPATS	SAPACMI	UNSA-FASMI	SNIPAT	
8	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	3	0	21

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 7 août 2019 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2017 modifié fixant la liste des formations civiles et civiques suivies par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires**

NOR : INTD1921731A

Le ministre de l'intérieur et la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,  
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles R. 613-32 et suivants;  
Vu le code de procédure pénale, notamment son article D. 439;  
Vu le décret n° 2008-1524 du 30 décembre 2008 modifié relatif aux aumôniers militaires;  
Vu le décret n° 2017-756 du 3 mai 2017 modifié relatif aux aumôniers militaires, hospitaliers et pénitentiaires et à leur formation civile et civique;  
Vu l'arrêté du 5 mai 2017 relatif aux diplômes de formation civile et civique suivie par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires et fixant les modalités d'établissement de la liste de ces formations;  
Vu l'arrêté du 31 juillet 2017 modifié fixant la liste des formations civiles et civiques suivies par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires;  
Vu l'arrêté du 7 septembre 2018 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2017 modifié fixant la liste des formations civiles et civiques suivies par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires,

Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>

La liste des formations mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 5 mai 2017 susvisé fixée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 31 juillet 2017 susvisé dans sa rédaction issue de l'arrêté du 7 septembre 2018 susvisé est complétée comme suit :

« Laïcité, Religions et République », université de Bourgogne, maison de l'université, esplanade Erasme, BP 27877, 21078 Dijon Cedex;

« Laïcité et République », université de Franche-Comté, institut universitaire de technologie de Belfort-Montbéliard, site Belfort Techn'hom, 19, avenue du Maréchal-Juin, BP 527, 90016 Belfort Cedex;

« Action publique et gestion de la laïcité en société », Conservatoire national des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin, 75003 Paris;

« DU Aumôniers. Formation civile et civique, théologique et pratique », université de Strasbourg, 4, rue Blaise-Pascal, 67081 Strasbourg Cedex.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et au *Bulletin officiel* de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Fait le 7 août 2019.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation :  
*L'adjointe au directeur des libertés publiques  
et des affaires juridiques,  
chef du service du conseil juridique et du contentieux,*  
P. LÉGLISE

Pour la ministre de l'enseignement supérieur,  
de la recherche et de l'innovation et par délégation :  
*La directrice générale de l'enseignement supérieur  
et de l'insertion professionnelle,*  
A-S. BARTHEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

## **Arrêté du 26 février 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire**

**NOR : INTJ1906104A**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4138-2.2° et R.4138-30 à R.4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu la convention en date du 31 août 2017,

Arrête:

### **Article 1<sup>er</sup>**

Dans l'intérêt du service, le capitaine Dominique Bogé (NIGEND: 144382 - NLS: 8003514 - NID: 8654011278) est placé en situation d'affectation temporaire pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017, en qualité d'officier de liaison au sein du groupement d'intérêt public pour le dispositif national d'assistance aux victimes d'actes de cybermalveillance (GIP ACYMA) à Paris (75).

### **Article 2**

L'intéressé exerce ses fonctions au 6, rue Bouchardon - 75010 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, il est administré par le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Le Blanc. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

### **Article 3**

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 février 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
adjoint au directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
E-P. MOLOWA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

## **Arrêté du 6 juin 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire**

**NOR : INTJ1916656A**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4138-2.2 et R.4138-30 à R.4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu la convention en date du 04 mars 2019,

Arrête:

### Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, le lieutenant-colonel Marc Ciavaldini (NIGEND : 194901 - NLS : 8052020 - NID : 9656020947) est placé en situation d'affectation temporaire pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> août 2018, en qualité de chargé de mission auprès du chef du service des parcours de carrière et des politiques salariales et sociales au sein de la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), à Paris (75).

### Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 2, boulevard Diderot - 75012 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, il est administré par le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Le Blanc (36). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

### Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

## **Arrêté du 6 juin 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire**

**NOR : INTJ1916658A**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu la convention en date du 16 mai 2019,

Arrête:

### Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, le capitaine Sébastien Josserand (NIGEND: 376932 - NLS: 6740247 - NID: 0638030504) est placé en situation d'affectation temporaire pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> août 2019, en qualité d'officier rédacteur doctrine au sein de l'unité d'analyse et de planification du centre de situation – ministère de l'Europe et des affaires étrangères, à Paris (75).

### Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 37, quai d'Orsay - 75700 Paris SP 07. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, il est administré par le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Le Blanc (36). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

### Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

## **Arrêté du 19 juin 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ1917922A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu la convention en date du 24 mai 2019,

Arrête:

### Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, la lieutenant-colonelle Corinne Objois (NIGEND : 170843 - NLS : 8008866 - NID : 9302053007) est placée en situation d'affectation temporaire pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, en qualité d'officière de liaison et de conseillère technique auprès du délégué éthique, sécurité du patrimoine et conformité des affaires d'Enedis, à Paris (75).

### Article 2

L'intéressée exerce ses fonctions au 34, place des Corolles - 92079 Paris-La Défense Cedex. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, elle est administrée par le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Le Blanc (36). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

### Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 21 juin 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1918157A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2014 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 6 janvier 2016 maintenant dans un grade et dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 18 septembre 2018 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. Lydéric Donet-Mary (NIGEND : 276821 - NLS : 8145082 - NID : 9393020289) est maintenu au grade de commandant, en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de spécialiste concepteur en méthodes et techniques d'action au sein de l'école des officiers de la gendarmerie nationale à Melun (77), pour une durée d'un an et six mois à compter du 1<sup>er</sup> février 2020.

Article 2

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

## **Arrêté du 3 juillet 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ1919423A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu la convention en date du 25 juin 2019,

Arrête:

### Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, le lieutenant-colonel Damien Guillon (NIGEND : 194410 - NLS : 6590045 - NID : 9869032408) est placé en situation d'affectation temporaire pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019, en qualité d'officier supérieur de liaison, au poste de chef de pôle au sein de la direction de la sécurité et de l'intelligence économique du groupe Electricité de France (EDF), à Paris (75).

### Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 22-30, avenue de Wagram - 75382 Paris Cedex 08. Pendant la période définie à l'article 1er, il est administré par le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Le Blanc (36). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

### Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation:

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves  
de la gendarmerie nationale

## **Arrêté du 23 juillet 2019 portant admission dans la réserve de la gendarmerie**

NOR : INTJ1921943A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R.4211-3,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

M. Ludovic, Fabien Heyka est admis à sa demande, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, dans la réserve opérationnelle de la région de gendarmerie d'Ile-de-France, avec son grade et son ancienneté de grade.

Cet ancien lieutenant de réserve de l'armée de terre est rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

### Article 2

M. Mathieu, Simon, Romain Fusil est admis à sa demande, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017, dans la réserve opérationnelle de la région de gendarmerie d'Ile-de-France, avec son grade et son ancienneté de grade.

Cet ancien sous-lieutenant de réserve de l'armée de terre est rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

### Article 3

M. Marc, Philippe Papyle est admis à sa demande, pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 2017, dans la réserve opérationnelle de la région de gendarmerie d'Ile-de-France, avec son grade et son ancienneté de grade.

Cet ancien sous-lieutenant de réserve de l'armée de terre est rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

### Article 4

M. Fabrice, René, Edouard, Max Sève est admis à sa demande, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 2018, dans la réserve opérationnelle de la région de gendarmerie d'Ile-de-France, avec son grade et son ancienneté de grade.

Cet ancien lieutenant de réserve de l'armée de terre est rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

### Article 5

Mme Caroline, Véronique, Marie Rocamora est admise à sa demande, pour compter du 29 novembre 2017, dans la réserve opérationnelle de la région de gendarmerie d'Ile-de-France, avec son grade et son ancienneté de grade.

Cette ancienne aspirant de réserve de l'armée de terre est rattachée au corps des officiers de gendarmerie.

### Article 6

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général, commandant et délégué  
aux réserves de la gendarmerie nationale,  
secrétaire général de la réserve citoyenne  
de défense et de sécurité,*

O. KIM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision du 27 juin 2019 portant admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2018**

NOR : INTJ1918544S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (JO n° 216 du 16 septembre 2008; texte n° 35);

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés (JO n° 216 du 16 septembre 2008; texte n° 43);

Vu l'arrêté du 12 septembre 2016 fixant les conditions physiques et médicales d'aptitude exigées des personnels militaires de la gendarmerie nationale et des candidats à l'admission en gendarmerie (JO n° 220 du 21 septembre 2016 texte n° 128 – NOR : INTJ1624357A);

Vu l'arrêté du 20 décembre 2012 relatif à la détermination et au contrôle de l'aptitude médicale à servir du personnel militaire (JO n° 15 du 18 janvier 2013, texte n° 38 - NOR : DEFK1243552A);

Vu l'arrêté du 2 décembre 2008 fixant, pour la gendarmerie nationale, la composition du conseil prévu à l'article 12 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (BOC 7/2009; BOEM 951 - CLASS.: 91.08);

Vu l'instruction n° 56000 du 25 juin 2013 (BOMI NOR : INTJ1314886J - CLASS.: 91.31);

Vu la circulaire n° 39000/ARM/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 4 janvier 2018;

Vu la circulaire n° 77138/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 2 novembre 2017;

Vu la décision du ministre de l'intérieur n° 158 CAB/PhM du 15 mai 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

La sous-officière dont le nom figure ci-après est admise dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 :

*Spécialité administration et gestion du personnel*

La maréchale des logis:

**Monsieur** Stéphanie

NIGEND : 184 502

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation:

*Le général, adjoint au directeur  
des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. BROWAEYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Circulaire n° 35000/GEND/DPMGN/SDGP du 8 juillet 2019  
relative à la gestion du personnel sous-officier de gendarmerie spécialiste « montagne »**

NOR : INTJ1920045C

*Références :*

- Décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie (JO n° 216 du 16-9-2008, texte n° 34);
- Arrêté du 5 juillet 2013 fixant les conditions de délivrance du brevet de spécialiste montagne aux sous-officiers de gendarmerie (JO n° 185 du 10-8-2013, texte n° 8);
- Instruction n° 74000/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 15 octobre 2014 relative à la formation montagne des militaires de la gendarmerie (n.i. BO – CLASS. : 32.30);
- Circulaire n° 85000/GEND/DPMGN/SDAP/BCHANC du 13 novembre 2015 relative au suivi de l'aptitude médicale des militaires de la gendarmerie nationale (BOMI n° 2015-12, p. 245 – CLASS. : 92.05).

*Pièces jointes :*

Deux annexes.

*Texte abrogé :*

Circulaire n° 1500/GEND/DPMGN/SDGP du 16 mai 2013 relative à la gestion du personnel sous-officier de gendarmerie spécialiste « montagne » (n.i. BO – CLASS. : 91.11).

Les sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « montagne » sont gérés à l'échelon national. Ils servent dans les unités spécialisées « montagne » que sont :

- les pelotons de gendarmerie de haute montagne (PGHM);
- les pelotons de gendarmerie de montagne (PGM);
- le Centre national d'instruction de ski et d'alpinisme de la gendarmerie (CNISAG);
- l'unité de coordination technique montagne (UCTM).

Destinée à pourvoir aux besoins particuliers propres à chaque type d'unité, la gestion de la spécialité « montagne » intègre les qualifications et les aptitudes des militaires et prend en compte leurs desiderata dans la limite de l'intérêt du service.

Visant à maintenir la capacité opérationnelle et le haut potentiel technique reconnus aux formations de la spécialité « montagne » dans l'exercice de leurs missions de police judiciaire, de police administrative et de secours, elle est individualisée et pilotée par la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), avec le concours de l'officier supérieur, conseiller technique montagne de la DGGN (CTM).

La présente circulaire a donc pour objet de définir :

- les conditions d'accès à la spécialité « montagne »;
- les conditions du déroulement de carrière des sous-officiers de gendarmerie spécialistes « montagne »;
- les situations pouvant conduire à la sortie de spécialité.

## **1. Accès à la spécialité**

### *1.1. Conditions*

Pour intégrer la spécialité « montagne », les sous-officiers de gendarmerie doivent :

- être reconnus aptes médicalement<sup>1</sup>;
- être admis à l'état de sous-officier de carrière;
- détenir le brevet de spécialiste montagne (BSM).

---

<sup>1</sup> Dans les conditions fixées par les textes relatifs aux normes d'aptitude médicale des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

### 1.2. Recrutement pour servir dans la spécialité (cf. annexe I)

Les sous-officiers de gendarmerie qui souhaitent servir dans la spécialité « montagne » doivent faire acte de volontariat pour suivre la formation conduisant à la délivrance du BSM. Deux voies sont possibles :

- voie classique : être candidat aux épreuves de sélection physique et technique pour servir en unités spécialisées « montagne » ;
- voie spécifique : intégrer directement une unité spécialisée « montagne » au titre des compétences particulières.

#### 1.2.1. Voie classique ou par épreuves de sélection physique et technique pour servir en unités spécialisées « montagne »

##### Étape 1 : constitution du dossier de candidature

Ne peuvent postuler que les militaires qui détiennent le 1<sup>er</sup> jour des tests :

- un certificat médical attestant de l'aptitude à servir au sein de la spécialité « montagne » ;
- le diplôme de qualification technique montagne (DQTM) ;
- le diplôme de premier secours en équipe de niveau 2 (PSE2), datant de moins d'un an ou, le cas échéant, l'attestation de recyclage obligatoire pour intégrer le stage BSM ;
- l'attestation de natation nage libre sur 100 mètres ;
- l'attestation du lien au service dûment complétée<sup>2</sup>.

Les volontaires établissent en outre une fiche de vœux pour servir au sein de l'ensemble des formations de la spécialité « montagne » et produisent tout document susceptible d'attester de leur pratique régulière de la montagne (ex : liste de courses). Ils indiquent, le cas échéant, leur niveau de qualification en spéléologie et rendent compte de leur souhait de servir en qualité de maître de chien ; ils précisent, à cet égard, les compétences éventuellement détenues.

Les fiches de vœux sont transmises revêtues des avis hiérarchiques motivés sur les garanties professionnelles, morales et psychologiques présentées par les candidats.

Lorsqu'un candidat aura échoué trois fois aux tests de sélection, ses candidatures ultérieures feront l'objet d'une étude affinée, reposant sur des prédispositions techniques ainsi que sur les avis hiérarchiques. En liaison avec le bureau de la formation, le CTM et le commandant du CNISAG, le gestionnaire central se prononcera sur la pertinence de la candidature.

##### Étape 2 : tests de sélection

Les candidats sont convoqués aux tests (successivement hiver puis été), organisés par le CNISAG qui comportent trois phases :

- phase 1 : composée d'épreuves (successivement hiver puis été) destinées à établir leurs aptitudes professionnelles, physiques et techniques ;
- phase 2 : un inventaire de personnalité en ligne suivi d'un entretien d'évaluation réalisé par un psychologue de la gendarmerie, visant à éclairer la commission sur l'adaptabilité du candidat à l'emploi ;
- phase 3 : constituée des modules « fondamentaux » et « secours été » du BSM.

##### Étape 3 : examen des profils des candidats et de leurs résultats en commission

La commission rassemble :

- le chef du bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire de la DGGN ou son représentant, président de la commission ;
- le CTM ;
- le commandant du CNISAG ou son représentant ;
- le responsable de l'organisation des tests d'aptitude ;
- toute personne qualifiée désignée par le président de la commission.

Elle examine l'ensemble des profils des candidats et leurs résultats obtenus à l'issue des tests. Au vu de l'évolution prévisible des effectifs et des besoins particuliers de gestion, elle établit la liste des sous-officiers autorisés à poursuivre la formation de spécialiste « montagne » (BSM).

##### Étape 4 : affectation en PGM ou PGHM

Le gestionnaire a la possibilité d'affecter, de manière anticipée, les lauréats aux tests de sélection en tant que non brevetés employés en spécialité (NBES) dans une unité spécialisée « montagne ».

---

<sup>2</sup> Instruction n° 139300/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 7 septembre 2015 relative à la gestion des compétences et au lien au service attaché à certaines formations (BOC n° 51 du 19-11-2015, texte 8 – CLASS. : 32.01).



### 1.2.2. Voie spécifique ou au titre des «compétences particulières»

Elle concerne les élèves sous-officiers de gendarmerie en cours de formation initiale<sup>3</sup> et les sous-officiers de gendarmerie détenant au minimum l'examen probatoire du diplôme de guide de haute montagne.

#### Étape 1 : justifier de ses compétences

Ces militaires peuvent se faire connaître auprès du gestionnaire tout au long de l'année, par l'intermédiaire de la voie hiérarchique, du CNISAG ou encore à l'occasion de l'appel à volontaires en vue de se présenter aux tests de sélection. Ils constituent un dossier de candidature identique à celui qui est prévu au § 1.2.1 (auquel est joint copie du diplôme de guide, ou d'un document attestant de la participation au cursus d'aspirant-guide en remplacement du DQTM).

#### Étape 2 : entretien avec le gestionnaire

Les candidats sont reçus lors d'un entretien professionnel par le gestionnaire, en présence du CTM.

- les élèves gendarmes sont affectés en qualités de NBES en PGM ou PGHM dès la fin de la formation initiale. Dispensé de la phase 1 des tests de sélection, ils sont convoqués normalement pour les phases 2 et 3;
- Les sous-officiers déjà affectés en unités du cadre général rejoignent leur affectation en PGM ou PGHM à l'issue de la phase 3 des tests.

#### Étape 3 : tests de sélection

Exemptés de la «phase 1», ils sont directement intégrés à «la phase 2 et 3» des tests de sélection décrits au § 1.2.1.

### 1.3. Intégration et affectation

Lorsque les sous-officiers de gendarmerie NBES satisfont à l'ensemble des conditions fixées au point 1.1, la DGGN peut les intégrer dans la spécialité. Les militaires remplissant les conditions statutaires prévues à l'article 24 du décret du 12 septembre 2008 modifié, peuvent postuler à l'avancement au sein de la spécialité pour le grade de maréchal des logis-chef.

La non obtention du BSM exclut de fait la possibilité d'intégrer la spécialité et conduit la DGGN à initier une mutation d'office dans l'intérêt du service vers une unité du cadre général.

## 2. Déroulement de carrière (cf. annexe II)

### 2.1. Adéquation des compétences et gestion individualisée des ressources humaines

Le déroulement de carrière et le parcours professionnel des sous-officiers de gendarmerie au sein de la spécialité « montagne » dépendent des :

- qualifications militaires détenues : BSM, BCCSM, CeFEO. La réussite au BCCSM, conditionne l'accès au stage national de formation à l'encadrement opérationnel pour l'obtention du CeFEO;
- qualifications techniques civiles (diplôme de guide, spéléologie, canyoning...) <sup>4</sup> et militaires (diplôme de maître de chien d'avalanche, brevet de commandant des opérations d'enquête et de secours (BCES), diplômes de secourisme).

Dans un souci permanent d'adéquation de la ressource aux besoins des unités et du CNISAG, à travers un dialogue de gestion personnalisé, le gestionnaire fait coïncider au mieux l'intérêt du service et les desiderata des personnels. Ainsi les sous-officiers spécialistes sont :

- répartis au sein des PGHM et des PGM en fonction des besoins identifiés par le gestionnaire en liaison avec le CTM;
- amenés à constituer les équipes pédagogiques du CNISAG dans une logique de transmission professionnelle;
- amenés à rejoindre l'UCTM pour s'inscrire dans une progression fonctionnelle.

L'affectation dans ces deux dernières unités s'inscrit dans une démarche de valorisation du parcours professionnel.

À ce titre les postes de ces unités qui ne peuvent rester vacants pourront être ouverts à la contractualisation.

### 2.2. Mobilité

Les principes qui président aux mutations des sous-officiers de gendarmerie du cadre général sont applicables aux spécialistes « montagne » sauf en ce qui concerne les périodes de transmission et d'étude des demandes.

---

<sup>3</sup> Cf. point 6.3 de l'instruction n° 53500/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 7 juin 2012 relative à la formation initiale des sous-officiers de gendarmerie (BOMI n° 2012-9 du 15-12-2012, p. 193 – CLASS.: 32.01).

<sup>4</sup> Instruction n° 74000/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 15 octobre 2014 relative à la formation montagne des militaires de la gendarmerie (CLASS.: 32.30).

Les mouvements<sup>5</sup> sont réalisés dans le cadre d'un plan annuel de mutation (PAM) dont les directives particulières à la spécialité organisent et précisent les conditions de mobilité. Ces directives annuelles sont diffusées par note-express.

Calendrier de mobilité :

AVRIL	année A – 1	: diffusion de la note-express concernant le PAM de l'année A.
Avant le 30 DÉCEMBRE	année A – 1	: transmission des fiches de vœux au gestionnaire national.
1 <sup>er</sup> JANVIER - 15 MARS	année A	: étude des fiches de vœux.
1 <sup>er</sup> SEMESTRE	année A	: établissement des ordres de mutation pour une prise d'effet entre le 1 <sup>er</sup> juin et le 1 <sup>er</sup> septembre de l'année A.

Il peut être dérogé au PAM par le biais d'appels à volontaires, initiés par la DGGN, en raison de contraintes particulières de gestion et après avis du CTM.

### 2.3. *Avancement*

Les principes qui gouvernent l'avancement des sous-officiers de gendarmerie s'appliquent sans restriction à l'ensemble des sous-officiers ayant intégré la spécialité « montagne » qui concourent entre eux, selon des modalités précisées dans une circulaire annuelle. Des directives complémentaires annuelles sont également diffusées par note-express.

L'avancement rénové instaure un dialogue de gestion renforcé entre le militaire et le gestionnaire – pour les grades soumis à la mobilité – avant la parution du tableau. Ce dialogue peut déboucher sur une démarche de contractualisation<sup>6</sup> qui donne lieu à l'établissement d'un document écrit.

## 3. **Sortie de spécialité**

### 3.1. *Inaptitude médicale*

Le maintien dans la spécialité n'est soumis à aucune limite d'âge, sous réserve de confirmation de l'aptitude médicale à la spécialité « montagne » lors de la visite médicale réglementaire.

Cette visite médicale ne dispense pas les commandants d'unités de la spécialité d'alerter le commandant de formation administrative dès lors qu'ils ont connaissance d'éléments pouvant permettre d'envisager sa remise en cause.

Il appartient au commandant de formation administrative d'initier, le cas échéant, une demande d'expertise médicale auprès du médecin des armées<sup>7</sup>.

#### 3.1.1. Inaptitude définitive

L'inaptitude médicale définitive au service de la spécialité « montagne » entraîne, de facto, une mutation hors de la spécialité, prononcée par la DGGN pour raison de service.

#### 3.1.2. Inaptitude temporaire

En cas d'inaptitude temporaire, sur sollicitation du commandant de formation administrative et sur avis médical, la DGGN devra arbitrer, dans l'intérêt du service, entre :

- le maintien du sous-officier concerné à son poste avec une autorisation à servir par dérogation lorsque la situation offre des garanties suffisantes quant à son rétablissement dans des délais brefs ;
- la mutation pour raison de service hors de la spécialité, dans le cas contraire.

Dans ce dernier cas, la DGGN peut étudier une réintégration, sur demande du militaire auprès de son commandant de formation administrative, dès qu'il a recouvré son aptitude médicale. Son affectation est alors envisagée lorsque son aptitude, tant sur le plan technique que physique, a été à nouveau confirmée par le CNISAG.

### 3.2. *Inaptitude technique*

Le CTM, sur saisine du commandement organique ou d'initiative, peut convoquer le militaire qui paraît ne plus disposer des aptitudes techniques lui permettant de remplir l'ensemble des missions dévolues à une unité spécialisée « montagne », à des tests organisés par le CNISAG et portant sur les carences identifiées.

<sup>5</sup> Hors raisons personnelles exceptionnelles.

<sup>6</sup> Cf. Note-express n° 39514/GEND/DPMGN/SDGP du 20 juin 2018 relative aux modalités de mise en œuvre de la contractualisation dans la gestion des personnels militaires de la gendarmerie (CLASS. : 91.25).

<sup>7</sup> Cf. Circulaire n° 85000/GEND/DPMGN/SDAP/BCHANC du 13 novembre 2015 relative au suivi de l'aptitude médicale des militaires de la gendarmerie nationale (BOMI 2015-12, p. 245 – CLASS. : 92).

Ces tests se concluent par la réunion d'une commission d'aptitude présidée par le CTM qui rassemble :

- la cellule «contrôle-évaluation» de l'UCTM;
- le chef du BPSOGV ou son représentant;
- le commandant du CNISAG ou son représentant;
- le responsable technique des tests d'aptitude;
- deux sous-officiers spécialistes «montagne» affectés en PGHM ou PGM de grade au moins égal à celui du militaire testé. Tirés au sort par le gestionnaire, ils sont issus d'une liste établie par les commandants de formations administratives. Ils doivent être affectés dans une unité autre que celle du militaire dont la situation est étudiée.

Après avoir pris connaissance du résultat des tests, la commission recueille les observations du militaire concerné et donne son avis quant au maintien de l'intéressé au sein de la spécialité «montagne».

Si la commission émet un avis défavorable, le gestionnaire national initie une procédure réglementaire de mutation d'office dans l'intérêt du service hors de la spécialité «pour des motifs tenant à la personne de l'intéressé».

### 3.3. *Autres motifs*

La sortie de spécialité peut être envisagée à la demande du militaire concerné. Elle est étudiée, notamment, au regard du lien au service découlant des formations spécialisées suivies.

Un mouvement peut également être envisagé d'office dans l'intérêt du service pour tout autre motif tenant à la personne de l'intéressé.

### 3.4. *Mesures de gestion*

En toutes circonstances, l'affectation dans une unité du cadre général, en sortie de spécialité, fait l'objet d'une décision de sortie de la spécialité par la DGGN. Il appartient alors au commandant de la formation administrative d'affectation d'établir l'ordre de mutation.

Pour le ministre et par délégation :

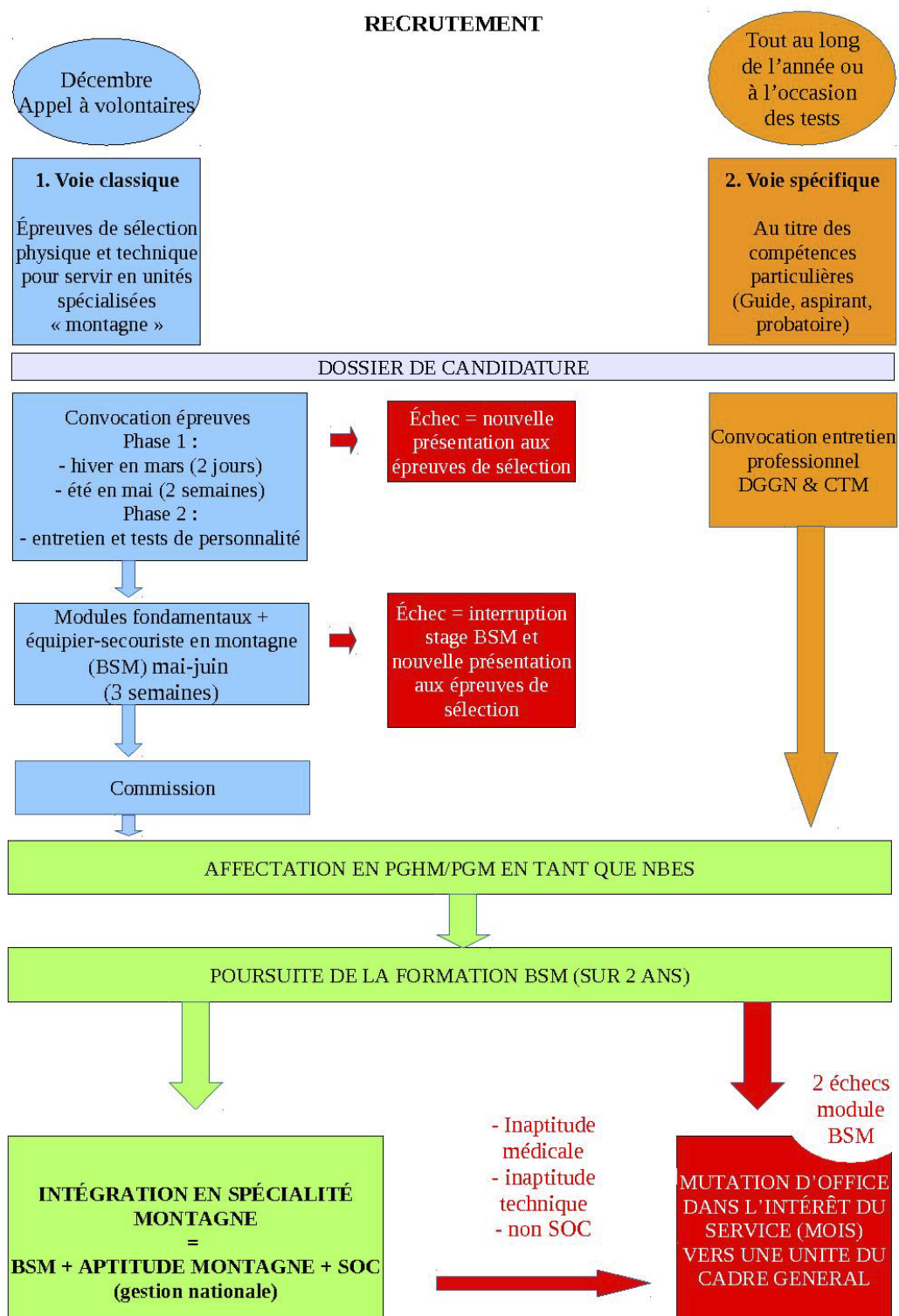
*Le général, adjoint au directeur  
des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. BROWAEYS

ANNEXE 1

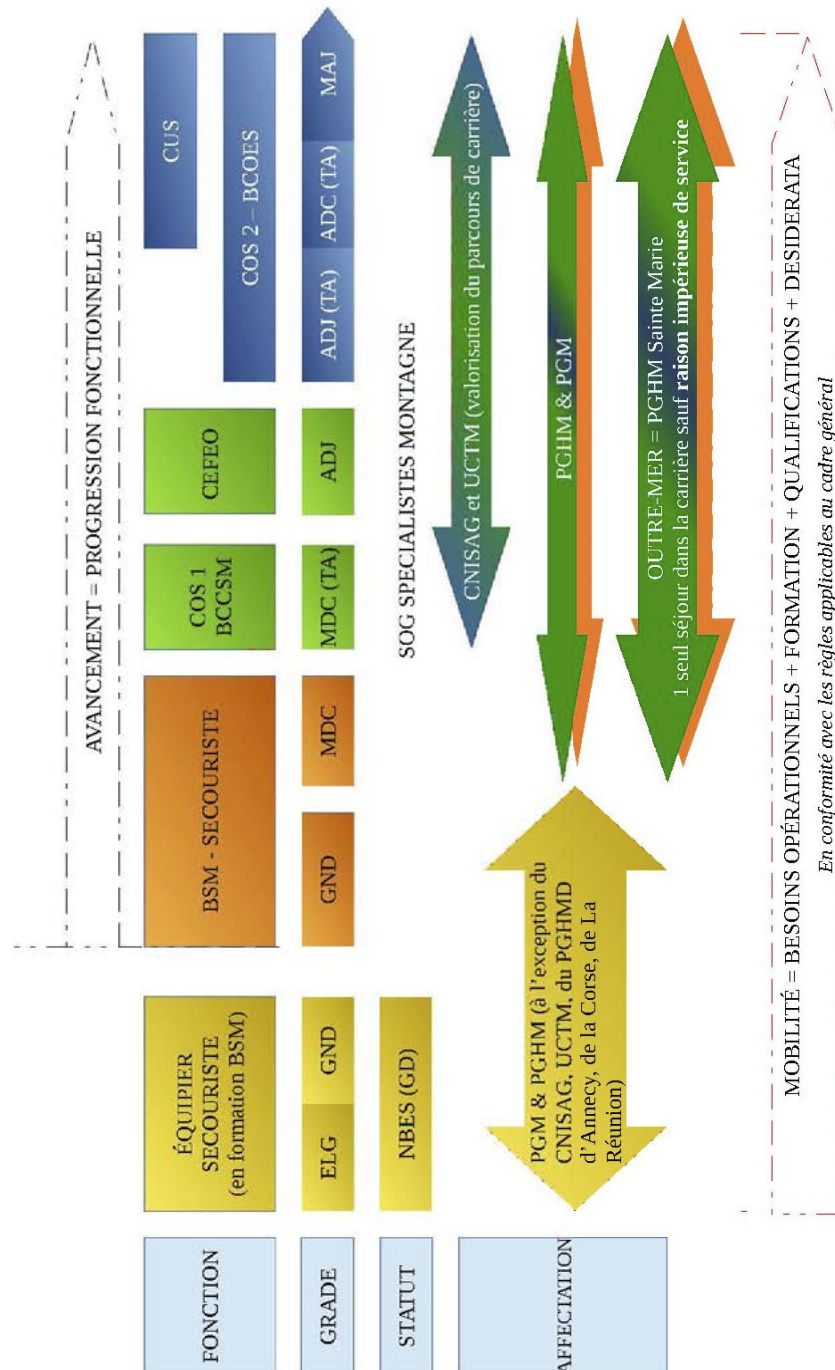
LA SPÉCIALITÉ MONTAGNE

RECRUTEMENT



## ANNEXE 2

## PARCOURS DE CARRIÈRE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913229A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 17 septembre 2010 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 2 septembre 2013 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 9 juin 2015 portant maintien dans l'emploi et conférant un grade d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Karine NAUD, épouse BOIDE (NIGEND: 201593 - NLS: 8054261 - NID: 9617054001) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine – zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, à Mérignac (33), pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 conférant un grade et portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913230A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 5 juin 2014 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 30 mai 2017 portant maintien dans un grade et un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Anaïs Frantz (NIGEND : 368893 - NLS : 8151137 - NID : 657070326) est promue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, maintenue dans l'emploi de psychologue formatrice et affectée au sein de l'école de gendarmerie de Dijon, à Longvic (21), pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913231A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 13 juin 2016 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Audrey FOURNIER (NIGEND : 389548 - NLS : 8157378 - NID : 506080072) est maintenue au grade de lieutenant, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, zone de défense et de sécurité Sud, à Marseille (13), pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913232A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 17 septembre 2010 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 2 septembre 2013 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 9 juin 2015 portant maintien dans l'emploi et conférant un grade d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Carole TRITSCH (NIGEND : 224744 - NLS : 8073760 - NID : 875062647) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie du Grand Est, zone de défense et de sécurité Est, à Metz (57), pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 conférant un grade et maintenant dans un emploi  
un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913234A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 2 septembre 2014 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 30 mai 2017 portant maintien dans un grade et un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. Romain Job (NIGEND : 369764 - NLS : 8152163 - NID : 1015040059) est promu au grade de capitaine, en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue formateur, au sein du Centre national de formation à la police judiciaire, à Rosny-sous-Bois (93), pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Article 2

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913235A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2016 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Flavie Guignouard (NIGEND: 389949 - NLS: 8044515 - NID: 679050073) est maintenue au grade de lieutenant, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de conseillère en emploi, au sein de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine – zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, groupement de gendarmerie départementale de la Vienne, à Poitiers (86), pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913236A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2012 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 9 juin 2015 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Christelle Wittig (NIGEND : 309518 - NLS : 8092045 - NID : 9425054012) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue clinicienne, conseillère technique régionale, au sein de la région de gendarmerie d'Occitanie, groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault, à Montpellier (34), pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913237A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2010 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 2 septembre 2013 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 9 juin 2015 portant maintien dans l'emploi et conférant un grade d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Flora Guichard (NIGEND : 310181 - NLS : 8042623 - NID : 269050075) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue clinicienne, conseillère technique régionale, au sein de la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes, zone de défense et de sécurité Sud-Est, à Sathonay Camp (69), pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913239A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 2 novembre 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 19 juin 2014 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 9 juin 2015 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Anne COLLET (NIGEND: 341674 - NLS: 8044444 - NID: 231054060) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue clinicienne, conseillère technique régionale, au sein de la région de gendarmerie d'Occitanie, à Toulouse (31), pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913240A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2013 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2016 maintenant dans un grade affectant dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. Étienne LAVAL (NIGEND: 362250 - NLS: 8144040 - NID: 493010011) est maintenu au grade de capitaine, en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi d'informaticien, architecte réseau, au sein du service de traitement de l'information gendarmerie, à Rosny-sous-Bois (93), pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019.

Article 2

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913241A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 28 septembre 2015 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Anne BESCOND (NIGEND : 191683 - NLS : 8051975 - NID : 329071180) est maintenue au grade de commandant, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie d'Île-de-France, zone de défense et de sécurité de Paris, à Maisons-Alfort (94), pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913243A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 28 septembre 2015 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Catherine DELORME (NIGEND : 232750 - NLS : 8085509 - NID : 995061374) est maintenue au grade de commandant, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de responsable de la stratégie de communication, au sein de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine – zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, à Mérignac (33), pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Article 2

L'intéressée est admise au premier échelon exceptionnel du grade de commandant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Article 3

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913244A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 28 septembre 2015 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. François Trichet (NIGEND : 215294 - NLS : 8064111 - NID : 9275013375) est maintenu au grade de commandant, en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de spécialiste dans les domaines appliqués à la criminalistique, auprès de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES), à Paris (75), pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Article 2

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 3 mai 2019 maintenant dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913247A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 5 septembre 2012 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 9 juin 2015 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 30 mai 2017 conférant un grade et maintenant dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Vanessa **CHEKROUN** (NIGEND: 351362 - NLS: 8117063 - NID: 375070440) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue clinicienne, conseillère technique régionale, au sein de la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes, zone de défense et de sécurité Sud-Est, groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme, à Clermont-Ferrand (63), pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 27 mai 2019 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné  
servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1915529A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. Jean-Pierre CHEMALY est recruté au grade de chef d'escadron (premier échelon - indice brut : 782), en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi d'analyste en renseignement criminel, chef de division, au sein de l'office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre (OCLCH), à Paris (75), pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 7 juin 2019 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné  
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1916862A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Mme Jennifer GROS est recrutée au grade de lieutenant (quatrième échelon - indice brut : 640), en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de psychologue, officier conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, à Bouliac (33), pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 14 juin 2019 portant affectation d'un officier commissionné  
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1917439A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2013 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2016 maintenant dans un grade et dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 12 avril 2018 conférant un grade et maintenant dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Morgane MOREL (NIGEND : 362589 - NLS : 8144710 - NID : 0699051556) est affectée, à compter du 1<sup>er</sup> août 2019, dans un emploi de psychologue clinicienne, conseillère technique régionale, au sein de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, à Angers (49).

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 14 juin 2019 maintenant dans un grade et portant affectation  
d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1917442A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2012 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 9 juin 2015 portant maintien dans le grade et portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

M. Pascal BARRÉ (NIGEND: 351418 - NLS: 8117697 - NID: 9228020635) est maintenu au grade de commandant, en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Article 2

L'intéressé est affecté à compter du 1<sup>er</sup> août 2019 dans un emploi de psychologue clinicien, conseiller technique régional, au sein de la région de gendarmerie d'Île-de-France, zone de défense et de sécurité de Paris à Maisons-Alfort (94).

Article 3

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 24 juin 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné  
servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1912482A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La brigadière-chef Nelly MOËNNE-LOCCOZ - NIGEND 360422 - est recrutée au grade de maréchale des logis, échelle de solde n° 3 (7<sup>e</sup> échelon - indice brut: 397), en qualité de sous-officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportive de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77) pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 24 juin 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné  
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1912488A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La brigadière Renelle LAMOTE - NIGEND 384414 - est recrutée au grade de maréchale des logis, échelle de solde n° 3 (4<sup>e</sup> échelon - indice brut : 378), en qualité de sous-officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportive de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77) pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 24 juin 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné  
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1912490A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le brigadier Valentin BELAUD - NIGEND 377197 - est recruté au grade de maréchal des logis, échelle de solde n° 3 (7<sup>e</sup> échelon - indice brut : 397), en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de sportif de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77) pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 24 juin 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné  
servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1912491A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le brigadier Jean QUIQUAMPOIX - NIGEND 377199 - est recruté au grade de maréchal des logis, échelle de solde n° 3 (5<sup>e</sup> échelon - indice brut: 379), en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportif de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77) pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 24 juin 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1912492A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le brigadier Daniel JÉRENT - NIGEND 377198 - est recruté au grade de maréchal des logis, échelle de solde n° 3 (5<sup>e</sup> échelon - indice brut : 379), en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportif de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77) pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 24 juin 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1912494A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le gendarme adjoint volontaire Alexis RAYNAUD - NIGEND 395212 - est recruté au grade de maréchal des logis, échelle de solde n° 3 (5<sup>e</sup> échelon - indice brut: 379), en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportif de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77) pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 24 juin 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné  
servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1912497A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le gendarme adjoint volontaire Lucas CHANAVAT - NIGEND 408865 - est recruté au grade de maréchal des logis, échelle de solde n° 3 (3<sup>e</sup> échelon - indice brut: 374), en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportif de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77) pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 24 juin 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné  
servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1912498A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le gendarme adjoint volontaire Nils ALLÈGRE - NIGEND 420068 - est recruté au grade de maréchal des logis, échelle de solde n° 3 (3<sup>e</sup> échelon - indice brut : 374), en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportif de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77) pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 5 juillet 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1917221A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. Corentin, Hervé, Patrick, Maximilien MORVAN est recruté au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 1<sup>er</sup> échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de musicien (saxhorniste) au sein de l'orchestre de la garde républicaine, pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## **Arrêté du 16 juillet 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure**

NOR : INTK1919637A

Le ministre de l'intérieur,

Vu les articles D. 141-2 à D. 141-10 du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2019 pris pour l'application des articles D. 141-2 à D. 141-10 du code de la sécurité intérieure,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Dans le cadre d'une promotion exceptionnelle « Notre-Dame de Paris », une médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

#### *Échelon bronze*

M. BIGNAND Franck, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. BLANC-PETRY Nicsonne, sapeur de 1<sup>re</sup> classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. BRACONNIER Laurent, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. CANDAU Kevin, sapeur de 1<sup>re</sup> classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
Mme COUDERT Chloé, caporale, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. DAMBRAIN Steve, sapeur de 1<sup>re</sup> classe de sapeurs-pompiers professionnels.  
M. DOUHARD Ludovic, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. DUMONT Julien-Ludwig, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. FLOTTON Damien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. GONZALES Matthias, sapeur de 1<sup>re</sup> classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. KOENEN Julien, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. LAURET Olivier, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. LE LAY Julien, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. LECOEUR Damien, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. LEDHÉ Morgan, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. LÉVÊQUE Jean-Philippe, sapeur de 1<sup>re</sup> classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. MEDJOUT Boualem, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. MOSER Benoît, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
Mme PERETTI Christelle, vétérinaire, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. PHEULPIN Bastien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. PINTUREAU Yann, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. ROBBE Vivien, sapeur de 1<sup>re</sup> classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. SY Jonathan, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. TOUCHARD Nicolas, sapeur de 1<sup>re</sup> classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. TURPAUD Aurélien, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.  
M. VERRIEN Romain, sapeur de 1<sup>re</sup> classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

### Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 juillet 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 39438 du 31 mai 2019 portant attribution  
de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie**

NOR : INTJ1915196S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu l'instruction n° 68918 du 16 janvier 2019 relative à la haute technicité des sous-officiers de gendarmerie et à la prime afférente (NOR : INTJ1901447J);

Vu la circulaire n° 68918 du 16 janvier 2019 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité (PHT) aux sous-officiers de gendarmerie au titre de l'année 2019;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général en date du 20 mai 2019;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie spécialistes en date du 20 mai 2019,

Vu la décision n° 39413 du 31 mai 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie (NOR : INTJ1915187S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019 aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général figurant sur l'annexe 1.

Article 2

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019 aux sous-officiers de gendarmerie spécialistes figurant sur l'annexe 2.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

## ANNEXE 1

**Région de gendarmerie d'Île-de-France, zone de défense et de sécurité de Paris**

<b>Bègue Jacques</b>	NIGEND : 169 500	NLS : 8 025 110
<b>Bourgeois Sébastien</b>	NIGEND : 180 375	NLS : 8 036 126
<b>Canhan Angélique</b>	NIGEND : 181 861	NLS : 8 043 155
<b>Cervantes Michael</b>	NIGEND : 185 551	NLS : 8 037 252
<b>Chefson Frédéric</b>	NIGEND : 217 646	NLS : 8 064 599
<b>Clamagirand Sandrine</b>	NIGEND : 190 327	NLS : 8 039 223
<b>Coueslan René</b>	NIGEND : 209 394	NLS : 8 050 918
<b>Courtin Ludovic</b>	NIGEND : 210 661	NLS : 8 065 852
<b>Descoins Anabelle</b>	NIGEND : 195 577	NLS : 8 048 008
<b>Dupont Céline</b>	NIGEND : 185 281	NLS : 8 034 431
<b>Ezzine Hassania</b>	NIGEND : 190 819	NLS : 8 035 210
<b>Fischer Stéphane</b>	NIGEND : 166 003	NLS : 8 022 441
<b>Fleury Cyril</b>	NIGEND : 217 483	NLS : 8 070 794
<b>Fulgoni Yann</b>	NIGEND : 201 888	NLS : 8 044 150
<b>Gouin Guillaume</b>	NIGEND : 209 238	NLS : 8 051 051
<b>Hennebelle Audrey</b>	NIGEND : 207 099	NLS : 8 061 127
<b>Hossard Sophie</b>	NIGEND : 183 845	NLS : 8 062 662
<b>Leblanc Christine</b>	NIGEND : 211 964	NLS : 8 063 509
<b>Leclercq Fabien</b>	NIGEND : 200 785	NLS : 8 044 095
<b>Lecossier Emmanuel</b>	NIGEND : 203 018	NLS : 8 058 008
<b>Peltier Jérôme</b>	NIGEND : 185 349	NLS : 8 037 263
<b>Roth Dit Bettoni Mathieu</b>	NIGEND : 215 584	NLS : 8 069 386
<b>Soulery Marion</b>	NIGEND : 203 096	NLS : 8 058 038
<b>Staes Gilles</b>	NIGEND : 193 560	NLS : 8 047 517
<b>Toniutti Michaëlle</b>	NIGEND : 198 890	NLS : 8 053 780
<b>Znaj Stéphane</b>	NIGEND : 205 855	NLS : 8 058 647

**Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

<b>Burel Nadège</b>	NIGEND : 175 613	NLS : 8 028 514
<b>Carrillo Bernard</b>	NIGEND : 160 302	NLS : 8 017 316
<b>Cazenave Cédric</b>	NIGEND : 210 528	NLS : 8 063 093
<b>Francois Arnaud</b>	NIGEND : 213 500	NLS : 8 063 790
<b>Gourgues Nicolas</b>	NIGEND : 203 866	NLS : 8 054 751
<b>Labbay Fabien</b>	NIGEND : 215 740	NLS : 8 064 275
<b>Planeix Michael</b>	NIGEND : 188 736	NLS : 8 038 773
<b>Tournoux Laurent</b>	NIGEND : 157 094	NLS : 8 014 594
<b>Venot Pierre</b>	NIGEND : 213 862	NLS : 8 068 261
<b>Weigel Stéphanie</b>	NIGEND : 183 956	NLS : 8 036 557

**Région de gendarmerie d'Occitanie**

<b>Auriol Xavier</b>	NIGEND : 184 258	NLS : 8 042 271
<b>Begin Sandrine</b>	NIGEND : 217 694	NLS : 8 064 590
<b>Carpentier Jean-Philippe</b>	NIGEND : 207 989	NLS : 8 061 846
<b>Chassaing Christelle</b>	NIGEND : 189 032	NLS : 8 042 386
<b>Darras Vincent</b>	NIGEND : 203 851	NLS : 8 054 740



<b>Dutt Jessica</b>	NIGEND : 216 889	NLS : 8 070 207
<b>Epain Laétitia</b>	NIGEND : 176 313	NLS : 8 028 740
<b>Estaque Véronique</b>	NIGEND : 190 341	NLS : 8 039 544
<b>Huet Pierre-Alain</b>	NIGEND : 199 322	NLS : 8 049 986
<b>Jolivet Sonia</b>	NIGEND : 190 381	NLS : 8 039 260
<b>Martinez Guy-Thierry</b>	NIGEND : 225 212	NLS : 8 084 015
<b>Millérioux Joachim</b>	NIGEND : 197 001	NLS : 8 052 790
<b>Paysant Edwige</b>	NIGEND : 188 840	NLS : 8 038 875
<b>Philippot Frédéric</b>	NIGEND : 213 989	NLS : 8 063 940
<b>Plessis Franck</b>	NIGEND : 193 709	NLS : 8 047 578
<b>Raymond Mickaël</b>	NIGEND : 187 875	NLS : 8 041 200

**Groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

<b>Bernard Juliette</b>	NIGEND : 215 786	NLS : 8 064 248
<b>Bourguignon Sandra</b>	NIGEND : 179 358	NLS : 8 029 519
<b>Chenais Geoffrey</b>	NIGEND : 193 549	NLS : 8 047 202
<b>Conan Stéphane</b>	NIGEND : 170 436	NLS : 8 025 622
<b>Desroches Céline</b>	NIGEND : 187 990	NLS : 8 038 425
<b>Dufayet Éric</b>	NIGEND : 179 311	NLS : 8 029 540
<b>Etlin Stéphane</b>	NIGEND : 176 887	NLS : 8 033 350
<b>Loquet Wenceslas</b>	NIGEND : 193 537	NLS : 8 047 486
<b>Noël Magali</b>	NIGEND : 173 109	NLS : 8 027 568
<b>Pinardon Jérôme</b>	NIGEND : 187 108	NLS : 8 045 853
<b>Vincent Séverine</b>	NIGEND : 199 941	NLS : 8 048 682

**Groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

<b>Chiffot Xavier</b>	NIGEND : 211 402	NLS : 8 063 399
<b>Deprat Max</b>	NIGEND : 208 137	NLS : 8 062 608
<b>Garcia Sébastien</b>	NIGEND : 217 836	NLS : 8 064 673
<b>Pauliat Frédéric</b>	NIGEND : 187 421	NLS : 8 034 559
<b>Pereira Mickaël</b>	NIGEND : 178 893	NLS : 8 036 758
<b>Rapeneau Pascaline</b>	NIGEND : 181 871	NLS : 8 044 624
<b>Rosello Sébastien</b>	NIGEND : 201 985	NLS : 8 054 633
<b>Ruffe Stéphanie</b>	NIGEND : 208 696	NLS : 8 062 581
<b>Veluzat Vanessa</b>	NIGEND : 200 199	NLS : 8 056 949

**Région de gendarmerie de Bretagne, zone de défense et de sécurité Ouest**

<b>Barré Stanislas</b>	NIGEND : 157 501	NLS : 8 015 006
<b>Borreux Sandrine</b>	NIGEND : 168 404	NLS : 8 024 216
<b>Coat Sébastien</b>	NIGEND : 183 606	NLS : 8 037 473
<b>Domairon Lionel</b>	NIGEND : 200 942	NLS : 8 056 972
<b>Fouquier Ingrid</b>	NIGEND : 175 620	NLS : 8 028 541
<b>Fyne Jean-Louis</b>	NIGEND : 195 144	NLS : 8 047 754
<b>Garnier Mathilde</b>	NIGEND : 203 644	NLS : 8 058 082
<b>Gicquel Cédric</b>	NIGEND : 196 996	NLS : 8 048 515
<b>Golynski Grégory</b>	NIGEND : 161 280	NLS : 8 018 340
<b>Hejna Christelle</b>	NIGEND : 178 737	NLS : 8 029 437
<b>Le Garrec Fabrice</b>	NIGEND : 196 989	NLS : 8 048 530
<b>Lesage Frédéric</b>	NIGEND : 208 164	NLS : 8 062 635
<b>Pagès Marie-Pierre</b>	NIGEND : 175 633	NLS : 8 028 576

<b>Philippot</b> Erwan	NIGEND : 196048	NLS : 8053858
<b>Reffray</b> Wilfried	NIGEND : 181397	NLS : 8030182
<b>Regent</b> Samuel	NIGEND : 159524	NLS : 8016770
<b>Talleu</b> Martial	NIGEND : 163375	NLS : 8020189
<b>Tibulle</b> Dominique	NIGEND : 185396	NLS : 8045397
<b>Vallee</b> Jérôme	NIGEND : 197068	NLS : 8048574
<b>Vallet</b> Emmanuel	NIGEND : 208126	NLS : 8062657

**Région de gendarmerie de Normandie**

<b>Demailly</b> Stéphane	NIGEND : 194381	NLS : 8047825
<b>Lozay</b> Nicolas	NIGEND : 180056	NLS : 8029755
<b>Maniere</b> Catherine	NIGEND : 189903	NLS : 8035191
<b>Martin</b> Jonathan	NIGEND : 211815	NLS : 8066731
<b>Meignen</b> Frédéric	NIGEND : 193661	NLS : 8047570
<b>Meunier</b> David	NIGEND : 208805	NLS : 8062435
<b>Moulin</b> Steve	NIGEND : 193357	NLS : 8049456
<b>Tilouta</b> Hamed	NIGEND : 185432	NLS : 8045825
<b>Tortosa</b> Stéphane	NIGEND : 163217	NLS : 8019996

**Groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

<b>Bley</b> Cédric	NIGEND : 177965	NLS : 8036054
<b>Blin</b> Floris	NIGEND : 191206	NLS : 8039910
<b>Bouchez</b> Yvan	NIGEND : 211151	NLS : 8063162
<b>Diaz</b> Christine	NIGEND : 196796	NLS : 8053126
<b>Dupuit</b> Guillaume	NIGEND : 204235	NLS : 8054822
<b>Lavieille</b> Damien	NIGEND : 179802	NLS : 8031827
<b>Malfilatre</b> Benoit	NIGEND : 140731	NLS : 8000363

**Région de gendarmerie des Pays-de-la-Loire**

<b>Boisson</b> Thierry	NIGEND : 180011	NLS : 8029712
<b>Damiens</b> Olivier	NIGEND : 184348	NLS : 8036533
<b>Gilleron</b> Mickaël	NIGEND : 168304	NLS : 8024043
<b>Grenier</b> Florence	NIGEND : 206653	NLS : 8060092
<b>Larue</b> Baptiste	NIGEND : 191592	NLS : 8044939
<b>Marquet</b> Anthony	NIGEND : 187138	NLS : 8045857
<b>Pietrzykowski</b> Hugues	NIGEND : 214474	NLS : 8064090
<b>Sureau</b> Erwann	NIGEND : 186651	NLS : 8037563

**Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

<b>Busca</b> Florence	NIGEND : 167743	NLS : 8029522
<b>Chretien</b> Frédéric	NIGEND : 129208	NLS : 5283014
<b>Chudyk</b> William	NIGEND : 211414	NLS : 8063401
<b>Daguet</b> Émeric	NIGEND : 197351	NLS : 8048811
<b>Ecker</b> Alexandre	NIGEND : 181345	NLS : 8030130
<b>Gounet</b> Géraldine	NIGEND : 174646	NLS : 8028243
<b>Hermant</b> Anthony	NIGEND : 189155	NLS : 8039050
<b>Muzellec</b> Nicolas	NIGEND : 188161	NLS : 8039603
<b>Paquault</b> Laëtitia	NIGEND : 196015	NLS : 8056418
<b>Paris</b> Benoît	NIGEND : 132594	NLS : 5254652
<b>Pyrault</b> Benoît	NIGEND : 145851	NLS : 8004175

<b>Remise</b> Laurent	NIGEND : 181 398	NLS : 8 030 183
<b>Rosel</b> Mickaël	NIGEND : 193 030	NLS : 8 047 303
<b>Simon</b> David	NIGEND : 174 086	NLS : 8 027 891
<b>Sohier</b> Caroline	NIGEND : 189 682	NLS : 8 035 950
<b>Tortrat</b> Jérôme	NIGEND : 171 728	NLS : 8 026 238

**Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, zone de défense et de sécurité Sud-Est**

<b>Beray</b> Jérôme	NIGEND : 197 719	NLS : 8 048 899
<b>Bonaldi</b> Cédric	NIGEND : 175 685	NLS : 8 031 632
<b>Brishoual</b> Trystan	NIGEND : 180 646	NLS : 8 037 447
<b>Campion</b> Michel	NIGEND : 164 435	NLS : 8 020 908
<b>Casanova</b> Laurent	NIGEND : 163 711	NLS : 8 020 412
<b>Chanut</b> Hervé	NIGEND : 148 858	NLS : 8 006 646
<b>Coomans</b> Jérôme	NIGEND : 197 347	NLS : 8 048 942
<b>Decouleur</b> Valérie	NIGEND : 188 820	NLS : 8 038 823
<b>Derrier</b> Franck	NIGEND : 188 563	NLS : 8 044 190
<b>Ferreol</b> Pierre-Antoine	NIGEND : 185 673	NLS : 8 037 255
<b>Fever</b> Amélie	NIGEND : 196 296	NLS : 8 048 305
<b>Gaillon</b> Christophe	NIGEND : 162 376	NLS : 8 019 342
<b>Genevet</b> Emmanuel	NIGEND : 184 683	NLS : 8 034 240
<b>Genty</b> Jérôme	NIGEND : 210 258	NLS : 8 065 494
<b>Georges</b> Franck	NIGEND : 157 029	NLS : 8 014 531
<b>Goffo</b> Jérôme	NIGEND : 178 683	NLS : 8 036 621
<b>Huneau</b> Emmanuel	NIGEND : 158 303	NLS : 8 015 750
<b>Kotylak</b> Mickaël	NIGEND : 203 850	NLS : 8 055 015
<b>Krol</b> Ludovic	NIGEND : 199 176	NLS : 8 046 913
<b>Mathon</b> Fabrice	NIGEND : 204 078	NLS : 8 059 894
<b>Michel</b> Ludovic	NIGEND : 198 585	NLS : 8 056 208
<b>Nieznalski</b> Christine	NIGEND : 190 252	NLS : 8 039 577
<b>Peyrot</b> Laurent	NIGEND : 193 589	NLS : 8 047 505
<b>Pitiot</b> Rémi	NIGEND : 195 528	NLS : 8 048 052
<b>Planchon</b> Ludovic	NIGEND : 200 226	NLS : 8 056 924
<b>Pons</b> Emmanuel	NIGEND : 189 341	NLS : 8 039 088
<b>Ratel</b> Patricia	NIGEND : 178 150	NLS : 8 029 280
<b>Rey</b> Sébastien	NIGEND : 192 391	NLS : 8 040 480
<b>Romanet-Perroux</b> Vincent	NIGEND : 220 770	NLS : 8 083 568
<b>Rouges</b> Nathalie	NIGEND : 176 731	NLS : 8 053 771
<b>Sagnol</b> Sébastien	NIGEND : 193 646	NLS : 8 047 586
<b>Sturelle</b> Valérie	NIGEND : 167 588	NLS : 8 023 395
<b>Wattiez</b> Céline	NIGEND : 214 099	NLS : 8 068 461

**Groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

<b>Barret</b> Olivier	NIGEND : 193 613	NLS : 8 047 525
<b>Bourduge</b> Sébastien	NIGEND : 198 734	NLS : 8 048 986
<b>Fabre</b> Virginie	NIGEND : 167 834	NLS : 8 023 626
<b>Giroud</b> Jacques	NIGEND : 190 411	NLS : 8 039 556
<b>Leclercq</b> Déborah	NIGEND : 203 331	NLS : 8 054 941
<b>Piermay</b> Christelle	NIGEND : 199 900	NLS : 8 053 480

<b>Ramos David</b>	NIGEND : 179 744	NLS : 8 036 759
<b>Ravel Grégory</b>	NIGEND : 195 313	NLS : 8 056 476
<b>Tondut Marc</b>	NIGEND : 189 623	NLS : 8 042 462

**Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, zone de défense et de sécurité Sud**

<b>Barberis Laurent</b>	NIGEND : 210 414	NLS : 8 063 013
<b>Belle Stéphanie</b>	NIGEND : 179 355	NLS : 8 029 511
<b>Deveney Bruno</b>	NIGEND : 197 410	NLS : 8 048 821
<b>Fleith Olivier</b>	NIGEND : 206 288	NLS : 8 062 250
<b>Frapard Samuel</b>	NIGEND : 176 650	NLS : 8 028 837
<b>Gabriel Catherine</b>	NIGEND : 188 965	NLS : 8 044 831
<b>Grignon Nicolas</b>	NIGEND : 203 693	NLS : 8 054 753
<b>Guesdon Sébastien</b>	NIGEND : 204 506	NLS : 8 055 278
<b>Labrousse Marie-Christine</b>	NIGEND : 198 835	NLS : 8 048 990
<b>Maumené Philippe</b>	NIGEND : 188 066	NLS : 5 316 322
<b>Poiré Stéphane</b>	NIGEND : 168 790	NLS : 8 024 580
<b>Rouf Eddy</b>	NIGEND : 188 706	NLS : 8 038 779
<b>Stephant Cédric</b>	NIGEND : 193 649	NLS : 8 047 594

**Groupeement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

<b>Attard Élodie</b>	NIGEND : 188 355	NLS : 8 044 795
<b>Cannizzo Philippe</b>	NIGEND : 140 769	NLS : 8 000 211
<b>Combes Louis-François</b>	NIGEND : 184 659	NLS : 8 034 221
<b>Compas Valérie</b>	NIGEND : 190 409	NLS : 8 039 224
<b>Garcia Stéphane</b>	NIGEND : 174 684	NLS : 8 028 240
<b>Hebrard Bruno</b>	NIGEND : 152 858	NLS : 8 010 558
<b>Javayon Stéphane</b>	NIGEND : 162 532	NLS : 8 019 436
<b>Perpinan Sylvain</b>	NIGEND : 190 304	NLS : 8 039 580
<b>Pinto Isabelle</b>	NIGEND : 201 933	NLS : 8 056 878
<b>Portes Jérôme</b>	NIGEND : 165 606	NLS : 8 022 187
<b>Sabadel Mathieu</b>	NIGEND : 190 501	NLS : 8 038 595
<b>Sastre Michel</b>	NIGEND : 193 008	NLS : 8 047 307
<b>Troalen Erwan</b>	NIGEND : 194 694	NLS : 8 049 592
<b>Valenti Lionel</b>	NIGEND : 157 951	NLS : 8 015 385
<b>Vilain Hervé</b>	NIGEND : 146 849	NLS : 8 005 288

**Région de gendarmerie de Corse**

<b>Arnaud Philippe</b>	NIGEND : 191 143	NLS : 8 039 801
<b>Bisson Christophe</b>	NIGEND : 232 217	NLS : 8 085 433
<b>Cayron Stéphane</b>	NIGEND : 190 862	NLS : 8 039 718
<b>Guigot Alexandra</b>	NIGEND : 198 951	NLS : 8 053 736
<b>Latinier Frédérique</b>	NIGEND : 181 071	NLS : 8 030 060
<b>Lenoir Carole</b>	NIGEND : 190 745	NLS : 8 050 181
<b>Margaine Patrick</b>	NIGEND : 186 769	NLS : 8 038 242
<b>Port Nathalie</b>	NIGEND : 173 118	NLS : 8 027 577
<b>Renard Loïc</b>	NIGEND : 197 752	NLS : 8 048 926
<b>Renaud Nicolas</b>	NIGEND : 190 426	NLS : 8 039 293
<b>Roissac Katia</b>	NIGEND : 228 346	NLS : 8 084 609

**Région de gendarmerie du Grand Est, zone de défense et de sécurité Est**

<b>Blaise Sébastien</b>	NIGEND : 204 146	NLS : 8 055 068
<b>Brizion Clotilde</b>	NIGEND : 187 762	NLS : 8 043 458
<b>Chapé Laurent</b>	NIGEND : 193 022	NLS : 8 047 245
<b>Chiesura Sébastien</b>	NIGEND : 214 334	NLS : 8 064 053
<b>Crevaux Frédéric</b>	NIGEND : 155 927	NLS : 8 013 234
<b>Gallais Sandra</b>	NIGEND : 185 046	NLS : 8 036 921
<b>Joly Emmanuel</b>	NIGEND : 188 178	NLS : 8 042 813
<b>Lelièvre Éric</b>	NIGEND : 217 603	NLS : 8 064 564
<b>Mikolajczak Christophe</b>	NIGEND : 167 001	NLS : 8 023 067
<b>Pham Frédéric</b>	NIGEND : 216 572	NLS : 8 064 398
<b>Richy Cédric</b>	NIGEND : 192 858	NLS : 8 049 256
<b>Roy Jérémie</b>	NIGEND : 204 517	NLS : 8 055 318

**Groupelement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

<b>Chaput Jean-Paul</b>	NIGEND : 188 029	NLS : 8 038 523
<b>Cordier Éric</b>	NIGEND : 204 861	NLS : 8 058 723
<b>Halle Nicolas</b>	NIGEND : 179 447	NLS : 8 037 735
<b>Lançon Jimmy</b>	NIGEND : 167 971	NLS : 8 024 147
<b>Le Buhe Jean-Claude</b>	NIGEND : 181 364	NLS : 8 030 149
<b>Pepék Grégory</b>	NIGEND : 186 019	NLS : 6 626 184
<b>Scherrer Ludivine</b>	NIGEND : 192 005	NLS : 8 040 087
<b>Schwindenhammer Éric</b>	NIGEND : 172 908	NLS : 8 032 385
<b>Siat Frédéric</b>	NIGEND : 188 071	NLS : 8 038 466
<b>Woerth Frédéric</b>	NIGEND : 180 091	NLS : 8 029 787

**Groupelement de gendarmerie départementale de la Marne**

<b>Beaudoin Johann</b>	NIGEND : 203 215	NLS : 8 058 257
<b>Chauveau Christophe</b>	NIGEND : 174 640	NLS : 8 028 218
<b>Cousin Claude</b>	NIGEND : 146 212	NLS : 8 002 512
<b>Delaitre Rachel</b>	NIGEND : 203 017	NLS : 8 057 991
<b>Desvignes Franck</b>	NIGEND : 182 698	NLS : 8 040 934
<b>Henry Séverine</b>	NIGEND : 196 341	NLS : 8 048 316
<b>Lhoménie Delphine</b>	NIGEND : 190 624	NLS : 8 039 268
<b>Lontjens Grégory</b>	NIGEND : 197 385	NLS : 8 048 960
<b>Noel-Théron Thierry</b>	NIGEND : 153 603	NLS : 8 011 171

**Région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté**

<b>Bonvalot Ludovic</b>	NIGEND : 215 431	NLS : 8 069 247
<b>Bronchy Gilles</b>	NIGEND : 223 881	NLS : 8 083 764
<b>Gadat Lucrèce</b>	NIGEND : 198 787	NLS : 8 049 008
<b>Gardillou Karine</b>	NIGEND : 178 105	NLS : 8 029 243
<b>Gras Fabrice</b>	NIGEND : 193 153	NLS : 8 047 369
<b>Poitel Julie</b>	NIGEND : 199 666	NLS : 8 047 100
<b>Tabard Nicolas</b>	NIGEND : 197 437	NLS : 8 048 973
<b>Viardot Aurélien</b>	NIGEND : 210 579	NLS : 8 065 809

**Groupelement de gendarmerie départementale du Doubs**

<b>Cuenat Fabrice</b>	NIGEND : 151 062	NLS : 8 009 127
<b>Evaristo Hervé</b>	NIGEND : 205 310	NLS : 8 055 196

<b>Garet Sébastien</b>	NIGEND : 195 739	NLS : 8 047 934
<b>Grognu Sébastien</b>	NIGEND : 204 869	NLS : 8 058 751
<b>Lambur Monique</b>	NIGEND : 178 129	NLS : 8 029 260
<b>Rousselot Julia</b>	NIGEND : 205 347	NLS : 8 055 235
<b>Taupin Nicolas</b>	NIGEND : 211 573	NLS : 8 063 377

#### Région de gendarmerie des Hauts-de-France, zone de défense et de sécurité Nord

<b>Ammeloot Joel</b>	NIGEND : 143 295	NLS : 8 000 702
<b>Barbieux Dany</b>	NIGEND : 198 440	NLS : 8 056 047
<b>Camus Péric</b>	NIGEND : 187 527	NLS : 8 042 802
<b>Delattre Sébastien</b>	NIGEND : 181 853	NLS : 8 037 515
<b>Fontenelle Yann</b>	NIGEND : 181 348	NLS : 8 030 133
<b>Knockaert Johan</b>	NIGEND : 191 815	NLS : 8 043 717
<b>Larivière Eric</b>	NIGEND : 174 695	NLS : 8 020 399
<b>Leclercq Grégory</b>	NIGEND : 184 083	NLS : 8 032 767
<b>Mangé Frédérique</b>	NIGEND : 161 629	NLS : 8 018 666
<b>Sergeant Cédric</b>	NIGEND : 178 788	NLS : 8 029 484
<b>Vanderhaeghe Amélie</b>	NIGEND : 211 441	NLS : 8 063 464

#### Groupeement de gendarmerie départementale de la Somme

<b>Barthelemy David</b>	NIGEND : 186 117	NLS : 8 038 106
<b>Beuvry Éric</b>	NIGEND : 198 884	NLS : 8 048 982
<b>Delcourt Ludovic</b>	NIGEND : 204 504	NLS : 8 055 261
<b>Fouconnier Vincent</b>	NIGEND : 196 318	NLS : 8 048 307
<b>Gaudefroy Laurent</b>	NIGEND : 203 702	NLS : 8 055 008
<b>Lapeyre Valérie</b>	NIGEND : 190 269	NLS : 8 039 564
<b>Petit Loïc</b>	NIGEND : 191 983	NLS : 8 044 426
<b>Sas Lynda</b>	NIGEND : 203 947	NLS : 8 059 382

#### Commandement de la gendarmerie outre-mer

<b>Bacharan Karine</b>	NIGEND : 213 977	NLS : 8 063 948
<b>Bernard Stéphanie</b>	NIGEND : 193 905	NLS : 8 047 618
<b>Blanch Pascal</b>	NIGEND : 155 648	NLS : 8 013 412
<b>Bodin Christophe</b>	NIGEND : 211 421	NLS : 8 063 389
<b>Bonhotat Alain</b>	NIGEND : 146 445	NLS : 8 004 305
<b>Cazzitti Bruno</b>	NIGEND : 189 259	NLS : 8 039 113
<b>Chevalier Jérôme</b>	NIGEND : 194 338	NLS : 8 047 818
<b>Dhoosche Stéphane</b>	NIGEND : 189 314	NLS : 8 039 027
<b>Durand Guillaume</b>	NIGEND : 181 106	NLS : 8 030 038
<b>Gardin Isabelle</b>	NIGEND : 192 152	NLS : 8 040 308
<b>Gonon Florence</b>	NIGEND : 178 736	NLS : 8 029 436
<b>Kalinowski Alexandre</b>	NIGEND : 192 518	NLS : 8 040 244
<b>Laurent Christine</b>	NIGEND : 179 368	NLS : 8 029 554
<b>Michel Thierry</b>	NIGEND : 141 669	NLS : 8 001 370
<b>Salles Daniel</b>	NIGEND : 213 999	NLS : 8 063 920
<b>Sauger Yoann</b>	NIGEND : 198 533	NLS : 8 053 605
<b>Spinelli Yoann</b>	NIGEND : 185 490	NLS : 8 044 703
<b>Tousch Stéphane</b>	NIGEND : 200 816	NLS : 8 044 129



**Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale**

<b>Chevigny Aurélien</b>	NIGEND : 193 440	NLS : 8 049 406
<b>Péran Olivier</b>	NIGEND : 197 206	NLS : 8 048 440
<b>Reveillac Patrice</b>	NIGEND : 194 714	NLS : 8 049 555

**Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

<b>Abadie Anthony</b>	NIGEND : 237 730	NLS : 6 625 205
<b>Angelini Nathalie</b>	NIGEND : 192 335	NLS : 8 040 400
<b>Aubry Cyril</b>	NIGEND : 214 187	NLS : 8 068 274
<b>Baude Anne-Typhaine</b>	NIGEND : 215 242	NLS : 8 068 821
<b>Bensalah Aicha</b>	NIGEND : 203 919	NLS : 8 059 764
<b>Bonnet Peggy</b>	NIGEND : 164 047	NLS : 8 020 804
<b>Borel Maxime</b>	NIGEND : 192 033	NLS : 8 040 010
<b>Boufnar Lyassin</b>	NIGEND : 181 241	NLS : 8 030 207
<b>Boulain Ludovic</b>	NIGEND : 156 174	NLS : 6 004 872
<b>Bourgeat Nicolas</b>	NIGEND : 176 340	NLS : 8 028 713
<b>Bouron Christophe</b>	NIGEND : 136 601	NLS : 5 323 013
<b>Bouvier Régis</b>	NIGEND : 143 439	NLS : 5 325 094
<b>Briffa Christophe</b>	NIGEND : 187 208	NLS : 8 038 313
<b>Briffaut Monique</b>	NIGEND : 195 578	NLS : 8 047 995
<b>Calvayrac Guillaume</b>	NIGEND : 209 430	NLS : 8 050 979
<b>Carlier Jérôme</b>	NIGEND : 173 919	NLS : 8 027 711
<b>Casse Yannick</b>	NIGEND : 183 302	NLS : 8 033 916
<b>Cieslik Sabine</b>	NIGEND : 128 571	NLS : 5 280 938
<b>Cima Franck</b>	NIGEND : 193 696	NLS : 8 047 539
<b>Clariond François</b>	NIGEND : 175 277	NLS : 8 036 015
<b>Colibeau Isabelle</b>	NIGEND : 183 248	NLS : 8 033 919
<b>Cote Guillaume</b>	NIGEND : 150 113	NLS : 8 007 916
<b>Couillard Cyril</b>	NIGEND : 165 990	NLS : 8 022 428
<b>Cren Séverine</b>	NIGEND : 190 668	NLS : 8 039 532
<b>De Mari Carole</b>	NIGEND : 176 311	NLS : 8 028 733
<b>Decou Jérémy</b>	NIGEND : 187 622	NLS : 8 041 183
<b>Denys Pascal</b>	NIGEND : 163 851	NLS : 8 020 620
<b>Desoubrie Caroline</b>	NIGEND : 165 496	NLS : 8 022 019
<b>Ducellier Thierry</b>	NIGEND : 189 249	NLS : 8 039 033
<b>Eckert Vincent</b>	NIGEND : 199 994	NLS : 8 048 618
<b>Escrich Jérôme</b>	NIGEND : 191 130	NLS : 8 039 828
<b>Etienne Xavier</b>	NIGEND : 145 542	NLS : 8 004 826
<b>Favier Aurèle</b>	NIGEND : 183 137	NLS : 8 033 838
<b>Ferbours Franck</b>	NIGEND : 168 555	NLS : 8 024 346
<b>Ferchaud Yann</b>	NIGEND : 194 558	NLS : 8 049 521
<b>Gailledrat David</b>	NIGEND : 209 399	NLS : 8 050 935
<b>Garnier Maxime</b>	NIGEND : 198 792	NLS : 8 049 009
<b>Gérolde Patrick</b>	NIGEND : 129 822	NLS : 5 283 844
<b>Gosse Richard</b>	NIGEND : 170 770	NLS : 8 026 450
<b>Grosset Yves</b>	NIGEND : 184 560	NLS : 8 054 934
<b>Haraczaj Nicolas</b>	NIGEND : 189 308	NLS : 8 039 048
<b>Héron Franck</b>	NIGEND : 172 165	NLS : 8 027 251
<b>Jacquín Hélène</b>	NIGEND : 216 637	NLS : 8 069 954
<b>Jadot Boris</b>	NIGEND : 189 262	NLS : 8 039 145

<b>Laffitte-Fitou</b> Xavier	NIGEND : 191 012	NLS : 8 044 914
<b>Le Roy</b> Jérôme	NIGEND : 199 383	NLS : 8 050 070
<b>Lebey</b> Steve	NIGEND : 216 533	NLS : 8 064 386
<b>Levant</b> Christine	NIGEND : 147 611	NLS : 8 005 764
<b>Louineau</b> David	NIGEND : 151 002	NLS : 8 009 269
<b>Marilly</b> Cécile	NIGEND : 199 907	NLS : 8 048 648
<b>Marteau</b> Émeric	NIGEND : 165 876	NLS : 8 022 364
<b>Martinez-Raposo</b> Stéphane	NIGEND : 164 857	NLS : 8 021 471
<b>Mennecier</b> Wilfried	NIGEND : 170 486	NLS : 8 025 665
<b>Moretti</b> Bertrand	NIGEND : 195 774	NLS : 8 047 960
<b>Nguyen</b> Stéphane	NIGEND : 198 525	NLS : 8 053 592
<b>Nicloux</b> Céline	NIGEND : 174 657	NLS : 8 028 176
<b>Oges</b> Nicolas	NIGEND : 228 382	NLS : 6 607 360
<b>Pezat</b> Cyril	NIGEND : 168 116	NLS : 8 023 971
<b>Piraube</b> Christophe	NIGEND : 212 036	NLS : 8 063 532
<b>Poux</b> Thierry	NIGEND : 155 618	NLS : 8 012 984
<b>Remillon</b> Christophe	NIGEND : 183 311	NLS : 8 033 979
<b>Richard</b> Jean-Luc	NIGEND : 142 244	NLS : 8 001 692
<b>Richard</b> Émeline	NIGEND : 189 739	NLS : 8 043 577
<b>Rolland</b> David	NIGEND : 192 592	NLS : 8 049 045
<b>Ruc</b> Vincent	NIGEND : 190 546	NLS : 8 038 587
<b>Sauvayre</b> Maxime	NIGEND : 187 451	NLS : 8 043 262
<b>Savin</b> Régis	NIGEND : 164 027	NLS : 8 020 583
<b>Schmit</b> Olivier	NIGEND : 195 784	NLS : 8 047 971
<b>Schmitt</b> Bertrand	NIGEND : 200 802	NLS : 8 044 123
<b>Soulié</b> Patrick	NIGEND : 142 513	NLS : 8 001 766
<b>Supligeon</b> Philippe	NIGEND : 162 691	NLS : 8 019 594
<b>Thénevin</b> Nicolas	NIGEND : 196 550	NLS : 8 053 395
<b>Toury</b> Nathalie	NIGEND : 154 704	NLS : 8 012 397
<b>Vasseur</b> Sophie	NIGEND : 220 774	NLS : 8 083 572
<b>Vignerot</b> Mickaële	NIGEND : 173 391	NLS : 8 027 695
<b>Villain</b> Thierry	NIGEND : 189 201	NLS : 8 039 196
<b>Villette</b> Régis	NIGEND : 191 183	NLS : 8 039 899
<b>Vincent-Cuaz</b> Christian	NIGEND : 193 647	NLS : 8 047 606
<b>Wilczynski</b> Anne-Marie	NIGEND : 132 093	NLS : 5 294 096

**Gendarmerie des transports aériens**

<b>Bertrand-Caillet</b> Benjamin	NIGEND : 214 261	NLS : 8 068 281
<b>Laurain</b> Jérémie	NIGEND : 210 724	NLS : 8 065 923

**Garde républicaine**

<b>Vis</b> Romain	NIGEND : 211 206	NLS : 8 066 433
-------------------	------------------	-----------------

**Direction générale de la gendarmerie nationale**

<b>André</b> Cyril	NIGEND : 195 582	NLS : 8 047 982
<b>Aupetit</b> Aurélie	NIGEND : 182 650	NLS : 8 036 602
<b>Basset</b> Benjamin	NIGEND : 213 475	NLS : 8 063 764
<b>Baudat</b> Rudolphe	NIGEND : 208 104	NLS : 8 062 595
<b>Colson</b> David	NIGEND : 190 894	NLS : 8 039 723
<b>Dauliac</b> Sophie	NIGEND : 167 080	NLS : 8 023 220



<b>Degoussée Sébastien</b>	NIGEND : 154 367	NLS : 8 012 021
<b>Descourvieres Philomène</b>	NIGEND : 171 975	NLS : 8 027 031
<b>Duthoit David</b>	NIGEND : 212 647	NLS : 8 063 583
<b>Hachet Gwendolyn</b>	NIGEND : 198 127	NLS : 8 055 763
<b>Laroui Shamia</b>	NIGEND : 192 411	NLS : 8 040 455
<b>Lebrun Samuel</b>	NIGEND : 206 217	NLS : 8 062 269
<b>Marbach Arnaud</b>	NIGEND : 198 532	NLS : 8 053 586
<b>Paquot Lionel</b>	NIGEND : 185 187	NLS : 8 035 061
<b>Reverter Gilles</b>	NIGEND : 190 412	NLS : 8 038 594
<b>Slimane Alexandra</b>	NIGEND : 173 905	NLS : 8 027 782
<b>Tinti Emmanuel</b>	NIGEND : 155 513	NLS : 8 013 192

**Gendarmerie de l'armement**

<b>Hily Stéphane</b>	NIGEND : 218 465	NLS : 8 064 939
----------------------	------------------	-----------------

**Gendarmerie maritime**

<b>Arhancet Arnaud</b>	NIGEND : 188 208	NLS : 8 038 601
<b>Garnerone Olivier</b>	NIGEND : 197 355	NLS : 8 048 838
<b>Guillou Jérôme</b>	NIGEND : 183 409	NLS : 8 034 040
<b>Parillaud Loïc</b>	NIGEND : 201 200	NLS : 8 043 978
<b>Raymond Stéphanie</b>	NIGEND : 198 825	NLS : 8 053 676

## ANNEXE 2

### Région de gendarmerie d'Île-de-France, zone de défense et de sécurité de Paris

<b>Gaborieau</b> Stephan	NIGEND : 211 420	NLS : 8 063 417
<b>Robert</b> Damien	NIGEND : 208 730	NLS : 8 062 448
<b>Silvestre</b> Jean-Luc	NIGEND : 205 412	NLS : 8 059 515
<b>Vandestoc</b> Patrice	NIGEND : 226 293	NLS : 8 084 353

### Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, zone de défense et de sécurité sud-ouest

<b>Lainez</b> Alexandre	NIGEND : 203 313	NLS : 8 054 939
<b>Racine</b> Benoît	NIGEND : 208 956	NLS : 8 050 784
<b>Scano</b> Fabien	NIGEND : 206 474	NLS : 8 060 522

### Région de gendarmerie d'Occitanie

<b>Cutayar</b> Franck	NIGEND : 208 702	NLS : 8 062 399
-----------------------	------------------	-----------------

### Groupement de gendarmerie départementale de la Vienne

<b>Hureaux</b> Yoann	NIGEND : 206 000	NLS : 8 059 835
<b>Lagarde</b> Rodolphe	NIGEND : 173 324	NLS : 8 027 656
<b>Mestaphi</b> Alain	NIGEND : 220 255	NLS : 8 083 413
<b>Roux</b> Jean-Philippe	NIGEND : 211 437	NLS : 8 063 459
<b>Tarrondeau</b> Matthieu	NIGEND : 206 017	NLS : 8 059 277
<b>Valles</b> Mathieu	NIGEND : 206 242	NLS : 8 062 294

### Groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne

<b>Suberbie</b> Jonathan	NIGEND : 215 943	NLS : 8 069 699
--------------------------	------------------	-----------------

### Région de gendarmerie de Bretagne, zone de défense et de sécurité ouest

<b>Viart</b> Cédric	NIGEND : 213 962	NLS : 8 063 904
---------------------	------------------	-----------------

### Région de gendarmerie de Normandie

<b>D'Oriano</b> Stéphane	NIGEND : 217 860	NLS : 8 064 694
<b>Lanski</b> Ludovic	NIGEND : 209 773	NLS : 8 062 082

### Groupement de gendarmerie départementale du Calvados

<b>Carvalho</b> Jonathan	NIGEND : 213 037	NLS : 8 067 529
<b>Foucault</b> Florent	NIGEND : 208 810	NLS : 8 062 411

### Région de gendarmerie des Pays de la Loire

<b>Nylec</b> Benjamin	NIGEND : 218 335	NLS : 8 064 905
<b>Reychler</b> Olivier	NIGEND : 218 616	NLS : 8 071 372

### Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire

<b>Castells</b> Nicolas	NIGEND : 208 262	NLS : 8 050 342
-------------------------	------------------	-----------------

### Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, zone de défense et de sécurité sud-est

<b>Bich</b> Grégory	NIGEND : 205 265	NLS : 8 055 181
<b>Denoyelle</b> Vincent	NIGEND : 203 052	NLS : 8 057 992
<b>Robert</b> Thierry	NIGEND : 205 851	NLS : 8 058 632

**Groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

<b>Breyse Jean-François</b>	NIGEND : 208 168	NLS : 8 062 601
<b>Ouillon Pascal</b>	NIGEND : 219 639	NLS : 8 072 021

**Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, zone de défense et de sécurité sud**

<b>Ducloie Yannick</b>	NIGEND : 209 187	NLS : 8 062 884
<b>Raguet Pierre</b>	NIGEND : 219 165	NLS : 8 065 107
<b>Remy Erwan</b>	NIGEND : 326 960	NLS : 8 057 420

**Région de gendarmerie de Corse**

<b>Carouge Yohann</b>	NIGEND : 214 329	NLS : 8 064 048
<b>Nondedeu Jean-Claude</b>	NIGEND : 217 676	NLS : 8 064 631

**Région de gendarmerie du Grand Est, zone de défense et de sécurité Est**

<b>Crouet Christophe</b>	NIGEND : 217 942	NLS : 8 064 769
--------------------------	------------------	-----------------

**Groupeement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

<b>Boissinot Gilles</b>	NIGEND : 209 971	NLS : 8 065 333
<b>Fraboul Erwan</b>	NIGEND : 209 909	NLS : 8 062 970

**Groupeement de gendarmerie départementale de la Marne**

<b>Chef Romain</b>	NIGEND : 207 978	NLS : 8 061 852
<b>Chirouter Yves</b>	NIGEND : 169 259	NLS : 8 024 922
<b>Dacquignie Joachim</b>	NIGEND : 185 497	NLS : 8 037 333

**Région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté**

<b>Baudry Julien</b>	NIGEND : 210 507	NLS : 8 062 585
<b>Gormotte Mathieu</b>	NIGEND : 199 656	NLS : 8 046 795

**Groupeement de gendarmerie départementale du Doubs**

<b>Bourgeois-Dessus Rémi</b>	NIGEND : 201 114	NLS : 8 043 997
<b>Fickinger Vincent</b>	NIGEND : 218 595	NLS : 8 071 350
<b>Lardanchet Sébastien</b>	NIGEND : 202 677	NLS : 8 054 670

**Région de gendarmerie des Hauts-de-France, zone de défense et de sécurité Nord**

<b>Caboche Grégory</b>	NIGEND : 215 443	NLS : 8 069 259
<b>Lemaire Jean-Philippe</b>	NIGEND : 215 923	NLS : 8 069 680
<b>Pegase Geoffrey</b>	NIGEND : 217 383	NLS : 8 064 514
<b>Szczurek Jérôme</b>	NIGEND : 211 974	NLS : 8 063 546

**Groupeement de gendarmerie départementale de la Somme**

<b>Illes Karl</b>	NIGEND : 197 125	NLS : 8 048 520
-------------------	------------------	-----------------

**Commandement de la gendarmerie outre-mer**

<b>Bosquillon Cédric</b>	NIGEND : 190 701	NLS : 8 046 499
<b>Fourcin Benjamin</b>	NIGEND : 214 446	NLS : 8 064 066
<b>Guengant Heathcliff</b>	NIGEND : 208 113	NLS : 8 062 622
<b>Jagoury Damien</b>	NIGEND : 208 581	NLS : 8 062 559
<b>Michel Laurent</b>	NIGEND : 219 391	NLS : 8 065 144

**Commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

<b>Boty Bi Irié</b>	NIGEND : 209 172	NLS : 8 062 869
<b>Guerin Fabrice</b>	NIGEND : 207 048	NLS : 8 062 334
<b>Llop Christophe</b>	NIGEND : 211 432	NLS : 8 063 439

**Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale**

<b>Barbier Luc</b>	NIGEND : 192 596	NLS : 8 040 358
<b>Bocquet Florian</b>	NIGEND : 219 747	NLS : 8 072 316
<b>Bouclé Emmanuel</b>	NIGEND : 200 109	NLS : 8 047 008
<b>Cieslak Vincent</b>	NIGEND : 220 586	NLS : 8 083 488
<b>Coïc Pierre</b>	NIGEND : 214 544	NLS : 8 068 661
<b>Coppitters Cyrille</b>	NIGEND : 204 320	NLS : 8 059 938
<b>Coquillard Guillaume</b>	NIGEND : 199 865	NLS : 8 048 715
<b>Cosnefroy Anthony</b>	NIGEND : 195 675	NLS : 8 048 199
<b>Crosnier Bruno</b>	NIGEND : 226 426	NLS : 8 084 490
<b>Deniau Mathieu</b>	NIGEND : 323 747	NLS : 6 685 228
<b>Diamante Anne-Sophie</b>	NIGEND : 180 705	NLS : 8 029 832
<b>Duquenoy Stéphane</b>	NIGEND : 142 725	NLS : 8 001 442
<b>Ferreira Santos Benoît</b>	NIGEND : 219 422	NLS : 8 065 171
<b>Follézou Gilles</b>	NIGEND : 220 061	NLS : 8 072 603
<b>Fouquet Julien</b>	NIGEND : 218 053	NLS : 8 071 025
<b>Guibert Jean-Noël</b>	NIGEND : 226 642	NLS : 8 084 555
<b>Hardy Laurent</b>	NIGEND : 205 883	NLS : 8 058 606
<b>Herve Sébastien</b>	NIGEND : 217 365	NLS : 8 064 498
<b>Kerbidi Joël</b>	NIGEND : 174 042	NLS : 8 027 849
<b>Latouche Christophe</b>	NIGEND : 155 827	NLS : 8 013 350
<b>Le Meut Loïc</b>	NIGEND : 204 160	NLS : 8 059 010
<b>Le Ny Guillaume</b>	NIGEND : 215 794	NLS : 8 064 209
<b>Lippmann Alexandre</b>	NIGEND : 212 883	NLS : 8 067 476
<b>Marcelé Laurent</b>	NIGEND : 200 745	NLS : 8 046 771
<b>Mayeux Jean-François</b>	NIGEND : 203 741	NLS : 8 055 057
<b>Missey Julien</b>	NIGEND : 217 378	NLS : 8 064 509
<b>Parpillon Laurent</b>	NIGEND : 202 280	NLS : 8 054 529
<b>Prat Cédric</b>	NIGEND : 220 768	NLS : 8 083 565
<b>Rudolf Nicolas</b>	NIGEND : 214 481	NLS : 8 064 095
<b>Sicurani Cyril</b>	NIGEND : 205 539	NLS : 8 059 735
<b>Trouchaud Ludivine</b>	NIGEND : 208 434	NLS : 8 050 672

**Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

<b>Laisné Emmanuel</b>	NIGEND : 204 259	NLS : 8 054 844
<b>Thenus-Mas Thierry</b>	NIGEND : 205 504	NLS : 8 059 636

**Direction générale de la gendarmerie nationale**

<b>Brunot François</b>	NIGEND : 215 884	NLS : 8 069 642
<b>Doyhenart-Gomez Sébastien</b>	NIGEND : 220 591	NLS : 8 083 493
<b>Fraillon Jean-Christophe</b>	NIGEND : 204 513	NLS : 8 055 273
<b>Glaud Xavier</b>	NIGEND : 212 786	NLS : 8 063 685
<b>Paintendre Maxime</b>	NIGEND : 207 683	NLS : 8 061 782
<b>Rmeily Frédéric</b>	NIGEND : 201 908	NLS : 8 044 170

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 47695 du 4 juillet 2019 portant attribution de la prime de haute technicité  
aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1918697S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle;

Vu le décret n° 2017-1005 du 9 mai 2017 portant diverses mesures d'amélioration de la condition du personnel militaire;

Vu l'instruction n° 31643/ARM/GEND/DPMGN/SDGP du 21 juin 2017 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité pour les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la circulaire n° 63084/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 23 août 2018 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019;

Vu le bordereau d'envoi n° 91877/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 17 décembre 2018,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

La prime de haute technicité est attribuée aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale dont le nom figure ci-après à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

<b>Gilles Elina</b>	NIGEND : 213 395	NLS : 8 067 783
<b>Ratsimandresy Rahary Alain</b>	NIGEND : 213 444	NLS : 8 067 826
<b>Lison Florence</b>	NIGEND : 213 554	NLS : 8 068 025
<b>Blimond Xavier</b>	NIGEND : 218 711	NLS : 6 642 090
<b>Cannée Virginie</b>	NIGEND : 213 734	NLS : 8 067 970
<b>Moulin Céline</b>	NIGEND : 213 742	NLS : 8 068 033
<b>Garcia Stéphanie</b>	NIGEND : 213 701	NLS : 8 067 995

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,  
directeur du personnel militaire  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 7 juin 2019 relatif au tableau d'avancement  
à l'échelon spécial de commissaire général de police au titre de l'année 2019**

NOR : INTC1915009A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-939 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale ;

Vu l'avis de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de conception et de direction de la police nationale, émis lors de sa réunion du 27 mai 2019 ;

Sur la proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Les commissaires généraux de police dont les noms suivent sont inscrits au tableau d'avancement à l'échelon spécial de commissaire général de police, au titre de l'année 2019 et promu à cet échelon spécial le 1<sup>er</sup> janvier 2019, à l'exception de M. Toucas (Eric) promu le 9 mai 2019, M. Fichot (Christophe) promu le 21 juin 2019.

- |    |     |                             |
|----|-----|-----------------------------|
| 1  | M.  | Lutz (Philippe).            |
| 2  | M.  | Salanova (Jean-Marie).      |
| 3  | M.  | Foucaud (Jérôme).           |
| 4  | M.  | Voulleminot (Eric).         |
| 5  | Mme | Job-Faure (Catherine).      |
| 6  | M.  | Aureal (Frédéric).          |
| 7  | M.  | Bugeaud (Philippe).         |
| 8  | Mme | Sanchez-Coudert (Martine).  |
| 9  | Mme | Rolland (Lucile).           |
| 10 | M.  | Mainsard (François).        |
| 11 | M.  | Bertrand (Jean-Christophe). |
| 12 | M.  | Herlem (Jean-Jacques).      |
| 13 | M.  | Toucas (Eric).              |
| 14 | M.  | Fichot (Christophe).        |

Article 2

Le préfet, directeur général de la police nationale et le directeur des ressources et des compétences de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 juin 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

Conformément aux dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du ministre de l'intérieur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant, à compter de la publication de celui-ci.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 27 juin 2019 portant admission dans le corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1918358A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (JO n° 216 du 16 septembre 2008 - Texte 35);

Vu l'arrêté du 4 août 2010 modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3. du code de la défense (JO n° 195 du 24 août 2010 - Texte 6 - NOR : IOCJ1019530A);

Vu l'avis de la commission de changement de corps en date du 29 mai 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La gendarme Mathilde LEUDIERE (NIGEND: 400 913 – NLS: 8 163 739) est admise dans le corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité «Gestion logistique et financière», au grade de maréchale des logis à compter du 1<sup>er</sup> août 2019.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 27 juin 2019 portant admission dans le corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1918362A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (*JO* n° 216 du 16 septembre 2008 - Texte 35);

Vu l'arrêté du 4 août 2010 modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3 du code de la défense (*JO* n° 195 du 24 août 2010 - Texte 6 - NOR : IOCI1019530A);

Vu l'avis de la commission de changement de corps en date du 29 mai 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La gendarme Timée MANZONI (NIGEND: 383 863 – NLS: 8 153 314) est admise dans le corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité «Administration et gestion du personnel», au grade de maréchale des logis à compter du 1<sup>er</sup> août 2019.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 27 juin 2019 portant admission dans le corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1918365A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (JO n° 216 du 16 septembre 2008 - Texte 35);

Vu l'arrêté du 4 août 2010 modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3 du code de la défense (JO n° 195 du 24 août 2010 - Texte 6 - NOR : IOCI1019530A);

Vu l'avis de la commission de changement de corps en date du 29 mai 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La gendarme Claire POIVEY (NIGEND: 382 091 – NLS: 8 127 369) est admise dans le corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « Affaires immobilières », au grade de maréchale des logis à compter du 1<sup>er</sup> août 2019.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 27 juin 2019 portant admission dans le corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1918369A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (JO n° 216 du 16 septembre 2008 - Texte 35);

Vu l'arrêté du 4 août 2010 modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3 du code de la défense (JO n° 195 du 24 août 2010 - Texte 6 - NOR : IOCI1019530A);

Vu l'avis de la commission de changement de corps en date du 29 mai 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La gendarme Barbara DERNONCOURT (NIGEND : 354097 – NLS : 8143744) est admise dans le corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « Restauration collective », au grade de maréchale des logis à compter du 1<sup>er</sup> août 2019.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Corse

**Décision n° 4124 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1911084S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 11268 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828638S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juin 2019 :

**Soma** Thierry                      NIGEND : 161 803              NLS : 8 018 788

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juin 2019 :

**Desveaux** Frédéric              NIGEND : 117 770              NLS : 5 218 941

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie de Corse,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*  
J. PLAYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 13559 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1911087S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 32949 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828640S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> juin 2019 :

<b>Smiraglia</b> Laurent	NIGEND : 151 576	NLS : 8 009 684
--------------------------	------------------	-----------------

## Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juin 2019 :

<b>Huguenin</b> Alexandra	NIGEND : 164 666	NLS : 8 021 348
---------------------------	------------------	-----------------

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juin 2019 :

<b>Rosinski</b> Nicolas	NIGEND : 210 259	NLS : 8 065 684
<b>Gomes</b> David	NIGEND : 171 303	NLS : 8 026 840
<b>Castel</b> Nelly	NIGEND : 225 038	NLS : 8 074 227
<b>Rolland</b> Mickaël	NIGEND : 228 637	NLS : 8 076 796
<b>Vallée</b> Jonathan	NIGEND : 204 789	NLS : 8 061 033
<b>Delaunay</b> Mathias	NIGEND : 201 052	NLS : 8 057 115

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juin 2019 :

<b>Ourset</b> Aloïs	NIGEND : 214 410	NLS : 8 068 539
<b>Leplège</b> David	NIGEND : 349 100	NLS : 8 117 095
<b>Sol</b> Estelle	NIGEND : 226 701	NLS : 8 075 092
<b>Moralès</b> Sébastien	NIGEND : 303 591	NLS : 8 090 843
<b>Châtaigner</b> Sylvain	NIGEND : 243 860	NLS : 6 699 251
<b>Micouleau</b> Isabelle	NIGEND : 301 278	NLS : 8 090 070
<b>Magnier</b> Héloïse	NIGEND : 309 319	NLS : 8 091 957
<b>Ramon</b> Yannick	NIGEND : 236 036	NLS : 8 081 207

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*  
J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Centre-Val de Loire**Décision n° 13698 du 4 juin 2019 portant promotion de sous-officier(s) de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1912131S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Baron</b> Francis	NIGEND : 127 455	NLS : 5 280 806
<b>Calderini</b> Thierry	NIGEND : 161 580	NLS : 8 018 618
<b>Renueve</b> Éric	NIGEND : 117 704	NLS : 5 241 873

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Lasbarrères-Candau</b> Stéphane	NIGEND : 155 455	NLS : 8 013 140
<b>Duval</b> Michaël	NIGEND : 171 167	NLS : 8 026 731
<b>Piot</b> Vincent	NIGEND : 208 136	NLS : 8 062 649
<b>Leroux</b> Jonathan	NIGEND : 233 391	NLS : 8 085 971
<b>France</b> Vincent	NIGEND : 169 529	NLS : 8 025 139
<b>Proust</b> Dominique	NIGEND : 147 076	NLS : 8 005 381
<b>Furin</b> Cédric	NIGEND : 188 266	NLS : 8 038 635

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Delhomme Morfin</b> Delphine	NIGEND : 215 892	NLS : 8 069 649
<b>Rolland</b> Olivier	NIGEND : 195 222	NLS : 8 053 966
<b>Bernard</b> Guy	NIGEND : 121 540	NLS : 5 241 607
<b>Wirth</b> Bruno	NIGEND : 120 763	NLS : 5 242 695
<b>Michaud</b> Fabien	NIGEND : 305 914	NLS : 8 091 066
<b>Herboux</b> Nicolas	NIGEND : 238 122	NLS : 8 082 757
<b>Lesage</b> Linda	NIGEND : 213 252	NLS : 8 067 693
<b>Carraz</b> Yannick	NIGEND : 308 849	NLS : 8 091 723
<b>Castet</b> Karine	NIGEND : 200 885	NLS : 8 057 025
<b>Mercier</b> Laurent	NIGEND : 320 559	NLS : 8 112 504
<b>Rosseau</b> Loïc	NIGEND : 238 779	NLS : 8 087 204
<b>Dussaud</b> Mickaël	NIGEND : 233 372	NLS : 8 085 952

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Nugier</b> Philippe	NIGEND : 206 566	NLS : 8 060 502
<b>Piastka</b> Kévin	NIGEND : 231 640	NLS : 8 078 672
<b>Dheilly</b> Yannick	NIGEND : 326 795	NLS : 8 057 382
<b>Nordez</b> Christophe	NIGEND : 174 570	NLS : 8 028 070
<b>Le Piver</b> Dorian	NIGEND : 311 693	NLS : 8 107 808
<b>Auvinet</b> Alexandre	NIGEND : 354 010	NLS : 8 143 724
<b>Bochent</b> Romain	NIGEND : 305 518	NLS : 8 103 852
<b>Mariais</b> Gildas	NIGEND : 229 647	NLS : 8 077 343
<b>Desseigne</b> Nicolas	NIGEND : 243 637	NLS : 8 088 662
<b>Delaunay</b> Romain	NIGEND : 305 212	NLS : 8 103 757
<b>Lecuirot</b> Elvire	NIGEND : 310 482	NLS : 8 107 257
<b>Brochard</b> Mylène	NIGEND : 341 292	NLS : 8 137 047
<b>Pairon</b> Alexandre	NIGEND : 237 342	NLS : 8 086 851
<b>Moreau</b> Yoann	NIGEND : 317 713	NLS : 8 111 268
<b>Brard</b> Christophe	NIGEND : 214 350	NLS : 8 068 483

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 juin 2019.

*Le général, commandant la région  
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Loiret,*  
P. SÉGURA

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

## Décision n° 13759 du 6 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais

NOR : INTJ1912150S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Sprimont</b> Rodolphe	NIGEND : 142 632	NLS : 5 272 491
<b>Biedrowski</b> Christophe	NIGEND : 155 147	NLS : 8 012 907

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Kniecjak</b> Christophe	NIGEND : 183 416	NLS : 8 034 046
<b>Dumont</b> Sébastien	NIGEND : 179 771	NLS : 8 032 671
<b>Matha</b> Alexandre	NIGEND : 188 610	NLS : 8 038 759
<b>Mackowiak</b> Véronique	NIGEND : 159 572	NLS : 8 020 860

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Goube</b> Benoit	NIGEND : 188 834	NLS : 8 038 846
<b>Lenglez</b> Thomas	NIGEND : 193 872	NLS : 8 047 667
<b>Cloderée</b> Luc	NIGEND : 143 163	NLS : 8 002 672
<b>Cotton</b> Alexandre	NIGEND : 192 509	NLS : 8 040 217
<b>Bronet</b> Pauline	NIGEND : 300 082	NLS : 8 089 972
<b>Renier</b> Karl	NIGEND : 166 802	NLS : 8 022 975
<b>Robbe</b> Benjamin	NIGEND : 226 795	NLS : 8 075 273
<b>Brunet</b> Christophe	NIGEND : 114 748	NLS : 5 191 906

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Maréchal</b> Emilie	NIGEND : 337 302	NLS : 8 134 973
<b>Lakhdari</b> Emilie	NIGEND : 332 771	NLS : 8 132 866
<b>Bertoux</b> Julie	NIGEND : 360 572	NLS : 8 144 049
<b>Lerond</b> Romain	NIGEND : 180 399	NLS : 8 035 520



<b>Leleu Jonathan</b>	NIGEND : 353 876	NLS : 8 143 517
<b>Fackeure François</b>	NIGEND : 248 872	NLS : 8 089 835
<b>Libessart Jennifer</b>	NIGEND : 313 240	NLS : 8 108 847
<b>Brocvielle David</b>	NIGEND : 351 593	NLS : 8 117 444
<b>Triquet Yannick</b>	NIGEND : 340 176	NLS : 8 110 750
<b>Rutka Johann</b>	NIGEND : 241 272	NLS : 8 088 118
<b>Poulain Elodie</b>	NIGEND : 349 597	NLS : 8 117 017

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 juin 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 13760 du 6 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1912151S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31612 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828652S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Coppin</b> Olivier	NIGEND : 160 309	NLS : 8 017 323
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Laferriere</b> Maxime	NIGEND : 179 320	NLS : 8 029 551
<b>Magnier</b> Nicolas	NIGEND : 305 909	NLS : 8 091 061
<b>Fantasia</b> Amaury	NIGEND : 232 041	NLS : 8 085 671

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Lengrand</b> Jérémie	NIGEND : 325 186	NLS : 8 114 612
<b>Pilot</b> Romain	NIGEND : 341 043	NLS : 8 110 651
<b>Noyon</b> Sébastien	NIGEND : 328 781	NLS : 8 117 197

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 juin 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 15940 du 7 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1912141S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 32949 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828640S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Degrèze</b> Alain	NIGEND : 131 896	NLS : 5 294 524
<b>Jalabert</b> Christian	NIGEND : 136 661	NLS : 5 322 967

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Cellier</b> Frédéric	NIGEND : 161 946	NLS : 8 018 917
<b>Vonthron</b> Marc	NIGEND : 145 627	NLS : 8 003 896
<b>Delacour</b> Éric	NIGEND : 145 957	NLS : 5 272 690

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Vieu</b> Christian	NIGEND : 150 088	NLS : 8 007 798
<b>Bibal</b> Philippe	NIGEND : 164 907	NLS : 8 021 509

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Barbero</b> Jean-Marc	NIGEND : 190 433	NLS : 8 038 905
<b>Mathurin</b> Sylvain	NIGEND : 173 784	NLS : 8 033 393
<b>Sanchez</b> Christophe	NIGEND : 248 847	NLS : 8 089 747
<b>Grashoff</b> Jean-Pascal	NIGEND : 199 350	NLS : 8 049 973
<b>Spagnou</b> Karine	NIGEND : 307 297	NLS : 8 091 309
<b>Compang</b> Édith	NIGEND : 217 888	NLS : 8 064 722
<b>Tantaoui</b> Hasna	NIGEND : 217 567	NLS : 8 070 845
<b>Bourla</b> Céline	NIGEND : 326 901	NLS : 8 115 474
<b>Fuste</b> Guillaume	NIGEND : 306 540	NLS : 8 104 565
<b>Simon</b> Arnaud	NIGEND : 361 693	NLS : 8 144 265
<b>Matignon</b> Caroline	NIGEND : 195 457	NLS : 8 056 470

<b>Banos</b> Florian	NIGEND : 216973	NLS : 8070437
<b>Verne</b> Charlène	NIGEND : 343029	NLS : 8137791
<b>Gouzennes</b> Aurélien	NIGEND : 187824	NLS : 8044779

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 juin 2019.

*Le colonel, commandant adjoint par suppléance  
de la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant par suppléance le groupement  
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*  
F. LAURENT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 29334 du 11 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »**

NOR : INTJ1912156S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019:

<b>Degos Patrice</b>	NIGEND : 147017	NLS : 8005421
----------------------	-----------------	---------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019:

<b>Mendiboure David</b>	NIGEND : 157189	NLS : 8014660
-------------------------	-----------------	---------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019:

<b>Blanché Christophe</b>	NIGEND : 138893	NLS : 5323409
<b>Robin Joël</b>	NIGEND : 145124	NLS : 8003771
<b>Huerre Bertrand</b>	NIGEND : 152979	NLS : 8010854
<b>Didierjean Achard Arnaud</b>	NIGEND : 220180	NLS : 8065205

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019:

<b>Cloetens Jean-Christophe</b>	NIGEND : 145401	NLS : 8004923
<b>Rio Pascal</b>	NIGEND : 160684	NLS : 8017680
<b>Benvenuto Richard</b>	NIGEND : 165416	NLS : 6530267
<b>Krcmar René</b>	NIGEND : 158840	NLS : 8015961

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 juin 2019.

*Le général de division,  
commandant du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale,  
O. GUÉRIF*

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

## Décision n° 23166 du 12 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne

NOR : INTJ1912129S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 665 du 8 janvier 2019 (NOR : INTJ1900455S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Beaudouin Bruno</b>	NIGEND : 162 036	NLS : 8 019 008
<b>Hourlier Michaël</b>	NIGEND : 143 622	NLS : 8 002 744

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Beutier Sylvain</b>	NIGEND : 191 327	NLS : 8 051 815
<b>Moisan Stéphane</b>	NIGEND : 170 795	NLS : 8 025 575
<b>Gaudin Erwan</b>	NIGEND : 163 984	NLS : 8 020 542
<b>Lucas Erwan</b>	NIGEND : 157 182	NLS : 8 014 455
<b>Tastet Frédéric</b>	NIGEND : 152 147	NLS : 8 010 095

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Le Brun Philippe</b>	NIGEND : 113 408	NLS : 5 191 042
<b>Royer Mélinda</b>	NIGEND : 199 964	NLS : 8 048 768
<b>Dupont Philippe</b>	NIGEND : 145 950	NLS : 5 272 696
<b>Simon Cyril</b>	NIGEND : 306 140	NLS : 8 091 122
<b>Abiven Roger</b>	NIGEND : 126 356	NLS : 5 279 900
<b>Lasquellec Nolwenn</b>	NIGEND : 213 832	NLS : 8 068 223
<b>Bray Régis</b>	NIGEND : 168 159	NLS : 8 023 713
<b>Rousseau Jérémie</b>	NIGEND : 186 443	NLS : 8 045 419
<b>Le Yaouanc Monique</b>	NIGEND : 136 821	NLS : 5 324 248
<b>Fradin Jérôme</b>	NIGEND : 161 741	NLS : 8 018 739
<b>Couny Damien</b>	NIGEND : 309 273	NLS : 8 106 755
<b>Olivier Céline</b>	NIGEND : 306 474	NLS : 8 104 732

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Bureau Marie</b>	NIGEND : 314 462	NLS : 8 109 716
<b>Goales Olivier</b>	NIGEND : 239 522	NLS : 8 094 177
<b>Gouez Stéphane</b>	NIGEND : 301 147	NLS : 8 090 176
<b>Besset Jérémie</b>	NIGEND : 228 431	NLS : 8 076 640
<b>Ferreira Marina</b>	NIGEND : 231 394	NLS : 8 078 512
<b>Corvest Cyril</b>	NIGEND : 348 774	NLS : 8 117 847
<b>Godefroy Stéphane</b>	NIGEND : 192 799	NLS : 8 049 152
<b>Lebranchu Jean-René</b>	NIGEND : 348 657	NLS : 8 117 370
<b>Desmas Jessica</b>	NIGEND : 318 328	NLS : 8 144 026

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 juin 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

## Décision n° 23245 du 12 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest

NOR : INTJ1912130S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 51561 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828614S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Brunelles Fabrice</b>	NIGEND : 137970	NLS : 5281608
--------------------------	-----------------	---------------

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Orseau Pascal</b>	NIGEND : 133670	NLS : 5311737
<b>Besnier Éric</b>	NIGEND : 157369	NLS : 8014305
<b>Château Grégory</b>	NIGEND : 176122	NLS : 8028620

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Touzé Pascal</b>	NIGEND : 169594	NLS : 8025187
<b>Lamy Bertrand</b>	NIGEND : 207653	NLS : 8061672
<b>Madelaine Johann</b>	NIGEND : 226776	NLS : 8075255
<b>Lory Sylvain</b>	NIGEND : 170786	NLS : 8026466
<b>Vétault Éric</b>	NIGEND : 168256	NLS : 8023896
<b>Roux Fabrice</b>	NIGEND : 163465	NLS : 8020086
<b>Fouret Loïc</b>	NIGEND : 229294	NLS : 8084697
<b>Blanchard Raphaël</b>	NIGEND : 150265	NLS : 8008110

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Scasso Rémi</b>	NIGEND : 335559	NLS : 8105391
<b>Moisson Pascal</b>	NIGEND : 243676	NLS : 8088687
<b>Jumeaux Grégory</b>	NIGEND : 226760	NLS : 8088621
<b>Dubowski Arnaud</b>	NIGEND : 318954	NLS : 8111811
<b>Salaün Norman</b>	NIGEND : 312550	NLS : 8108453
<b>Fontaine Cédric</b>	NIGEND : 231043	NLS : 8078404
<b>Diodat Emmanuel</b>	NIGEND : 241328	NLS : 8094920
<b>Paitard Julien</b>	NIGEND : 333409	NLS : 8133282



Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 juin 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 36050 du 12 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie**

NOR : INTJ1912135S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83673 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828622S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Cadet</b> Christophe	NIGEND : 159 614	NLS : 8 016 822
<b>Acosta-Hurtado</b> Marc	NIGEND : 151 220	NLS : 8 009 301
<b>Houel</b> Laurent	NIGEND : 151 094	NLS : 8 009 158
<b>Jammes</b> Dominique	NIGEND : 149 178	NLS : 8 015 256
<b>Klein</b> Frédéric	NIGEND : 166 647	NLS : 8 022 749

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Francoz</b> Matthieu	NIGEND : 195 136	NLS : 8 047 751
<b>Thiébaud</b> Arnaud	NIGEND : 193 712	NLS : 8 047 599
<b>Foubet</b> Christian	NIGEND : 155 565	NLS : 8 012 960
<b>Maurice</b> Rodolphe	NIGEND : 169 316	NLS : 8 024 977
<b>Valencot</b> Nicolas	NIGEND : 179 553	NLS : 8 036 701
<b>Pohier</b> Carl	NIGEND : 161 165	NLS : 8 018 280
<b>Mauduit</b> Christophe	NIGEND : 202 713	NLS : 8 054 680
<b>Fuster</b> Lionel	NIGEND : 142 907	NLS : 8 002 136
<b>Ramos</b> Bruno	NIGEND : 162 257	NLS : 8 019 181

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Garreau</b> Isabelle	NIGEND : 242 097	NLS : 8 088 335
<b>Chabod</b> Edouard	NIGEND : 167 620	NLS : 8 023 517
<b>Cabon</b> Johann	NIGEND : 232 025	NLS : 8 085 656
<b>Huysentruyt</b> Laurent	NIGEND : 148 476	NLS : 8 006 244
<b>Bellet</b> Aurélie	NIGEND : 210 589	NLS : 8 065 724
<b>Bay</b> Christophe	NIGEND : 151 601	NLS : 8 008 303
<b>Pigeon</b> Isabelle	NIGEND : 240 024	NLS : 8 087 687

<b>Dubreuil</b> Audrey	NIGEND : 240948	NLS : 8087940
<b>Guet</b> Nathalie	NIGEND : 152854	NLS : 8010756
<b>Polge</b> Stéphanie	NIGEND : 214147	NLS : 8068450
<b>Sbai</b> Foad	NIGEND : 219286	NLS : 8071890
<b>Misner</b> Fanny	NIGEND : 234985	NLS : 8086605
<b>Dubois</b> Sylvain	NIGEND : 186010	NLS : 8034624
<b>Maurel</b> Frédéric	NIGEND : 196409	NLS : 8085211
<b>Segond</b> Romain	NIGEND : 233226	NLS : 8085857
<b>David</b> Noël	NIGEND : 220590	NLS : 8083492
<b>Planchon</b> Pierrick	NIGEND : 190718	NLS : 8035246
<b>Sayou</b> Fabien	NIGEND : 154330	NLS : 8012176
<b>Franç</b> Paul-Eugène	NIGEND : 303272	NLS : 8090639
<b>Basone</b> Nathalie	NIGEND : 234736	NLS : 8086565
<b>Mur</b> Bastien	NIGEND : 193199	NLS : 8049457

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Dürr</b> Flore-Anne	NIGEND : 362363	NLS : 8144646
<b>Fouillouse</b> Quentin	NIGEND : 308338	NLS : 8105798
<b>De Sousa</b> Céline	NIGEND : 340973	NLS : 8109243
<b>Ligney</b> Vanessa	NIGEND : 349209	NLS : 8117337
<b>Lauvernier</b> Pierre	NIGEND : 362252	NLS : 8144332
<b>Zattara</b> Julien	NIGEND : 341997	NLS : 8116961
<b>Talia</b> Samantha	NIGEND : 319255	NLS : 8111970
<b>Haution</b> Capucine	NIGEND : 315314	NLS : 8110219
<b>Kubiak</b> Pierre	NIGEND : 247761	NLS : 8099457
<b>Lezghed</b> Inès	NIGEND : 320057	NLS : 8112263
<b>Andréani</b> Laëtitia	NIGEND : 349283	NLS : 8117282
<b>Authouard</b> Audrey	NIGEND : 374244	NLS : 8121557
<b>Verd</b> Céline	NIGEND : 337462	NLS : 8106308
<b>Hijos</b> Geoffroy	NIGEND : 227218	NLS : 8075543
<b>Léger</b> Pamela	NIGEND : 227865	NLS : 8075994
<b>Troump</b> Bérengère	NIGEND : 341495	NLS : 8116851
<b>Becquet</b> Nicolas	NIGEND : 218579	NLS : 8071333
<b>Ethève</b> Thomas	NIGEND : 322181	NLS : 8113444
<b>Podvin</b> Amandine	NIGEND : 338493	NLS : 8106549
<b>Genret</b> Anthony	NIGEND : 217289	NLS : 8070698
<b>Auricoste</b> Kévin	NIGEND : 209747	NLS : 8051113
<b>Zanettin</b> Fabrice	NIGEND : 212619	NLS : 8067297
<b>Orriols</b> Kévin	NIGEND : 327844	NLS : 8116246
<b>Manas</b> Vanessa	NIGEND : 361586	NLS : 8144253

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 juin 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

## Décision n° 36126 du 12 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est

NOR : INTJ1912136S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83670 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828631S);

Vu la décision n° 64550 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835771S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Davant</b> Élie	NIGEND : 116611	NLS : 5219666
--------------------	-----------------	---------------

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Fiore</b> Bruno	NIGEND : 70 799	NLS : 5293827
<b>Zöllinger</b> Fabrice	NIGEND : 172107	NLS : 8027399

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Fraysse</b> Aymeric	NIGEND : 307594	NLS : 8105179
<b>Barru</b> Wilfrid	NIGEND : 197153	NLS : 8053339
<b>Mikolajek</b> Hervé	NIGEND : 224350	NLS : 8073897
<b>Vidal</b> Jérôme	NIGEND : 228665	NLS : 8076833
<b>Palacio</b> Jean-Michel	NIGEND : 120146	NLS : 5220468

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Rey</b> Pierre-Raphaël	NIGEND : 337546	NLS : 8106295
<b>Schwitzer</b> Guillaume	NIGEND : 318564	NLS : 8111663
<b>Robert</b> Pierre-Alexandre	NIGEND : 313095	NLS : 8108634
<b>Donin</b> Jérôme	NIGEND : 237754	NLS : 8086946
<b>Travier</b> Clément	NIGEND : 328806	NLS : 8117858
<b>Cotaz-Bertholet</b> Thomas	NIGEND : 245299	NLS : 8097687
<b>Lerou</b> Pierre-Alain	NIGEND : 356789	NLS : 8143893

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 juin 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France**Décision n° 11222 du 13 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1912153S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 23575 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828654S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Berthe Fabrice</b>	NIGEND : 140 800	NLS : 8 000 905
-----------------------	------------------	-----------------

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Prévost Régis</b>	NIGEND : 138 176	NLS : 5 324 582
<b>Bracq Fabrice</b>	NIGEND : 217 340	NLS : 8 064 474
<b>Césaire Sébastien</b>	NIGEND : 210 491	NLS : 8 063 094

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Martinet Magali</b>	NIGEND : 212 232	NLS : 8 066 993
<b>Argentin David</b>	NIGEND : 181 915	NLS : 8 032 542
<b>Caudron Emmanuel</b>	NIGEND : 239 998	NLS : 8 087 580
<b>Chambin Guillaume</b>	NIGEND : 246 624	NLS : 8 098 835
<b>Lamour Vincent</b>	NIGEND : 232 889	NLS : 8 079 485
<b>Speckart Yann</b>	NIGEND : 156 266	NLS : 8 013 789
<b>Motte Alexandrine</b>	NIGEND : 186 893	NLS : 8 041 168
<b>Thenier Éric</b>	NIGEND : 147 519	NLS : 8 004 796
<b>Ehmké Christophe</b>	NIGEND : 229 830	NLS : 8 084 992

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Vitte Sébastien</b>	NIGEND : 232 174	NLS : 8 085 579
<b>Sailly Julien</b>	NIGEND : 239 301	NLS : 8 093 854
<b>Deblaize Pauline</b>	NIGEND : 356 439	NLS : 8 143 813
<b>Kersulec Kévin</b>	NIGEND : 340 103	NLS : 8 136 597
<b>Le Goff Loïc</b>	NIGEND : 302 463	NLS : 8 101 665
<b>Clouet Noémie</b>	NIGEND : 362 420	NLS : 8 146 224

<b>Lesueur Simon</b>	NIGEND : 353 635	NLS : 8 143 609
<b>Vandersteen-Mauduit-Larive</b>		
Gonzague	NIGEND : 242 986	NLS : 8 096 056
<b>Grelin Nicolas</b>	NIGEND : 361 598	NLS : 8 144 431
<b>Allais Guillaume</b>	NIGEND : 330 046	NLS : 8 118 616
<b>Langue Jean-Charles</b>	NIGEND : 247 764	NLS : 8 099 460

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 juin 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie des Hauts-de-France,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Somme,*  
D. FORTIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 11759 du 13 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1912149S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24983 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828650S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Joly Mathieu</b>	NIGEND : 198 804	NLS : 8 053 741
<b>Vanoost Bruno</b>	NIGEND : 153 753	NLS : 8 011 692

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Guilbert Laurent</b>	NIGEND : 238 555	NLS : 8 087 006
<b>Quinchon Jonathan</b>	NIGEND : 182 554	NLS : 8 041 751
<b>Merle Nicolas</b>	NIGEND : 186 433	NLS : 8 037 270
<b>Velin Coralie</b>	NIGEND : 183 176	NLS : 8 033 887

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Mercier Caroline</b>	NIGEND : 239 780	NLS : 8 087 752
<b>Rollé Christophe</b>	NIGEND : 243 734	NLS : 8 088 800
<b>Bénard Jean</b>	NIGEND : 250 326	NLS : 8 092 712
<b>Turpin Chrystelle</b>	NIGEND : 147 660	NLS : 8 005 688
<b>Faure Olivier</b>	NIGEND : 195 940	NLS : 8 056 506
<b>Beauchamp Thierry</b>	NIGEND : 241 620	NLS : 8 088 156
<b>Collinet Laura</b>	NIGEND : 307 074	NLS : 8 091 274
<b>Obert Fabien</b>	NIGEND : 233 216	NLS : 8 085 847
<b>Bourgeon Angélique</b>	NIGEND : 229 485	NLS : 8 077 189
<b>Monnin Aurélie</b>	NIGEND : 242 010	NLS : 8 088 271

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Piperel Audrey</b>	NIGEND : 313 257	NLS : 8 108 864
<b>Moreau Floriane</b>	NIGEND : 234 986	NLS : 8 086 607
<b>Berthier Jimmy</b>	NIGEND : 339 637	NLS : 8 108 214



<b>Metura</b> Alida	NIGEND : 249 149	NLS : 8 100 136
<b>Panarin</b> Thomas	NIGEND : 337 532	NLS : 6 694 489
<b>Fauchier</b> Pierre	NIGEND : 354 017	NLS : 8 143 754
<b>Weiss-Gonachon</b> Anthony	NIGEND : 335 006	NLS : 8 144 016
<b>Viard</b> Marie-Charlotte	NIGEND : 314 165	NLS : 8 109 603
<b>Soubeyrand</b> Jonathan	NIGEND : 245 854	NLS : 8 098 328
<b>Bernard</b> Emmanuel	NIGEND : 341 140	NLS : 8 110 767
<b>Patarata</b> Johnny	NIGEND : 313 422	NLS : 8 108 974

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 juin 2019.

*Le général de division, commandant la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*  
T. CAILLOZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 17400 du 13 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1912142S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55985 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828643S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Boucherle</b> Laurent	NIGEND : 142 691	NLS : 8 001 514
<b>Guilbert</b> Erik	NIGEND : 156 323	NLS : 8 014 037

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Perez</b> Patrick	NIGEND : 168 355	NLS : 8 024 075
<b>Pastinelli</b> Thomas	NIGEND : 171 091	NLS : 8 026 665
<b>Gbiorczyk</b> Olivier	NIGEND : 178 300	NLS : 8 040 700
<b>Palengat</b> Éric	NIGEND : 158 220	NLS : 8 015 576
<b>Mazairat</b> Christelle	NIGEND : 157 987	NLS : 8 018 058

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Riberot</b> Laure	NIGEND : 168 474	NLS : 8 023 289
<b>Latouche</b> Stéphane	NIGEND : 171 185	NLS : 8 026 751
<b>Audebaud</b> Jean-Baptiste	NIGEND : 233 144	NLS : 8 085 932
<b>Devillers</b> Corentin	NIGEND : 209 145	NLS : 8 062 883
<b>Donier</b> Christophe	NIGEND : 241 986	NLS : 8 088 250
<b>Mixa</b> Dorient	NIGEND : 224 994	NLS : 8 084 079
<b>Dignière</b> Xavier	NIGEND : 199 903	NLS : 8 048 725
<b>Peccolo</b> Jérôme	NIGEND : 162 836	NLS : 8 019 677
<b>Huvier</b> Laurent	NIGEND : 200 636	NLS : 8 046 768
<b>Auriol</b> Xavier	NIGEND : 184 258	NLS : 8 042 271
<b>Menoire</b> Michel	NIGEND : 135 604	NLS : 5 323 686
<b>Destain</b> Roland	NIGEND : 140 842	NLS : 8 001 026
<b>Auffret</b> Mathieu	NIGEND : 234 588	NLS : 8 086 631
<b>Bertrand</b> Jean-Marc	NIGEND : 163 485	NLS : 8 020 208

<b>Gonzales Sébastien</b>	NIGEND : 173 576	NLS : 8 031 919
<b>Launay Christophe</b>	NIGEND : 192 976	NLS : 8 047 277
<b>Anczykowski Lise</b>	NIGEND : 233 436	NLS : 8 086 134

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Bertolo Delphine</b>	NIGEND : 333 435	NLS : 8 133 208
<b>Pommier Matthieu</b>	NIGEND : 329 043	NLS : 8 133 585
<b>Florez Alexandre</b>	NIGEND : 341 217	NLS : 8 137 081
<b>Nicolas Jean-Pascal</b>	NIGEND : 229 662	NLS : 8 077 359
<b>Baudoin Adrien</b>	NIGEND : 356 825	NLS : 6 722 423
<b>Payet Alexandre</b>	NIGEND : 308 570	NLS : 8 106 078
<b>Brunel Christophe</b>	NIGEND : 188 437	NLS : 8 035 772
<b>Pecout Jérôme</b>	NIGEND : 303 013	NLS : 8 090 586
<b>Floury Manon</b>	NIGEND : 338 679	NLS : 8 135 052
<b>Akrout Olivier</b>	NIGEND : 241 010	NLS : 8 087 852
<b>Cesses Johann</b>	NIGEND : 234 120	NLS : 8 086 369
<b>Boeufgras David</b>	NIGEND : 239 974	NLS : 8 087 513
<b>Bottrel Julien</b>	NIGEND : 243 319	NLS : 8 096 190

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 juin 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*

B. CLOUZOT

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

## Décision n° 26738 du 13 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France

NOR : INTJ1912111S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 83673 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828622S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Biaï Corinne</b>	NIGEND : 144 624	NLS : 8 002 306
<b>Grellière Jean-Baptiste</b>	NIGEND : 146 367	NLS : 8 005 052
<b>Allender Frédéric</b>	NIGEND : 156 397	NLS : 8 013 800

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Richoux Arnaud</b>	NIGEND : 226 465	NLS : 8 084 528
<b>Martini Bernard</b>	NIGEND : 169 706	NLS : 8 025 254
<b>Leglise Laurent</b>	NIGEND : 179 133	NLS : 8 036 802
<b>Foultier Audrey</b>	NIGEND : 183 139	NLS : 8 033 840
<b>Mellouli Mohamed</b>	NIGEND : 203 849	NLS : 8 055 034
<b>Bouteille François</b>	NIGEND : 187 139	NLS : 8 043 422

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Le Goater Briec</b>	NIGEND : 225 671	NLS : 8 084 144
<b>Nahmias Sarah</b>	NIGEND : 233 513	NLS : 8 086 194
<b>Ducret Stéphane</b>	NIGEND : 194 392	NLS : 8 047 830
<b>Bussy Olivier</b>	NIGEND : 155 536	NLS : 8 012 947
<b>Bozzano Pascal</b>	NIGEND : 232 163	NLS : 8 085 595
<b>Danguy Des Deserts Éric</b>	NIGEND : 152 949	NLS : 8 010 825
<b>Nicolas Edwin</b>	NIGEND : 157 927	NLS : 8 015 262
<b>Vidal Sébastien</b>	NIGEND : 229 691	NLS : 8 077 388
<b>Beaujardin Adrien</b>	NIGEND : 242 394	NLS : 8 095 592
<b>Henneteau Patrice</b>	NIGEND : 171 426	NLS : 8 026 944
<b>Molina Nicolas</b>	NIGEND : 302 487	NLS : 8 101 686
<b>Abasq Nicolas</b>	NIGEND : 302 237	NLS : 8 101 605

<b>François</b> Samuel	NIGEND : 247 518	NLS : 8 099 051
<b>Nirdé</b> Yves	NIGEND : 155 478	NLS : 5 312 695
<b>Philips</b> Julian	NIGEND : 265 382	NLS : 8 057 451

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Samson</b> Virginie	NIGEND : 230 196	NLS : 8 077 885
<b>Pronost</b> Gwendoline	NIGEND : 324 277	NLS : 8 144 037
<b>Grenier</b> Kévin	NIGEND : 238 116	NLS : 8 082 751
<b>Dalichoux</b> Dimitri	NIGEND : 276 625	NLS : 8 115 584
<b>Lelong</b> Alexis	NIGEND : 243 366	NLS : 8 096 235
<b>Ranson</b> Clément	NIGEND : 362 404	NLS : 8 146 313
<b>Fernandes Rocha</b> Maxime	NIGEND : 326 185	NLS : 8 115 198
<b>Armède</b> Johan	NIGEND : 360 596	NLS : 8 144 046
<b>Jardin</b> Kévin	NIGEND : 325 881	NLS : 8 114 958
<b>Daumal</b> Fabrice	NIGEND : 324 302	NLS : 8 114 492
<b>Lambard</b> Fabrice	NIGEND : 245 808	NLS : 8 098 293
<b>Suire</b> Caroline	NIGEND : 343 519	NLS : 8 138 157
<b>Flocco</b> Mattéo	NIGEND : 341 002	NLS : 8 109 260
<b>Carrera</b> Xavier	NIGEND : 240 701	NLS : 8 094 690
<b>Guillemin</b> Jean-Benoît	NIGEND : 337 003	NLS : 8 134 724
<b>Belin</b> Antoine	NIGEND : 326 535	NLS : 8 115 367
<b>Lesconnec</b> Jennyfer	NIGEND : 352 514	NLS : 8 143 271
<b>Degalle</b> Julien	NIGEND : 361 731	NLS : 8 144 573
<b>Girault</b> Elodie	NIGEND : 246 701	NLS : 8 098 862
<b>Moisan</b> Damien	NIGEND : 327 659	NLS : 8 119 089
<b>Hurter</b> Stéphanie	NIGEND : 336 669	NLS : 8 134 510

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 juin 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

**Décision n° 26739 du 13 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris**

NOR : INTJ1912112S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Gabin Wilfred</b>	NIGEND : 157 880	NLS : 8015 324
----------------------	------------------	----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Réveillé Frédéric</b>	NIGEND : 198 557	NLS : 8046 959
--------------------------	------------------	----------------

<b>Perrot Thierry</b>	NIGEND : 160 376	NLS : 8017 385
-----------------------	------------------	----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Lartigue Xavier</b>	NIGEND : 233 309	NLS : 8085 898
------------------------	------------------	----------------

<b>Coutant Quentin</b>	NIGEND : 308 924	NLS : 8091 666
------------------------	------------------	----------------

<b>Roux Yann</b>	NIGEND : 158 343	NLS : 8015 786
------------------	------------------	----------------

<b>Payet Laurent</b>	NIGEND : 228 752	NLS : 8076 589
----------------------	------------------	----------------

<b>Letourneur Julien</b>	NIGEND : 243 666	NLS : 8088 680
--------------------------	------------------	----------------

<b>Mouniama Jean</b>	NIGEND : 213 138	NLS : 8067 671
----------------------	------------------	----------------

<b>Elekan Pascal</b>	NIGEND : 147 334	NLS : 8005 827
----------------------	------------------	----------------

<b>Tardy Sylvain</b>	NIGEND : 217 794	NLS : 8070 945
----------------------	------------------	----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Frey Romain</b>	NIGEND : 341 004	NLS : 8109 262
--------------------	------------------	----------------

<b>Schneider Franck-Alexandre</b>	NIGEND : 308 985	NLS : 8106 709
-----------------------------------	------------------	----------------

<b>Rohr Guillaume</b>	NIGEND : 334 268	NLS : 8057 696
-----------------------	------------------	----------------

<b>Bourdelle Sébastien</b>	NIGEND : 339 642	NLS : 8108 220
----------------------------	------------------	----------------

<b>Dupont Benjamin</b>	NIGEND : 327 843	NLS : 8115 910
------------------------	------------------	----------------

<b>Boutry Aurélien</b>	NIGEND : 340 068	NLS : 8110 687
------------------------	------------------	----------------

<b>Planquart Simon</b>	NIGEND : 319 283	NLS : 8111 961
------------------------	------------------	----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 juin 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 7991 du 14 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1912147S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17111 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828649S),

Vu la décision n° 7342 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828665S),

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Dété</b> Thierry	NIGEND : 136 347	NLS : 5 322 521
<b>Pirat</b> Christophe	NIGEND : 156 099	NLS : 8 013 373

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Rapebach</b> Arnaud	NIGEND : 239 306	NLS : 8 087 271
<b>Birolini</b> Patrick	NIGEND : 178 073	NLS : 8 029 211
<b>Gerber</b> Cédric	NIGEND : 196 782	NLS : 8 052 679

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Moine</b> Pierre-Alain	NIGEND : 309 324	NLS : 8 091 960
<b>Vulquin</b> Meggy	NIGEND : 233 787	NLS : 8 080 128
<b>Monnot</b> Séverine	NIGEND : 209 819	NLS : 8 062 117
<b>Traveset</b> Manuel	NIGEND : 301 744	NLS : 8 090 547
<b>Stinger</b> Arnaud	NIGEND : 187 148	NLS : 8 045 252
<b>Naegelen</b> Roger	NIGEND : 151 412	NLS : 5 210 240
<b>Dufour</b> Yohann	NIGEND : 226 745	NLS : 8 075 232

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Dutrieux</b> Élodie	NIGEND : 196 769	NLS : 8 053 130
<b>Angonnet</b> Quentin	NIGEND : 302 488	NLS : 8 102 088
<b>Tisserand</b> Séverine	NIGEND : 212 612	NLS : 8 067 314
<b>Tournier</b> Jean-philippe	NIGEND : 239 312	NLS : 8 087 307
<b>Trautmann</b> Julien	NIGEND : 332 162	NLS : 8 132 605
<b>Rossel</b> Sébastien	NIGEND : 318 997	NLS : 8 111 858
<b>Karsenty</b> Grégoire	NIGEND : 349 607	NLS : 8 116 994



Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 juin 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Doubs,*  
E. LANGLOIS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Normandie**Décision n° 8708 du 14 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1912132S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18758 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828616S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Hayes Jean-Marc</b>	NIGEND : 127 280	NLS : 5 279 432
<b>Morel Christophe</b>	NIGEND : 158 692	NLS : 8 016 157

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Orange Sébastien</b>	NIGEND : 180 113	NLS : 8 037 432
<b>Malo Stéphane</b>	NIGEND : 175 979	NLS : 8 031 793
<b>Vincent Yannick</b>	NIGEND : 187 176	NLS : 8 038 390

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>De Larminat Stéphane</b>	NIGEND : 220 439	NLS : 8 072 702
<b>Chuquet Celine</b>	NIGEND : 304 922	NLS : 8 090 986
<b>Fizel Hervé</b>	NIGEND : 142 559	NLS : 5 272 459
<b>Anquier Lucie</b>	NIGEND : 209 049	NLS : 8 050 810
<b>Lecouturier Johanne</b>	NIGEND : 301 537	NLS : 8 090 452

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Herlédant Teddy</b>	NIGEND : 356 493	NLS : 8 143 838
<b>Pommereau Guillaume</b>	NIGEND : 237 022	NLS : 8 081 975
<b>Le Gac Taylor</b>	NIGEND : 316 121	NLS : 8 143 712
<b>Gaillon Guillaume</b>	NIGEND : 217 177	NLS : 8 070 550
<b>Le Goff Pierre</b>	NIGEND : 235 148	NLS : 8 080 434
<b>Belhadia Mehdi</b>	NIGEND : 258 579	NLS : 8 112 871
<b>Renault Kévin</b>	NIGEND : 349 247	NLS : 8 117 352

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 juin 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Normandie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Calvados,*  
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 44677 du 14 juin 2019 portant promotion  
de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « montagne »**

NOR : INTJ1916027S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88703 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1831933S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019:

**Lucena** Sébastien                      NIGEND : 183 276              NLS : 8 033 958

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019:

**Striby** Arnaud                      NIGEND : 158 721              NLS : 8 016 184

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019:

**Patris** Jérôme                      NIGEND : 241 139              NLS : 8 087 888

**Le Calvez** Erwan                      NIGEND : 184 744              NLS : 8 034 255

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 44683 du 14 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
de la spécialité « systèmes d'information et de communication »**

NOR : INTJ1916024S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88987 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1831927S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

**Czajka David** NIGEND : 159 279 NLS : 8 016 422

**Bénard Jean-Christophe** NIGEND : 131 104 NLS : 5 283 302

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

**Simon Pascal** NIGEND : 168 805 NLS : 8 024 590

**Domaniecki Olivier** NIGEND : 172 352 NLS : 8 027 414

**Paintendre Maxime** NIGEND : 207 683 NLS : 8 061 782

**Payelle Michel** NIGEND : 151 553 NLS : 8 009 663

**Bart Dominique** NIGEND : 164 678 NLS : 8 021 104

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

**Paillard Raphaël** NIGEND : 303 594 NLS : 8 090 845

**Charles Philippe** NIGEND : 164 591 NLS : 8 021 314

**Cournil Romain** NIGEND : 196 453 NLS : 8 052 750

**Olivier Loïc** NIGEND : 189 136 NLS : 8 039 077

**Petit Cédric** NIGEND : 184 697 NLS : 8 034 276

**Rabau Nicolas** NIGEND : 307 828 NLS : 8 091 414

**Saurrat Jonathan** NIGEND : 227 763 NLS : 8 076 119

**Even Jean-Pierre** NIGEND : 166 000 NLS : 8 022 438

**Questier Jérémy** NIGEND : 228 876 NLS : 8 076 928

**Anglada Cédric** NIGEND : 179 998 NLS : 8 029 700

**Hien Mathieu** NIGEND : 198 368 NLS : 8 056 027

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

**Quérini Orlando** NIGEND : 338 759 NLS : 8 135 103

**Delsard Frédéric** NIGEND : 163 632 NLS : 5 309 128

<b>Baron Florent</b>	NIGEND : 306 532	NLS : 8 104 530
<b>Grosclaude Vincent</b>	NIGEND : 242 580	NLS : 8 088 456
<b>Khayl Ismaël</b>	NIGEND : 322 138	NLS : 8 113 392
<b>Coy Gaétan</b>	NIGEND : 250 847	NLS : 8 110 692
<b>Dutalloy Lionel</b>	NIGEND : 225 530	NLS : 8 084 256
<b>Gauthier Alban</b>	NIGEND : 327 383	NLS : 8 115 796
<b>Bouilloux Nicolas</b>	NIGEND : 229 816	NLS : 6 591 908

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est**Décision n° 6739 du 17 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ1912145S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16312 du 31 décembre 2018 (NOR : INTJ1835775S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Bazin Karine</b>	NIGEND : 157 241	NLS : 8 014 806
<b>Baumann Fabrice</b>	NIGEND : 170 306	NLS : 6 017 246

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Wurtz Yves</b>	NIGEND : 181 165	NLS : 8 030 099
<b>Gebus Thierry</b>	NIGEND : 181 262	NLS : 8 030 228
<b>Kuntz Christophe</b>	NIGEND : 183 417	NLS : 8 034 047

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Roser Steven</b>	NIGEND : 247 992	NLS : 8 089 404
<b>Lang Geneviève</b>	NIGEND : 229 143	NLS : 8 084 878
<b>Fenninger Claudine</b>	NIGEND : 143 863	NLS : 8 002 246
<b>Marcus Jérôme</b>	NIGEND : 208 373	NLS : 8 050 613
<b>Ou-Saïdène Alban</b>	NIGEND : 217 398	NLS : 8 064 512
<b>Dorgler David</b>	NIGEND : 229 201	NLS : 8 084 804
<b>Yvrard Germain</b>	NIGEND : 241 290	NLS : 8 088 136
<b>Colle Aurélie</b>	NIGEND : 203 893	NLS : 8 054 737

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Van hasselt Cindy</b>	NIGEND : 335 074	NLS : 8 134 233
<b>Lombard Kévin</b>	NIGEND : 343 466	NLS : 8 138 107
<b>Matha Pierre-Alexis</b>	NIGEND : 211 284	NLS : 8 063 205
<b>Beck Vincent</b>	NIGEND : 332 888	NLS : 8 063 205
<b>Ragazzi Thomas</b>	NIGEND : 262 592	NLS : 8 143 774
<b>Fischer Jean-Yves</b>	NIGEND : 322 947	NLS : 8 113 750
<b>Börner Nicolas</b>	NIGEND : 324 777	NLS : 8 114 891

**Devismes** Alexis

NIGEND : 354 327

NLS : 8 143 369

**Amiand** Lionel

NIGEND : 356 329

NLS : 8 143 793

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 juin 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*  
M. CLERC



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est**Décision n° 9286 du 17 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1912146S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Girard Bruno</b>	NIGEND : 124 267	NLS : 5 243 245
<b>Ramaget Gilles</b>	NIGEND : 122 211	NLS : 5 229 950

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Viaron Martial</b>	NIGEND : 212 712	NLS : 8 063 641
<b>Verita Denis</b>	NIGEND : 150 356	NLS : 8 008 191
<b>Millard Pascal</b>	NIGEND : 150 048	NLS : 8 007 761

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Fermentin Gilles</b>	NIGEND : 213 498	NLS : 8 063 788
<b>Bolteau Christelle</b>	NIGEND : 227 621	NLS : 8 058 432
<b>Ordonneau Julien</b>	NIGEND : 203 359	NLS : 8 054 952
<b>Asselin Sylvain</b>	NIGEND : 226 594	NLS : 8 075 019
<b>Gaillard Thomas</b>	NIGEND : 203 379	NLS : 8 054 930
<b>Ferris Nicolas</b>	NIGEND : 235 735	NLS : 8 080 949
<b>Jalicot Guillian</b>	NIGEND : 228 087	NLS : 8 076 226
<b>Migeon Damien</b>	NIGEND : 176 925	NLS : 8 033 677

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Alonso-Genetier Damien</b>	NIGEND : 337 300	NLS : 8 105 478
<b>Andrez Lorelei</b>	NIGEND : 362 071	NLS : 8 144 478
<b>Gilbin Melvin</b>	NIGEND : 340 092	NLS : 8 110 709
<b>Hoffmann Cyril</b>	NIGEND : 308 197	NLS : 8 091 568
<b>Lefebvre Cédric</b>	NIGEND : 327 095	NLS : 6 734 921
<b>Alberteau Charline</b>	NIGEND : 334 276	NLS : 8 057 747

<b>Pudlo</b> Richard	NIGEND : 232 285	NLS : 8 085 493
<b>Najimi</b> Samir	NIGEND : 325 583	NLS : 8 115 144
<b>Martini</b> Sabrina	NIGEND : 319 726	NLS : 8 093 062

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 juin 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Marne,*  
R. DE LORGERIL

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

**Décision n° 20040 du 17 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges**

NOR : INTJ1912143S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44493 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828644S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019:

<b>Kubitz Alain</b>	NIGEND : 133 770	NLS : 5 294 255
<b>Fremiot Stéphane</b>	NIGEND : 69 903	NLS : 5 271 228

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Froment Eric</b>	NIGEND : 171 411	NLS : 8 026 332
<b>Chevalier Bertrand</b>	NIGEND : 174 513	NLS : 8 028 125
<b>Marszalek Hervé</b>	NIGEND : 217 978	NLS : 8 064 807
<b>Mejeri Sabrina</b>	NIGEND : 248 489	NLS : 8 089 600

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Caro Benjamin</b>	NIGEND : 200 037	NLS : 8 053 509
<b>Sellom Pascal</b>	NIGEND : 319 036	NLS : 8 092 794
<b>Keller Josué</b>	NIGEND : 307 550	NLS : 8 091 453
<b>Gilbert Nadège</b>	NIGEND : 175 623	NLS : 8 028 547
<b>Thivet Jessica</b>	NIGEND : 199 571	NLS : 8 047 114
<b>Bertrand Geordy</b>	NIGEND : 203 895	NLS : 8 059 349
<b>Piernot Audrey</b>	NIGEND : 241 266	NLS : 8 088 113
<b>Ginestet Sébastien</b>	NIGEND : 216 603	NLS : 8 064 380
<b>Cluzel Ophélie</b>	NIGEND : 239 099	NLS : 8 087 337
<b>Hubert Ludovic</b>	NIGEND : 225 952	NLS : 8 074 775
<b>Buchheit Élise</b>	NIGEND : 244 083	NLS : 8 096 415
<b>Ringler Julien</b>	NIGEND : 246 680	NLS : 8 098 901

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Henry</b> Maxime	NIGEND : 242 851	NLS : 8 095 888
<b>Masquelier</b> Joffrey	NIGEND : 320 591	NLS : 8 112 496
<b>Clément</b> Anthony	NIGEND : 351 987	NLS : 8 117 729
<b>Dubos</b> Alexandre	NIGEND : 310 352	NLS : 8 092 149
<b>Hank</b> Robert	NIGEND : 311 181	NLS : 8 092 224
<b>Louis</b> Juliette	NIGEND : 307 509	NLS : 8 091 466
<b>Admant</b> Pierre	NIGEND : 319 673	NLS : 8 111 982
<b>Schneider</b> Joan	NIGEND : 314 480	NLS : 8 109 944
<b>Pouvreau</b> Quentin	NIGEND : 270 236	NLS : 8 117 712
<b>Bonaparte</b> Sabrina	NIGEND : 329 488	NLS : 8 118 098
<b>Chartier</b> Sébastien	NIGEND : 348 631	NLS : 8 117 085
<b>Leininger</b> Annaëlle	NIGEND : 334 493	NLS : 8 133 780
<b>Froehlicher</b> Nicolas	NIGEND : 349 185	NLS : 8 117 318
<b>Rondel</b> Aurélien	NIGEND : 361 668	NLS : 8 144 461

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 juin 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
B. JOCKERS

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

## Décision n° 20041 du 17 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est

NOR : INTJ1912144S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44466 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828646S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Gingembre Pascal</b>	NIGEND : 70251	NLS : 5283149
<b>Petronelli Bruno</b>	NIGEND : 140467	NLS : 5325072

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Boitelle Sébastien</b>	NIGEND : 169358	NLS : 6021624
<b>Guilloton Arnaud</b>	NIGEND : 189331	NLS : 8039046
<b>Marechal Stéphane</b>	NIGEND : 160467	NLS : 8017467

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Jeantils Dorian</b>	NIGEND : 192870	NLS : 8049234
<b>Sourimant Christophe</b>	NIGEND : 228403	NLS : 8084660
<b>Liétard Jean-François</b>	NIGEND : 156340	NLS : 8014053
<b>Aubry Xavier</b>	NIGEND : 128476	NLS : 5283600
<b>Allix Mathieu</b>	NIGEND : 314367	NLS : 8109837
<b>Saint-Léger Antoine</b>	NIGEND : 309016	NLS : 8091703
<b>Blin Alexandre</b>	NIGEND : 196329	NLS : 8052952
<b>Darnet Cédric</b>	NIGEND : 318947	NLS : 8092723
<b>Massard Pierre</b>	NIGEND : 234240	NLS : 8086258

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Casagrande Pascal</b>	NIGEND : 323275	NLS : 8093338
<b>Walasiak Alexandre</b>	NIGEND : 307088	NLS : 8104728
<b>Dubois Nicolas</b>	NIGEND : 331471	NLS : 8119256
<b>Payet Rémi</b>	NIGEND : 353275	NLS : 6708562

<b>Deliot Pierre</b>	NIGEND : 316 152	NLS : 8 117 097
<b>Ferreux Thibault</b>	NIGEND : 321 229	NLS : 8 112 915
<b>Lonzi Yoan</b>	NIGEND : 328 769	NLS : 8 117 187
<b>Chamousset Eric</b>	NIGEND : 167 622	NLS : 8 023 518

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 juin 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles  
de la gendarmerie nationale**Décision n° 33158 du 17 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1912155S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Legrand</b> Jean-Michel	NIGEND : 143 746	NLS : 8 000 846
<b>Perriau</b> Hervé	NIGEND : 129 877	NLS : 5 283 886

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Soularue</b> Sébastien	NIGEND : 153 148	NLS : 8 010 996
<b>Munoz</b> Cédric	NIGEND : 169 205	NLS : 8 024 875
<b>Solnon</b> Fabrice	NIGEND : 178 790	NLS : 6 581 220
<b>Teppe</b> Olivier	NIGEND : 171 955	NLS : 8 027 089

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Gevers</b> Christophe	NIGEND : 301 143	NLS : 6 646 308
<b>Montalétang</b> Maud	NIGEND : 308 889	NLS : 8 091 758
<b>Ménil</b> Damien	NIGEND : 303 121	NLS : 8 090 585
<b>Chevallereau</b> Xavier	NIGEND : 230 004	NLS : 8 077 596
<b>Camargo</b> Kévin	NIGEND : 211 464	NLS : 8 063 395
<b>Leclerc</b> Gaëtan	NIGEND : 201 295	NLS : 8 057 010
<b>Renaud</b> Loïc	NIGEND : 229 564	NLS : 8 077 264
<b>Anice</b> Yoann	NIGEND : 304 866	NLS : 8 090 974

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Dechavanne</b> Sébastien	NIGEND : 341 302	NLS : 8 116 835
<b>Pentscheff</b> Cyril	NIGEND : 164 983	NLS : 8 021 580

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 juin 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
les écoles de la gendarmerie nationale,*  
T. MORTEROL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine**Décision n° 11079 du 18 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1912127S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24253 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828611S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Charvet</b> Cyrille	NIGEND : 133 309	NLS : 5 295 926
<b>Rateau</b> Stéphane	NIGEND : 136 701	NLS : 5 322 894

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Contreras</b> Jean-Christian	NIGEND : 149 145	NLS : 8 006 724
<b>Gervais</b> Nicolas	NIGEND : 200 832	NLS : 8 044 079
<b>Dufils</b> Nicolas	NIGEND : 230 572	NLS : 8 085 052

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Fernandez</b> Julie	NIGEND : 179 388	NLS : 8 029 630
<b>Pageaux</b> Ludovic	NIGEND : 183 284	NLS : 8 033 970
<b>Gay</b> Émilie	NIGEND : 309 124	NLS : 8 106 141
<b>Berthois</b> Frédérique	NIGEND : 159 889	NLS : 8 021 306
<b>Maillet</b> Emmanuel	NIGEND : 161 411	NLS : 8 018 473
<b>Dever</b> Cédric	NIGEND : 186 753	NLS : 8 038 223
<b>Gabillaud</b> Philippe	NIGEND : 133 751	NLS : 5 294 345

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Chollet</b> Florian	NIGEND : 306 954	NLS : 8 104 861
<b>Mlynarczyk</b> Adeline	NIGEND : 326 771	NLS : 8 115 631
<b>Boucher</b> Clément	NIGEND : 344 222	NLS : 8 138 593
<b>Vangaeveren</b> Quentin	NIGEND : 354 348	NLS : 8 143 659
<b>Sepz</b> Mathieu	NIGEND : 236 478	NLS : 8 081 549
<b>Chouard</b> Sébastien	NIGEND : 229 040	NLS : 8 084 915
<b>Godin</b> Amélie	NIGEND : 336 354	NLS : 8 134 499



Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 juin 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Vienne,*  
Y. DUMEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 10179 du 27 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »**

NOR : INTJ1912496S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21063 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834833S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Siegwart Jean-Jacques</b>	NIGEND : 135 911	NLS : 5 322 093
------------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Stempfel David</b>	NIGEND : 142 971	NLS : 8 002 195
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Bolot Jérôme</b>	NIGEND : 159 362	NLS : 5 320 906
---------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Ribaux Romain</b>	NIGEND : 248 657	NLS : 8 089 809
----------------------	------------------	-----------------

<b>Granger Nicolas</b>	NIGEND : 301 425	NLS : 8 090 264
------------------------	------------------	-----------------

<b>Carrel Benoît</b>	NIGEND : 246 163	NLS : 8 098 151
----------------------	------------------	-----------------

<b>Stahl Thierry</b>	NIGEND : 245 750	NLS : 8 088 950
----------------------	------------------	-----------------

<b>Hintzy Jean-Charles</b>	NIGEND : 311 461	NLS : 8 092 294
----------------------------	------------------	-----------------

<b>Pépin Christophe</b>	NIGEND : 240 186	NLS : 8 094 316
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Teissier Yves</b>	NIGEND : 141 318	NLS : 8 001 296
----------------------	------------------	-----------------

<b>Gaucher Patrick</b>	NIGEND : 125 204	NLS : 5 279 733
------------------------	------------------	-----------------

<b>Templier Frédéric</b>	NIGEND : 134 188	NLS : 5 294 792
--------------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Rubod Laurent</b>	NIGEND : 159 686	NLS : 8 016 888
----------------------	------------------	-----------------

<b>Gonzales Philippe</b>	NIGEND : 165 559	NLS : 8 022 142
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Mèredieu-Ducos Franck</b>	NIGEND : 155 941	NLS : 8 013 542
------------------------------	------------------	-----------------

<b>Gence Ludovic</b>	NIGEND : 146 364	NLS : 8 005 050
----------------------	------------------	-----------------

<b>Bourez Laurent</b>	NIGEND : 155 152	NLS : 8 012 912
-----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 juin 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance  
la garde républicaine,*

E. HUGUET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 10180 du 27 juin 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ1912499S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21064 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834835S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

**Burdet** Raoul                                      NIGEND : 164823                      NLS : 8021420

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

**Arcens** Xavier                                      NIGEND : 133955                      NLS : 5310802

**Chartier** Thibaut                                      NIGEND : 226169                      NLS : 8084425

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

**Théaud** Jean-François                                      NIGEND : 155633                      NLS : 8013093

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 juin 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance  
la garde républicaine,*

E. HUGUET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 10182 du 27 juin 2019 portant promotion du sous-officier de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »**

NOR : INTJ1912501S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19906 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828607S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

**Dujoncquoy Paul**

NIGEND : 338 341

NLS : 8 135 698

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 juin 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance  
la garde républicaine,*

E. HUGUET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 1296 du 2 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ1912556S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2620 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828666S);

Vu la décision n° 32949 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828640S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Lavergne Olivier</b>	NIGEND : 176668	NLS : 8028854
-------------------------	-----------------	---------------

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Regnier David</b>	NIGEND : 141988	NLS : 8000682
----------------------	-----------------	---------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Lauret Olivier</b>	NIGEND : 170117	NLS : 8025347
-----------------------	-----------------	---------------

<b>Fauny David</b>	NIGEND : 172425	NLS : 8027141
--------------------	-----------------	---------------

<b>Anthian-Sarbatx Yannick</b>	NIGEND : 160025	NLS : 8017101
--------------------------------	-----------------	---------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 juillet 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie de l'armement,*  
D. RÉMOND



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 10769 du 2 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ1912508S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20183 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828612S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Costa José</b>	NIGEND : 153063	NLS : 8010923
-------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Battais Sébastien</b>	NIGEND : 198508	NLS : 8053539
<b>Frachet Frédéric</b>	NIGEND : 190964	NLS : 8051787

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Lecourt Cédric</b>	NIGEND : 220611	NLS : 8083510
<b>Romera Antonio</b>	NIGEND : 313819	NLS : 8109467
<b>Bataillou Aurélie</b>	NIGEND : 248452	NLS : 8089565
<b>Bouchot Benoît</b>	NIGEND : 227290	NLS : 8075619

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Richard Jordan</b>	NIGEND : 321560	NLS : 8113143
<b>Averlant Tiphanie</b>	NIGEND : 337255	NLS : 8105481
<b>Bouillaguet Jonathan</b>	NIGEND : 245593	NLS : 8097923
<b>Dufaur-Dessus Jérémy</b>	NIGEND : 310443	NLS : 8107213

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 juillet 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*  
F. BONAVIDA



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

## Décision n° 16090 du 2 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais

NOR : INTJ1912539S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Lenne</b> Christophe	NIGEND : 174 247	NLS : 8 027 960
<b>Deruy</b> Éric	NIGEND : 137 305	NLS : 5 322 533

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Carton</b> Fanny	NIGEND : 200 331	NLS : 8 050 137
<b>Martel</b> Philippe	NIGEND : 155 323	NLS : 8 012 754
<b>Care</b> Carole	NIGEND : 83 159	NLS : 8 033 821
<b>Trottin</b> Vincent	NIGEND : 182 108	NLS : 8 037 493

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Gilliers</b> Jérémie	NIGEND : 205 057	NLS : 8 058 748
<b>Verbeke</b> Freddy	NIGEND : 168 139	NLS : 8 023 997
<b>Vandermouten</b> Guillaume	NIGEND : 229 965	NLS : 8 077 476
<b>Dufour</b> Benoît	NIGEND : 221 220	NLS : 8 073 171
<b>Coquet</b> Nicolas	NIGEND : 229 043	NLS : 8 084 918
<b>Brouart</b> Hugues	NIGEND : 152 807	NLS : 8 010 713
<b>Mazereeuw</b> Benoît	NIGEND : 128 529	NLS : 5 280 971
<b>Gensse</b> Laurent	NIGEND : 118 901	NLS : 5 220 851

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Fabre</b> Méliissa	NIGEND : 347 284	NLS : 8 139 928
<b>Somville</b> Fanny	NIGEND : 311 975	NLS : 8 107 993
<b>Lesaffre</b> Julien	NIGEND : 225 351	NLS : 8 074 435
<b>Houssin</b> Antoine	NIGEND : 354 420	NLS : 8 143 702

<b>Courtin</b> Julien	NIGEND : 199 640	NLS : 8 047 019
<b>Dumolin</b> Thomas	NIGEND : 226 826	NLS : 8 084 589
<b>Bouvard</b> Jonathan	NIGEND : 340 940	NLS : 8 109 226
<b>Delmaet</b> Tiffany	NIGEND : 340 990	NLS : 8 109 250
<b>Duquêne</b> Thomas	NIGEND : 204 033	NLS : 8 059 867
<b>Gras</b> Ronald	NIGEND : 333 054	NLS : 8 133 141
<b>Quesnel</b> Cécile	NIGEND : 308 621	NLS : 8 106 087

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 16092 du 2 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1912540S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31612 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828652S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

**Godin Jean-Christophe**                      NIGEND : 183 389                      NLS : 8 034 035

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

**Nempont Xavier**                      NIGEND : 190 901                      NLS : 8 039 781

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

**Dupuy Matthieu**                      NIGEND : 234 807                      NLS : 8 080 281

**Mehaye Pascal**                      NIGEND : 146 530                      NLS : 8 004 353

**Collet Vincent**                      NIGEND : 211 351                      NLS : 8 065 849

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

**Muys Alexandre**                      NIGEND : 259 932                      NLS : 8 117 066

**Billon Jérémy**                      NIGEND : 311 337                      NLS : 8 107 551

**Viaud Simon**                      NIGEND : 338 947                      NLS : 8 108 113

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 18098 du 2 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1912528S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 32949 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828640S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Riou</b> Hugues	NIGEND : 153 616	NLS : 8 011 184
<b>Ferrer</b> Christophe	NIGEND : 70 477	NLS : 5 282 549

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Schaeffer</b> Olivier	NIGEND : 164 891	NLS : 8 021 398
<b>Dubosq</b> Rafael	NIGEND : 189 180	NLS : 8 039 031
<b>Valette</b> Matthieu	NIGEND : 176 840	NLS : 8 036 320

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Felten</b> Éric	NIGEND : 129 812	NLS : 5 283 937
<b>Verdy</b> Julien	NIGEND : 239 899	NLS : 8 087 459
<b>Noël</b> Patrice	NIGEND : 174 157	NLS : 8 034 823
<b>Montet</b> Géraud	NIGEND : 190 596	NLS : 8 039 279
<b>Catinot</b> Benjamin	NIGEND : 205 928	NLS : 8 059 660
<b>Coycault</b> Laurent	NIGEND : 185 951	NLS : 8 034 620
<b>Bousquet</b> Philippe	NIGEND : 133 850	NLS : 5 294 815
<b>Penisson</b> Franck	NIGEND : 134 073	NLS : 5 295 974
<b>Autrou</b> Florent	NIGEND : 164 812	NLS : 8 021 403
<b>Couratin</b> Véronique	NIGEND : 151 347	NLS : 8 009 426
<b>Boubals</b> Alain	NIGEND : 134 756	NLS : 5 312 214
<b>Leydier</b> Laurent	NIGEND : 170 368	NLS : 8 025 758
<b>Deram</b> Hubert	NIGEND : 150 121	NLS : 8 007 923
<b>Aries</b> Franck	NIGEND : 196 373	NLS : 8 058 473
<b>Allien</b> Grégory	NIGEND : 166 302	NLS : 8 022 502
<b>Loisel</b> Jérôme	NIGEND : 207 827	NLS : 8 062 340
<b>Fadat</b> David	NIGEND : 162 521	NLS : 8 019 428
<b>Broulhet-Desbarats</b> Deborah	NIGEND : 234 114	NLS : 8 086 365
<b>Susa</b> Jean-Michel	NIGEND : 167 705	NLS : 8 023 588

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Monsbrot</b> Benoît	NIGEND : 242 011	NLS : 8 088 272
<b>Moyat</b> Olivier	NIGEND : 186 677	NLS : 8 044 629
<b>Adiveses</b> Pascal	NIGEND : 159 590	NLS : 8 016 801
<b>Alvarez</b> Laurent	NIGEND : 170 296	NLS : 8 025 800
<b>Jezequel</b> Constance	NIGEND : 190 871	NLS : 8 039 760
<b>Soludezyk</b> Frédéric	NIGEND : 174 282	NLS : 8 027 988
<b>Turbé</b> Dominique	NIGEND : 146 430	NLS : 8 004 783
<b>Audureau</b> Michel	NIGEND : 164 674	NLS : 5 310 588
<b>Cordier</b> Christophe	NIGEND : 156 186	NLS : 8 013 727
<b>Delaporte</b> Christophe	NIGEND : 149 767	NLS : 8 007 434
<b>Mastrantuono</b> Lionel	NIGEND : 169 200	NLS : 8 024 870
<b>Delteil</b> Hervé	NIGEND : 169 518	NLS : 8 025 128
<b>Sauveplane</b> David	NIGEND : 168 130	NLS : 8 023 986

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 juillet 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*  
J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Pays de la Loire**Décision n° 21613 du 2 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire**

NOR : INTJ1912516S

Le commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 42565 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828618S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Derbre</b> Éric	NIGEND : 150971	NLS : 8008998
<b>Riffard</b> François	NIGEND : 155739	NLS : 8013478

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Saëz</b> Céline	NIGEND : 178157	NLS : 8029286
<b>Aubry</b> Médhy	NIGEND : 171872	NLS : 8026104
<b>Butteux</b> Thomas	NIGEND : 209235	NLS : 8050911
<b>Aujard</b> Claude	NIGEND : 143951	NLS : 8002907
<b>Moulin</b> Bruno	NIGEND : 195695	NLS : 6542296

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Menard</b> Mickaël	NIGEND : 146678	NLS : 8004570
<b>Mercé</b> Emmanuel	NIGEND : 135311	NLS : 5311611
<b>Lebreton</b> Jean-François	NIGEND : 142336	NLS : 5272344
<b>Poyvre</b> Fabrice	NIGEND : 164776	NLS : 8021287
<b>Uveteau</b> Catherine	NIGEND : 179413	NLS : 8029694
<b>Petit</b> Jean-François	NIGEND : 120016	NLS : 5242485
<b>Deschamps</b> Fabrice	NIGEND : 145531	NLS : 8003920
<b>Rabas</b> Dominique	NIGEND : 70080	NLS : 5282679
<b>Paineau</b> Mickaël	NIGEND : 157070	NLS : 8014570
<b>Campiglia</b> Jean-Pierre	NIGEND : 70412	NLS : 5283122
<b>Morin</b> Bruno	NIGEND : 118447	NLS : 5221476

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Mahieu</b> Daniel	NIGEND : 142938	NLS : 8002167
<b>Valmier</b> Thierry	NIGEND : 161809	NLS : 8018794

<b>Signoret Jérôme</b>	NIGEND : 214 632	NLS : 8 068 728
<b>Pedeneau Annys</b>	NIGEND : 173 111	NLS : 8 027 570
<b>Chuiton Julien</b>	NIGEND : 193 137	NLS : 8 047 342
<b>Honnart Laurent</b>	NIGEND : 224 973	NLS : 8 084 062
<b>Drenaud Cyril</b>	NIGEND : 160 068	NLS : 8 017 139
<b>Bauget David</b>	NIGEND : 209 884	NLS : 8 062 941
<b>Grenèche Charly</b>	NIGEND : 301 210	NLS : 8 089 935
<b>Labeau Tatiana</b>	NIGEND : 165 780	NLS : 8 026 645
<b>Gargouil Fabrice</b>	NIGEND : 171 172	NLS : 8 026 739

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 juillet 2019.

*Le colonel, commandant la région  
de gendarmerie des Pays de la Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,*  
J.-M. VERRANDO

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Corse

**Décision n° 5573 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1912527S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 11268 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828638S);

Vu la décision n° 24983 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828650S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Cotinaut</b> Sébastien	NIGEND : 229 100	NLS : 8 084 856
<b>Tyrlik</b> Olivier	NIGEND : 234 178	NLS : 8 086 421

Article 2

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Descamps</b> Mickaël	NIGEND : 188 372	NLS : 8 045 487
<b>Réboulé</b> Lionel	NIGEND : 319 820	NLS : 8 112 069

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juillet 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie de Corse,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*  
J. PLAYS



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est**Décision n° 7839 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ1912535S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16312 du 31 décembre 2018 (NOR : INTJ1835775S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Duchemin</b> Luc	NIGEND : 115912	NLS : 5191155
<b>Picquart</b> Pierre-Robert	NIGEND : 160932	NLS : 8017978

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Hertzig</b> Alexis	NIGEND : 168564	NLS : 8024355
<b>Koebel</b> Guillaume	NIGEND : 166019	NLS : 8022456
<b>Pezard</b> Isabelle	NIGEND : 212012	NLS : 8063530
<b>Johann</b> Raphaël	NIGEND : 172702	NLS : 8032384

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Rispoli</b> Gilles	NIGEND : 111388	NLS : 5174685
<b>Selmouni</b> Ali	NIGEND : 212240	NLS : 8063543
<b>Vautravers</b> Remi	NIGEND : 326963	NLS : 8057421
<b>Marchal</b> Aurélie	NIGEND : 212590	NLS : 8064621
<b>Caillot</b> Frédéric	NIGEND : 233153	NLS : 8085941
<b>Kalis</b> Sébastien	NIGEND : 232058	NLS : 8085685
<b>Michel</b> David	NIGEND : 169202	NLS : 8024872

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Risch</b> Grégory	NIGEND : 190698	NLS : 8043643
<b>Malandrone</b> Sandrine	NIGEND : 327828	NLS : 8116234
<b>Martins</b> David	NIGEND : 197980	NLS : 8054363
<b>Apperce</b> Maxime	NIGEND : 322492	NLS : 8113559
<b>Galichet</b> Morgan	NIGEND : 354031	NLS : 8143758
<b>Ferry</b> Cédric	NIGEND : 309044	NLS : 8106205
<b>Soyeux</b> Julien	NIGEND : 246594	NLS : 8098492
<b>Portet</b> Romain	NIGEND : 313088	NLS : 8108629

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juillet 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*

M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 8951 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1912537S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17111 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828649S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Cheval</b> François-Xavier	NIGEND : 70 549	NLS : 5 293 619
-------------------------------	-----------------	-----------------

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Petronelli</b> Arnaud	NIGEND : 188 574	NLS : 8 038 768
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Bader</b> Vérane	NIGEND : 136 975	NLS : 8 001 509
---------------------	------------------	-----------------

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Le Quer</b> Gwenaëlle	NIGEND : 246 896	NLS : 8 099 157
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Delval</b> Julien	NIGEND : 247 937	NLS : 8 089 374
----------------------	------------------	-----------------

<b>Mondelli</b> Sandrine	NIGEND : 198 797	NLS : 8 053 755
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Chartogne</b> Pierre-Alain	NIGEND : 160 862	NLS : 8 017 914
-------------------------------	------------------	-----------------

<b>Dumaire</b> Richard	NIGEND : 191 746	NLS : 8 050 226
------------------------	------------------	-----------------

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Barbe</b> Matthieu	NIGEND : 301 589	NLS : 8 090 487
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Truchot</b> Sébastien	NIGEND : 207 648	NLS : 8 061 797
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Gerelli</b> Stéphane	NIGEND : 248 817	NLS : 8 089 715
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Vincent</b> Julien	NIGEND : 196 087	NLS : 8 053 091
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Henault</b> Ludovic	NIGEND : 353 244	NLS : 8 143 419
------------------------	------------------	-----------------

<b>Tissier</b> Gaël	NIGEND : 325 083	NLS : 8 114 942
---------------------	------------------	-----------------

**Article 5**

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 juillet 2019.

*Le colonel, commandant adjoint par suppléance  
de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant par suppléance le groupement  
de gendarmerie départementale du Doubs,*  
F. TAVART

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

### Décision n° 26379 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest

NOR : INTJ1912510S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 51561 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828614S),

Décide:

#### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Odic</b> Éric	NIGEND : 132 178	NLS : 5 295 448
<b>Desbois</b> Pascal	NIGEND : 136 109	NLS : 5 322 455

#### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Villarbu</b> Matthieu	NIGEND : 172 228	NLS : 8 027 298
<b>Breton</b> Pierre	NIGEND : 133 051	NLS : 5 295 112

#### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Burgeat</b> Eddy	NIGEND : 156 696	NLS : 8 014 216
<b>Gouedic</b> Rudy	NIGEND : 187 328	NLS : 8 044 773
<b>Allanic</b> Guillaume	NIGEND : 194 784	NLS : 8 056 248
<b>Lépot</b> Laurent	NIGEND : 303 001	NLS : 8 090 583
<b>Martinez</b> Julien	NIGEND : 231 298	NLS : 8 085 210
<b>Fuchs</b> Johanni	NIGEND : 246 337	NLS : 8 089 040
<b>Albuffy</b> Williams	NIGEND : 226 008	NLS : 8 074 824
<b>Deurveilher</b> Elvis	NIGEND : 215 664	NLS : 8 069 453

#### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Sarpedon</b> Laurent	NIGEND : 311 965	NLS : 8 107 990
<b>Roux</b> Dimitri	NIGEND : 332 220	NLS : 8 105 390
<b>Battez</b> François	NIGEND : 243 179	NLS : 8 096 065
<b>Adet</b> Mathieu	NIGEND : 318 452	NLS : 8 111 555
<b>Thione</b> Vincent	NIGEND : 225 702	NLS : 8 084 168
<b>Leman</b> Alexy	NIGEND : 339 431	NLS : 8 136 196
<b>Tesson</b> Pierre	NIGEND : 322 472	NLS : 8 113 739

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

**Décision n° 26404 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne**

NOR : INTJ1912509S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 665 du 8 janvier 2019 (NOR : INTJ1900455S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Pegeaud</b> Fabrice	NIGEND : 167 886	NLS : 8 023 676
<b>Boutillon</b> Franck	NIGEND : 164 688	NLS : 8 021 113

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Bouvier</b> Laurent	NIGEND : 148 851	NLS : 8 006 842
<b>Quistinit</b> Erek	NIGEND : 172 478	NLS : 8 026 390
<b>Delugré</b> Sylvain	NIGEND : 175 176	NLS : 8 032 181
<b>Clermontel</b> Pascal	NIGEND : 162 612	NLS : 8 019 518

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Joudioux</b> Ludovic	NIGEND : 173 321	NLS : 8 027 650
<b>Thomin</b> Bernard	NIGEND : 137 250	NLS : 5 323 180
<b>Urien</b> Cédric	NIGEND : 186 525	NLS : 8 041 095
<b>Marc</b> Hubert	NIGEND : 140 248	NLS : 5 296 240
<b>Le Nicol</b> Denis	NIGEND : 138 022	NLS : 5 322 161
<b>Cornilleau</b> Franck	NIGEND : 161 258	NLS : 8 018 319
<b>Gauthier</b> François-Xavier	NIGEND : 211 474	NLS : 8 066 619
<b>Guéguen</b> Philippe	NIGEND : 162 217	NLS : 8 019 146
<b>Bremond</b> Frédéric	NIGEND : 175 434	NLS : 8 028 409
<b>Le Guillou</b> Nicolas	NIGEND : 182 549	NLS : 8 030 992
<b>Barbot</b> Nolwenn	NIGEND : 239 873	NLS : 8 087 644

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Méllaré</b> Jean-Michel	NIGEND : 217 980	NLS : 8 064 809
<b>Tréhudic</b> Claude	NIGEND : 326 565	NLS : 8 115 354

<b>Mesnil</b> Cristelle	NIGEND : 301 201	NLS : 8 090 209
<b>Beauchard</b> Amandine	NIGEND : 248 170	NLS : 8 089 492
<b>Bremaud</b> Mathieu	NIGEND : 303 392	NLS : 8 090 878
<b>L'Hénoiret</b> Alexandre	NIGEND : 322 508	NLS : 8 113 699
<b>Michel</b> Alexandre	NIGEND : 208 601	NLS : 8 062 781
<b>Cadet</b> Stéphane	NIGEND : 171 515	NLS : 8 026 264
<b>Guerry</b> Julien	NIGEND : 205 276	NLS : 8 055 207

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

## Décision n° 32443 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

NOR : INTJ1912522S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S);

Vu la décision n° 64538 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835767S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Bertrand</b> Stéphane	NIGEND : 151 606	NLS : 5 307 505
<b>Gallina</b> Hervé	NIGEND : 147 338	NLS : 8 005 829

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Guillossou</b> Matthieu	NIGEND : 235 136	NLS : 8 080 421
<b>Husson</b> Dany	NIGEND : 152 227	NLS : 8 010 256
<b>Ansel</b> Arnaud	NIGEND : 163 939	NLS : 8 020 500
<b>Broche</b> Frédéric	NIGEND : 167 514	NLS : 8 023 321
<b>Pagès</b> Cédric	NIGEND : 228 383	NLS : 8 084 641

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Deniel</b> Cédric	NIGEND : 203 321	NLS : 8 054 924
<b>Pailhous</b> Nicolas	NIGEND : 239 937	NLS : 8 087 556
<b>Rance</b> Frédéric	NIGEND : 173 350	NLS : 8 027 682
<b>Ona</b> Cédric	NIGEND : 234 614	NLS : 8 086 687
<b>Heraud</b> Thierry	NIGEND : 142 442	NLS : 8 001 725
<b>Testanière</b> Gérard	NIGEND : 140 290	NLS : 5 296 199
<b>Desgranges</b> Éric	NIGEND : 128 883	NLS : 5 280 413
<b>Bily</b> Bruno	NIGEND : 138 515	NLS : 5 324 910
<b>Cazorla</b> Diego	NIGEND : 148 050	NLS : 8 008 719
<b>Kleine</b> Francis	NIGEND : 113 752	NLS : 5 189 563
<b>Coquibus</b> Ivan	NIGEND : 136 741	NLS : 5 324 328
<b>Bernabé</b> Jean-Luc	NIGEND : 117 838	NLS : 5 221 407
<b>Ducourneau</b> Éric	NIGEND : 164 710	NLS : 8 021 134
<b>Bellec</b> Olivier	NIGEND : 141 574	NLS : 8 001 404



<b>Fransoret Tanguy</b>	NIGEND : 195 491	NLS : 8 048 014
<b>Volante Sylvain</b>	NIGEND : 168 614	NLS : 8 024 398
<b>Chane-To Bruno</b>	NIGEND : 226 310	NLS : 8 084 313

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Charles Anthony</b>	NIGEND : 309 031	NLS : 8 106 194
<b>Belliard Stéphanie</b>	NIGEND : 362 041	NLS : 8 144 345
<b>Gaurieau Vivien</b>	NIGEND : 311 656	NLS : 8 107 699
<b>Bisquert Nicolas</b>	NIGEND : 223 488	NLS : 8 073 450
<b>Sauté Benoît</b>	NIGEND : 340 222	NLS : 8 116 792
<b>Vivaldi Romain</b>	NIGEND : 306 149	NLS : 8 091 129
<b>Darnis Sylvain</b>	NIGEND : 205 294	NLS : 8 055 190
<b>Rebai Anis</b>	NIGEND : 248 841	NLS : 8 089 741
<b>Ben Djillali Leila</b>	NIGEND : 315 664	NLS : 8 110 462
<b>Etavard Kévin</b>	NIGEND : 315 284	NLS : 8 110 295
<b>Moulin Maxime</b>	NIGEND : 326 829	NLS : 8 057 403
<b>Mainfroi Luderce</b>	NIGEND : 248 284	NLS : 8 089 454
<b>Pop Jonathan</b>	NIGEND : 361 660	NLS : 8 144 458
<b>Queval François</b>	NIGEND : 343 498	NLS : 8 138 137
<b>Gomez Arnaud</b>	NIGEND : 311 434	NLS : 8 092 289
<b>Kerleguer Yoann</b>	NIGEND : 338 694	NLS : 8 135 070
<b>Duez Nicolas</b>	NIGEND : 219 677	NLS : 8 072 161

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et la gendarmerie pour la zone défense et de sécurité Sud,*  
**M. LÉVÊQUE**

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et de gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

## Décision n° 32445 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud

NOR : INTJ1912525S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64550 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835771S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Baillet</b> Christophe	NIGEND : 125 563	NLS : 5 244 401
<b>Garcia</b> Daniel	NIGEND : 161 012	NLS : 8 017 841

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Lorre</b> Yannick	NIGEND : 153 002	NLS : 8 010 876
<b>Leboeuf</b> Cédric	NIGEND : 159 500	NLS : 8 016 753
<b>Wayolle</b> Bruno	NIGEND : 165 486	NLS : 8 022 097

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Richard</b> Christian	NIGEND : 174 278	NLS : 8 027 986
<b>Perrin</b> Christophe	NIGEND : 211 088	NLS : 8 066 221
<b>Noblet</b> Gaël	NIGEND : 214 296	NLS : 8 064 018
<b>Laynat</b> Philippe	NIGEND : 229 239	NLS : 8 084 771
<b>Tichoux</b> Grégory	NIGEND : 243 545	NLS : 8 096 386
<b>Bernier</b> Frédéric	NIGEND : 116 752	NLS : 5 218 105
<b>Taupenas</b> Denis	NIGEND : 133 409	NLS : 5 295 893
<b>Galliot</b> Mathieu	NIGEND : 183 266	NLS : 8 033 935
<b>Estienne</b> Michaël	NIGEND : 230 497	NLS : 8 085 117

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Letord</b> Mickaël	NIGEND : 361 697	NLS : 6 724 313
<b>Sablé</b> Jérémy	NIGEND : 209 050	NLS : 8 050 899
<b>Roux</b> Guillaume	NIGEND : 313 374	NLS : 8 108 985
<b>Verlinden</b> Gautier	NIGEND : 339 137	NLS : 8 108 203

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*  
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'air

**Décision n° 4035 du 4 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie de l'air**

NOR : INTJ1912559S

Le commandant de la gendarmerie de l'air,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 7719 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828670S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Borg Stéphane</b>	NIGEND : 146 323	NLS : 8005012
----------------------	------------------	---------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Mayeur José</b>	NIGEND : 122 978	NLS : 5244682
--------------------	------------------	---------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Naveau Romuald</b>	NIGEND : 210 509	NLS : 8063130
<b>Chdiyyak Fouade</b>	NIGEND : 202 433	NLS : 8054455
<b>Lemor Gwenaël</b>	NIGEND : 182 032	NLS : 8037933

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Declerck Stéphane</b>	NIGEND : 144 405	NLS : 8003537
<b>Cauquil Frédéric</b>	NIGEND : 160 988	NLS : 8017822
<b>Courrèges Stéphane</b>	NIGEND : 151 246	NLS : 8009326

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 juillet 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance  
la gendarmerie de l'air,*  
F. MADELÉNAT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**Décision n° 10860 du 4 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1912520S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21627 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828633S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Lafaye Emmanuel</b>	NIGEND : 144 179	NLS : 8 002 865
<b>Ridde Jérôme</b>	NIGEND : 162 007	NLS : 8 018 973

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Merlin Gwenaël</b>	NIGEND : 190 581	NLS : 8 038 974
<b>Arnal Thierry</b>	NIGEND : 145 021	NLS : 8 003 701
<b>Evesque Alain</b>	NIGEND : 143 982	NLS : 8 002 830

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Godet Hélène</b>	NIGEND : 246 709	NLS : 8 098 863
<b>Tueboeuf-Casals Guillaume</b>	NIGEND : 305 925	NLS : 8 091 058
<b>Blanc Olivier</b>	NIGEND : 183 348	NLS : 8 034 003
<b>Carrier Fabrice</b>	NIGEND : 166 733	NLS : 8 022 917
<b>Vallaude Cédric</b>	NIGEND : 193 694	NLS : 8 047 603
<b>Rebout Mickaël</b>	NIGEND : 204 178	NLS : 8 055 121
<b>Daubercies Damien</b>	NIGEND : 213 166	NLS : 8 067 862
<b>Chassagne Cédric</b>	NIGEND : 178 942	NLS : 8 036 472
<b>Roques Sébastien</b>	NIGEND : 151 706	NLS : 8 009 580

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Poujat Jérôme</b>	NIGEND : 243 281	NLS : 8 096 159
<b>Belaman Christian</b>	NIGEND : 171 492	NLS : 8 026 206
<b>Dufour Jacques</b>	NIGEND : 247 514	NLS : 8 099 049
<b>Marchandise Yannick</b>	NIGEND : 339 859	NLS : 8 109 181
<b>Batteux Florand</b>	NIGEND : 245 139	NLS : 8 097 541
<b>Guenec William</b>	NIGEND : 314 449	NLS : 8 109 888
<b>Thimonier Mickaël</b>	NIGEND : 326 074	NLS : 8 115 008

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 juillet 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*  
P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Centre-Val de Loire**Décision n° 16289 du 4 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1912511S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Pages</b> Laurent	NIGEND : 153 369	NLS : 8 011 273
<b>Meyer</b> Thierry	NIGEND : 138 573	NLS : 5 324 973
<b>Servoz</b> Lionel	NIGEND : 157 612	NLS : 8 015 089

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Groetz</b> Christophe	NIGEND : 162 083	NLS : 8 019 053
<b>Gimenez</b> Jean-François	NIGEND : 202 010	NLS : 8 044 207
<b>Malherbe</b> Arnaud	NIGEND : 162 404	NLS : 8 019 367
<b>Bourgeois</b> Christophe	NIGEND : 141 582	NLS : 8 001 308
<b>Soudeille</b> François	NIGEND : 153 998	NLS : 8 011 784
<b>Bocahut</b> Christophe	NIGEND : 151 333	NLS : 8 009 412
<b>Thorel</b> André	NIGEND : 189 282	NLS : 8 039 098

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Vidal</b> Sébastien	NIGEND : 307 875	NLS : 6 599 899
<b>Girard</b> Audrey	NIGEND : 213 068	NLS : 8 067 560
<b>Fontaine</b> Olivia	NIGEND : 316 463	NLS : 8 092 562
<b>Planty</b> Camille	NIGEND : 234 158	NLS : 8 086 402
<b>Boury</b> Emilie	NIGEND : 235 708	NLS : 8 080 927
<b>Vauthier</b> Alban	NIGEND : 301 364	NLS : 8 090 226
<b>Clément</b> Sylvain	NIGEND : 197 091	NLS : 8 048 492
<b>Anjubault</b> Kelly	NIGEND : 231 000	NLS : 8 078 365
<b>Le Boulter-Balazek</b> Stéphane	NIGEND : 236 081	NLS : 8 086 734
<b>Escalona</b> Olivier	NIGEND : 175 893	NLS : 8 034 948
<b>Genin</b> Loïc	NIGEND : 212 087	NLS : 8 066 858
<b>Schreiber</b> Frédéric	NIGEND : 242 256	NLS : 8 095 56

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Chagnaud</b> Julien	NIGEND : 247 604	NLS : 8 099 338
<b>Caumon</b> Jean	NIGEND : 301 504	NLS : 8 090 242
<b>Rees</b> Georgina	NIGEND : 361 816	NLS : 8 144 705
<b>Rouault</b> François	NIGEND : 331 199	NLS : 8 119 103
<b>Collin</b> Jérôme	NIGEND : 310 651	NLS : 8 107 858
<b>Dantan</b> Charlene	NIGEND : 351 808	NLS : 8 117 448
<b>Laine</b> Kevin	NIGEND : 302 666	NLS : 8 102 044
<b>Bertin</b> Jennifer	NIGEND : 327 341	NLS : 8 115 761
<b>Monnier</b> Kevin	NIGEND : 308 488	NLS : 8 105 915
<b>Rahmi</b> Ahmed	NIGEND : 356 785	NLS : 6 636 477
<b>Nauze</b> Oceane	NIGEND : 339 065	NLS : 8 135 999
<b>Alecci</b> Eva	NIGEND : 339 620	NLS : 8 136 266
<b>Orinel</b> Florian	NIGEND : 328 167	NLS : 8 116 055
<b>Gouin</b> Christophe	NIGEND : 223 655	NLS : 8 073 570

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 juillet 2019.

*Le général, commandant la région  
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Loiret,*  
P. SÉGURA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 47730 du 4 juillet 2019 portant attribution de l'échelon exceptionnel  
aux majors du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1918699S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (*JO* n° 216 du 16-09-2008 - Texte 35);

Vu le décret n° 2009-21 du 7 janvier 2009 modifié fixant les indices de solde applicables à certains militaires non officiers (*JO* n° 7 du 9-1-2009, texte n° 14);

Vu l'arrêté du 4 août 2010 modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3 du code de la défense (*JO* n° 195 du 24-8-2010, texte n° 6);

Vu la circulaire n° 50430/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 6 juillet 2018 relative à l'attribution de l'échelon exceptionnel aux majors du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019;

Vu le bordereau d'envoi n° 94262/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 17 décembre 2018,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'échelon exceptionnel est attribué au sous-officier du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale dont le nom figure ci-après à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

**Prouveur** Philippe

NIGEND : 203 682

NLS : 6022 719

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 juillet 2019.

*Le général de division,  
directeur du personnel militaire  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

## Décision n° 9468 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime

NOR : INTJ1912558S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17510 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828669S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Laheurte</b> Éric	NIGEND : 144 554	NLS : 8 003 344
<b>Gianaroli</b> Jean-Luc	NIGEND : 140 775	NLS : 8 092 930

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Lévier</b> Stéphane	NIGEND : 136 144	NLS : 5 312 082
<b>Joandel</b> Morgan	NIGEND : 217 844	NLS : 6 639 848
<b>Harel</b> Éric	NIGEND : 156 739	NLS : 8 014 257
<b>Encelot</b> Sylvain	NIGEND : 159 142	NLS : 8 015 412
<b>Loze</b> Didier	NIGEND : 163 188	NLS : 8 019 969

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Métais</b> David	NIGEND : 218 612	NLS : 8 071 368
<b>Verve</b> Christophe	NIGEND : 161 812	NLS : 8 018 797
<b>Bernhard</b> Cédric	NIGEND : 172 114	NLS : 8 027 204
<b>Lamour</b> Luc	NIGEND : 193 476	NLS : 8 045 499
<b>Lacombe</b> Arnaud	NIGEND : 167 856	NLS : 8 023 649

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Delambre</b> Gaël	NIGEND : 247 985	NLS : 8 089 306
<b>Marcouyoux-Maupas</b> Blandine	NIGEND : 234 854	NLS : 8 080 329
<b>Vivier</b> Yannick	NIGEND : 195 624	NLS : 8 048 266
<b>Trocmé</b> Briec	NIGEND : 187 190	NLS : 8 038 387

### Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie maritime,*  
G. GRIMAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est**Décision n° 10862 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1912536S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Jung</b> Alfred	NIGEND : 133 083	NLS : 5 295 029
<b>Nostry</b> Christophe	NIGEND : 150 576	NLS : 8 008 378

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Jumeau</b> Laurence	NIGEND : 184 300	NLS : 8 038 058
<b>Raulet</b> Bruno	NIGEND : 154 887	NLS : 8 012 578
<b>Jochymek</b> Sandrine	NIGEND : 169 295	NLS : 8 024 954

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Nicolas</b> Geoffrey	NIGEND : 240 418	NLS : 8 094 625
<b>Warin</b> Vincent	NIGEND : 191 854	NLS : 8 042 594
<b>Violet</b> Ludovic	NIGEND : 208 626	NLS : 8 062 713
<b>Claudon</b> Evelyne	NIGEND : 311 185	NLS : 8 092 201
<b>Mexé</b> Guillaume	NIGEND : 225 261	NLS : 8 074 355
<b>David</b> Olivier	NIGEND : 203 381	NLS : 8 054 922
<b>Ganster</b> Romuald	NIGEND : 237 820	NLS : 8 086 892
<b>Salinas</b> Alexis	NIGEND : 231 653	NLS : 8 078 684

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Zaaboula</b> Florence	NIGEND : 312 217	NLS : 8 108 536
<b>Girard</b> Benjamin	NIGEND : 321 235	NLS : 8 112 919
<b>Desse</b> Olivier	NIGEND : 217 349	NLS : 8 064 483
<b>Brozic</b> Florian	NIGEND : 334 319	NLS : 8 057 713
<b>Aubry</b> Thomas	NIGEND : 303 768	NLS : 8 102 565
<b>Carayol</b> Rémy	NIGEND : 334 322	NLS : 8 057 715

**Moranda** Bénédicte

NIGEND : 355 325

NLS : 8 142 770

**Hervé** Joseph

NIGEND : 324 816

NLS : 8 117 740

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Marne,*

**R. DE LORGERIL**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine**Décision n° 12324 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1912507S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24253 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828611S);

Vu la décision n° 21627 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828633S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Charles Éric</b>	NIGEND : 147 698	NLS : 8 008 529
<b>Gorenszach Carina</b>	NIGEND : 141 112	NLS : 8 001 150

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Rataud Laurent</b>	NIGEND : 176 180	NLS : 6 536 141
<b>Merle Freddy</b>	NIGEND : 181 423	NLS : 8 030 166

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Poncet Aurélien</b>	NIGEND : 228 391	NLS : 8 084 648
<b>Hérin Noémie</b>	NIGEND : 242 583	NLS : 8 088 459
<b>Maître Jean-Marc</b>	NIGEND : 139 523	NLS : 5 323 546
<b>Guyon Cécile</b>	NIGEND : 157 293	NLS : 8 014 835
<b>Coutantin Christophe</b>	NIGEND : 233 078	NLS : 8 086 073
<b>Mignonneau Laurent</b>	NIGEND : 117 066	NLS : 5 225 350

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Bailly Guillaume</b>	NIGEND : 247 273	NLS : 8 089 186
<b>Bignon Coralie</b>	NIGEND : 196 525	NLS : 8 053 342
<b>Kalenzaga Stève</b>	NIGEND : 229 280	NLS : 8 084 769
<b>Huet Mélanie</b>	NIGEND : 301 252	NLS : 8 090 063
<b>Laskowski Grégory</b>	NIGEND : 238 585	NLS : 8 087 056
<b>Barré Kévin</b>	NIGEND : 241 619	NLS : 8 088 155
<b>Porche Maryline</b>	NIGEND : 307 539	NLS : 8 091 476

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le colonel, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Vienne,*  
Y. DUMÉZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 13449 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1912538S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24983 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828650S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Lefort Bruno</b>	NIGEND : 138 152	NLS : 5 281 939
<b>Volpoët Pierre-Henri</b>	NIGEND : 192 384	NLS : 8 040 498

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Noiret Jérôme</b>	NIGEND : 191 430	NLS : 8 043 705
<b>Fontès Thierry</b>	NIGEND : 179 314	NLS : 8 029 544
<b>Collot Serge</b>	NIGEND : 199 973	NLS : 8 048 602
<b>Radel Patrice</b>	NIGEND : 173 803	NLS : 8 033 399

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Suberville Olivier</b>	NIGEND : 161 185	NLS : 8 018 194
<b>Pontailier Erika</b>	NIGEND : 242 015	NLS : 8 088 276
<b>Delbecque Anthony</b>	NIGEND : 248 463	NLS : 8 089 576
<b>Soret Alexandre</b>	NIGEND : 238 461	NLS : 8 087 131
<b>Deslie Nicolas</b>	NIGEND : 247 211	NLS : 8 089 258
<b>Tramson Marie</b>	NIGEND : 203 514	NLS : 8 059 085
<b>Plantin Mickaël</b>	NIGEND : 229 266	NLS : 8 084 781
<b>Lamberti Richard</b>	NIGEND : 161 138	NLS : 8 018 252
<b>Millière Laurent</b>	NIGEND : 188 227	NLS : 8 038 668

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Germain Michaël</b>	NIGEND : 319 023	NLS : 8 092 731
<b>Colas Laurène</b>	NIGEND : 348 760	NLS : 8 146 225
<b>Bertrand Amélie</b>	NIGEND : 350 114	NLS : 8 140 553
<b>Ghislain Tiphaine</b>	NIGEND : 320 875	NLS : 8 112 694

<b>Chevalier</b> Valériane	NIGEND : 333 764	NLS : 8 133 410
<b>Chabaud</b> Romain	NIGEND : 246 474	NLS : 8 098 723
<b>Willinger</b> Estelle	NIGEND : 360 791	NLS : 8 144 114
<b>Jacques</b> Marine	NIGEND : 361 615	NLS : 8 144 434
<b>Immarigeon</b> Etienne	NIGEND : 354 409	NLS : 8 143 704

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le général de division, commandant la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*  
T. CAILLOZ



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 19832 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1912529S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55985 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828643S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Peyrottes</b> Christian	NIGEND : 129 350	NLS : 5 283 773
<b>Patin</b> Laurent	NIGEND : 141 417	NLS : 5 272 084

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Bergart</b> Céline	NIGEND : 208 616	NLS : 8 062 526
<b>Leproux</b> Xavier	NIGEND : 177 922	NLS : 8 029 368
<b>Pradal</b> Jean-Luc	NIGEND : 140 270	NLS : 5 296 150
<b>Alquier</b> Patrick	NIGEND : 146 978	NLS : 8 005 101
<b>Ducrocq</b> Chantal	NIGEND : 129 003	NLS : 5 283 648
<b>Abrie</b> Stéphane	NIGEND : 164 807	NLS : 8 021 400

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Vermeersch</b> Nicolas	NIGEND : 303 167	NLS : 8 090 604
<b>Mandret</b> Yann	NIGEND : 186 141	NLS : 8 086 332
<b>Delpas</b> Cédric	NIGEND : 229 230	NLS : 8 084 761
<b>Chauvey</b> Delphine	NIGEND : 232 028	NLS : 8 085 659
<b>Goutille</b> Nadège	NIGEND : 301 419	NLS : 8 090 262
<b>Méric</b> Nathalie	NIGEND : 173 895	NLS : 8 027 765
<b>Létard</b> Nicolas	NIGEND : 233 393	NLS : 8 085 973
<b>Zanetti</b> Frédéric	NIGEND : 156 393	NLS : 8 014 099
<b>Mounic</b> Thierry	NIGEND : 159 992	NLS : 8 017 079
<b>Blanchet</b> Laure	NIGEND : 195 103	NLS : 8 047 726
<b>Porlier</b> Alexandre	NIGEND : 304 955	NLS : 8 091 009
<b>Guiraud</b> Jean-Pascal	NIGEND : 163 513	NLS : 8 020 234
<b>Bordessoulles</b> David	NIGEND : 183 873	NLS : 8 043 129
<b>Lala</b> Éric	NIGEND : 124 585	NLS : 5 244 248

<b>Fargeau Jean-François</b>	NIGEND : 158 400	NLS : 8 015 649
<b>Azzopardi Patrick</b>	NIGEND : 158 366	NLS : 8 015 618

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Blanc Barbara</b>	NIGEND : 327 990	NLS : 8 116 367
<b>Pierrard Walfroy</b>	NIGEND : 202 917	NLS : 8 058 365
<b>Souverain Patrice</b>	NIGEND : 160 273	NLS : 8 017 293
<b>Bica Hubert</b>	NIGEND : 193 086	NLS : 8 047 326
<b>Cholley Stéphane</b>	NIGEND : 220 172	NLS : 8 065 200
<b>Roland Sébastien</b>	NIGEND : 172 485	NLS : 8 027 193
<b>Gaye Gabriel</b>	NIGEND : 166 343	NLS : 8 022 541
<b>Marbeau Patrice</b>	NIGEND : 168 216	NLS : 8 023 855
<b>Lopez Lionel</b>	NIGEND : 170 123	NLS : 8 025 353
<b>Guy Stéphane</b>	NIGEND : 158 414	NLS : 8 015 666
<b>Pelofy Ludovic</b>	NIGEND : 165 599	NLS : 8 022 180
<b>Counil Sébastien</b>	NIGEND : 181 797	NLS : 8 036 813
<b>Géhin Hervé</b>	NIGEND : 172 040	NLS : 8 027 339

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*  
**B. CLOUZOT**

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 29672 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques**

NOR : INTJ1912505S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55972 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828609S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Schneider</b> Olivier	NIGEND : 142 253	NLS : 8 001 695
<b>Espinosa</b> Denis	NIGEND : 158 546	NLS : 8 015 826

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Péresse</b> Éric	NIGEND : 164 641	NLS : 8 021 370
<b>Vindiolet</b> Jean-Philippe	NIGEND : 124 435	NLS : 5 270 593
<b>Lacoste</b> Philippe	NIGEND : 147 602	NLS : 8 005 760
<b>Pautet</b> Willy	NIGEND : 190 850	NLS : 8 039 785
<b>Chaudet</b> Stéphane	NIGEND : 165 541	NLS : 8 022 123
<b>Gravot</b> Samuel	NIGEND : 187 189	NLS : 8 038 333

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Dumonteil</b> Thierry	NIGEND : 128 165	NLS : 5 271 127
<b>Relange</b> Pascal	NIGEND : 132 453	NLS : 5 295 578
<b>Badets</b> Franck	NIGEND : 132 518	NLS : 5 294 604
<b>Morello</b> Laurent	NIGEND : 122 677	NLS : 5 220 265
<b>Tock</b> Loïc	NIGEND : 231 665	NLS : 8 078 695
<b>Cavaillon</b> Alexandre	NIGEND : 160 048	NLS : 8 017 121
<b>Da Lio</b> Patrice	NIGEND : 155 164	NLS : 8 012 922
<b>Amiaud</b> Vanessa	NIGEND : 169 492	NLS : 8 025 101
<b>Vandenhoute</b> Éric	NIGEND : 225 704	NLS : 8 084 170
<b>Delbecque</b> Jefferson	NIGEND : 198 179	NLS : 8 055 460
<b>Prévôt</b> Jonathan	NIGEND : 242 602	NLS : 8 088 477
<b>Garlopeau</b> Géraldine	NIGEND : 149 893	NLS : 8 007 840

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Legros Benjamin</b>	NIGEND : 202 946	NLS : 8 058 339
<b>Martin Johan</b>	NIGEND : 301 455	NLS : 8 090 273
<b>Solaberrieta Marie</b>	NIGEND : 349 516	NLS : 8 144 106
<b>Clariond Dimitri</b>	NIGEND : 327 360	NLS : 8 115 780
<b>Tubiana Hervé</b>	NIGEND : 172 643	NLS : 8 033 031
<b>Albino Stéphane</b>	NIGEND : 187 948	NLS : 8 038 500
<b>Mille Frédéric</b>	NIGEND : 189 947	NLS : 8 044 879
<b>Vinatier Mathieu</b>	NIGEND : 180 841	NLS : 8 029 893
<b>Morisset Angélique</b>	NIGEND : 217 119	NLS : 8 070 654
<b>Sintes Serge</b>	NIGEND : 165 123	NLS : 8 021 786
<b>Perlot Yann</b>	NIGEND : 180 248	NLS : 8 041 803
<b>Maress Isabelle</b>	NIGEND : 193 845	NLS : 8 047 670
<b>Pilia Serge</b>	NIGEND : 152 722	NLS : 8 010 670

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone défense et de sécurité*  
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 29673 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

NOR : INTJ1912506S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55971 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828610S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Fourni</b> Damien	NIGEND : 142428	NLS : 8001718
----------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Bouhier</b> Nicolas	NIGEND : 185850	NLS : 8034111
<b>Cangini</b> Didier	NIGEND : 141074	NLS : 8001123

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Ledent</b> Pierre-Emmanuel	NIGEND : 243129	NLS : 8088570
<b>Landreau</b> Ludovic	NIGEND : 160340	NLS : 8017350
<b>Auger</b> Johann	NIGEND : 195888	NLS : 8056584
<b>Brayelle</b> Fabrice	NIGEND : 146066	NLS : 8004622

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Guisset</b> Fabien	NIGEND : 318835	NLS : 8092631
<b>Auger</b> Aymeric	NIGEND : 318460	NLS : 8111560
<b>Guengant</b> Jean-Yves	NIGEND : 334297	NLS : 8057753
<b>Olivier</b> Jean-Christophe	NIGEND : 314538	NLS : 8109922
<b>Chéry</b> Lionel	NIGEND : 242131	NLS : 8095491

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles  
de la gendarmerie nationale**Décision n° 37248 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1912547S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55972 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828609S);

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Secardin</b> Jean-Pierre	NIGEND : 153 033	NLS : 8010 895
-----------------------------	------------------	----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Le Gaffric</b> Jacques	NIGEND : 158 848	NLS : 8015 969
<b>Petit</b> Laurent	NIGEND : 153 371	NLS : 8011 274
<b>Rounord</b> Rudy	NIGEND : 168 143	NLS : 8023 984
<b>Vénier</b> Laurent	NIGEND : 150 599	NLS : 8008 394

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Sablon</b> Eric	NIGEND : 233 291	NLS : 8086 055
<b>Lucas</b> Nadia	NIGEND : 226 652	NLS : 8084 566
<b>Bazire</b> Jennifer	NIGEND : 197 607	NLS : 8055 806
<b>Bourseau</b> Florent	NIGEND : 305 281	NLS : 8090 978
<b>Courtin</b> Romain	NIGEND : 300 430	NLS : 8100 548
<b>Lebois</b> Olivier	NIGEND : 198 340	NLS : 8055 484
<b>Chambard</b> Aurore	NIGEND : 214 011	NLS : 8063 909

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Eberhardt</b> Fabrice	NIGEND : 160 434	NLS : 8017 432
<b>Boussier</b> Sébastien	NIGEND : 159 608	NLS : 8016 817
<b>Klein</b> Régis	NIGEND : 161 514	NLS : 8018 550

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,*  
*commandant les écoles de la gendarmerie nationale,*  
T. MORTEROL

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

# **Décision n° 41366 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie**

NOR : INTJ1912517S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83673 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828622S);

Vu la décision n° 54408 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828657S),

Décide:

## Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Cellier Philippe</b>	NIGEND : 139 718	NLS : 5 296 025
<b>Berto Myrienne</b>	NIGEND : 153 880	NLS : 8 016 605
<b>Tupinier Sarah</b>	NIGEND : 178 797	NLS : 8 029 491
<b>Délon Jean-Christophe</b>	NIGEND : 158 027	NLS : 8 015 231
<b>Jeanne Florence</b>	NIGEND : 157 302	NLS : 8 014 844

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Sola Delphine</b>	NIGEND : 217 134	NLS : 8 070 667
<b>Martinico Bruno</b>	NIGEND : 154 077	NLS : 8 011 860
<b>Mandray Yann</b>	NIGEND : 208 847	NLS : 8 062 696
<b>Terrat Stéphane</b>	NIGEND : 197 326	NLS : 8 048 892
<b>Sotton Yannick</b>	NIGEND : 173 973	NLS : 8 027 483
<b>Duchateau Guillaume</b>	NIGEND : 185 324	NLS : 8 037 234
<b>Brochot Pascal</b>	NIGEND : 142 141	NLS : 8 001 317
<b>Vigneux Véronique</b>	NIGEND : 137 793	NLS : 5 281 797
<b>Molina Danilo</b>	NIGEND : 242 644	NLS : 8 088 407
<b>Andrea Yann</b>	NIGEND : 193 558	NLS : 8 047 190

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Grapeloup Anthony</b>	NIGEND : 221 229	NLS : 8 073 180
<b>Gitton Soizic</b>	NIGEND : 190 670	NLS : 8 039 340
<b>Godart Marc</b>	NIGEND : 143 991	NLS : 8 002 933
<b>Gladin Thierry</b>	NIGEND : 161 746	NLS : 8 018 741
<b>Petre David</b>	NIGEND : 167 128	NLS : 8 023 267

<b>Gest Cédric</b>	NIGEND : 190 899	NLS : 8 039 751
<b>Digout Nicolas</b>	NIGEND : 155 063	NLS : 8 012 435
<b>Pressoir Christophe</b>	NIGEND : 160 114	NLS : 8 017 182
<b>Ayadi Saïd</b>	NIGEND : 241 835	NLS : 8 095 095
<b>Mastin Cédric</b>	NIGEND : 239 778	NLS : 8 087 750
<b>Hermann Magali</b>	NIGEND : 190 790	NLS : 8 043 639
<b>Baurin Anthony</b>	NIGEND : 233 792	NLS : 8 079 536
<b>Khiati Hakim</b>	NIGEND : 210 647	NLS : 8 065 769
<b>Charviat Yannick</b>	NIGEND : 177 620	NLS : 8 056 152
<b>Dubrulle Cédric</b>	NIGEND : 216 578	NLS : 8 064 374
<b>Péraud Régis</b>	NIGEND : 150 677	NLS : 8 008 478
<b>Deville Angélique</b>	NIGEND : 172 778	NLS : 8 039 125
<b>Calmettes Quentin</b>	NIGEND : 228 158	NLS : 8 076 394
<b>Cardona Jean-Yves</b>	NIGEND : 308 914	NLS : 8 091 658
<b>Houlès Mickaël</b>	NIGEND : 218 600	NLS : 8 071 356
<b>Dynak Damien</b>	NIGEND : 192 545	NLS : 8 040 227
<b>Brahimi Farid</b>	NIGEND : 147 187	NLS : 5 300 709

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Ponzio Ségolène</b>	NIGEND : 344 422	NLS : 8 146 310
<b>Grevir Joël</b>	NIGEND : 239 206	NLS : 8 087 295
<b>Laidet Oanellig</b>	NIGEND : 351 940	NLS : 8 117 750
<b>Deveoglu Ozlem</b>	NIGEND : 332 744	NLS : 8 132 839
<b>Brevet Clément</b>	NIGEND : 330 917	NLS : 8 119 130
<b>De Bernardy de Sigoyer Arnaud</b>	NIGEND : 352 789	NLS : 6 728 041
<b>Wagner Jérémie</b>	NIGEND : 186 211	NLS : 8 043 406
<b>Begou Romain</b>	NIGEND : 339 236	NLS : 8 136 034
<b>Faure Coralie</b>	NIGEND : 356 829	NLS : 6 723 294
<b>Etien Jennifer</b>	NIGEND : 339 376	NLS : 8 136 166
<b>Girodon Mélanie</b>	NIGEND : 360 900	NLS : 8 144 157
<b>Allart Thomas</b>	NIGEND : 321 172	NLS : 8 112 866
<b>Tripier Julien</b>	NIGEND : 353 684	NLS : 8 143 684
<b>Romic Sinisa</b>	NIGEND : 225 232	NLS : 8 084 030
<b>Chalmin Mélanie</b>	NIGEND : 301 511	NLS : 8 090 246
<b>Volparo Benoît</b>	NIGEND : 218 575	NLS : 8 071 463
<b>Gaudu Gwénégan</b>	NIGEND : 277 027	NLS : 8 109 745
<b>Jacquet Lucile</b>	NIGEND : 335 383	NLS : 8 134 082
<b>Corouge Fabien</b>	NIGEND : 243 893	NLS : 8 088 823
<b>Champeymond Bastien</b>	NIGEND : 361 553	NLS : 8 144 209
<b>Tretout Kathy</b>	NIGEND : 240 337	NLS : 8 094 460
<b>Antraigue David</b>	NIGEND : 349 075	NLS : 8 117 824
<b>Renard Sébastien</b>	NIGEND : 204 605	NLS : 8 070 427
<b>Flaum Philippe</b>	NIGEND : 319 649	NLS : 8 093 059
<b>Jammes Arnaud</b>	NIGEND : 220 608	NLS : 8 083 507
<b>Le Gourrier Lionel</b>	NIGEND : 305 559	NLS : 8 103 896



Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 41509 du 5 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

NOR : INTJ1912518S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83670 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828631S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Giboulot</b> Laurent	NIGEND : 125 826	NLS : 5 279 944
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Gautier</b> Christophe	NIGEND : 154 170	NLS : 8 011 945
<b>Buffenoir</b> Jérôme	NIGEND : 161 098	NLS : 8 018 215

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Thouvenin</b> Ludovic	NIGEND : 200 634	NLS : 8 046 782
<b>Larquey</b> Alexandre	NIGEND : 238 561	NLS : 8 087 012
<b>Cabel</b> Mathieu	NIGEND : 321 950	NLS : 8 093 228
<b>Rodeschini</b> Vincent	NIGEND : 232 517	NLS : 8 078 981

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Riant</b> Jimmy	NIGEND : 226 697	NLS : 8 075 088
<b>Govaere</b> Benjamin	NIGEND : 314 445	NLS : 8 109 884
<b>Terrettaz</b> Thomas	NIGEND : 301 361	NLS : 8 090 087
<b>Robert</b> Olivier	NIGEND : 317 378	NLS : 8 111 289
<b>Guiard</b> Alexandre	NIGEND : 318 834	NLS : 8 092 632

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Normandie**Décision n° 9729 du 8 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1912514S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18758 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828616S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Fleury Valéry</b>	NIGEND : 146090	NLS : 8004443
----------------------	-----------------	---------------

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Telliez Pascal</b>	NIGEND : 166214	NLS : 8022691
<b>Chivet David</b>	NIGEND : 161474	NLS : 8018518

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Edet Stéphane</b>	NIGEND : 209127	NLS : 8050845
<b>Cordonnier Adrien</b>	NIGEND : 188896	NLS : 8044815
<b>Leprévost François</b>	NIGEND : 126051	NLS : 5280450
<b>Leprovoist Stéphane</b>	NIGEND : 145991	NLS : 5272612
<b>Catherine Aurélien</b>	NIGEND : 210162	NLS : 8065341
<b>Parentaud Ludovic</b>	NIGEND : 214470	NLS : 8064087

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Goëthals Julien</b>	NIGEND : 244643	NLS : 8097237
<b>Havard Léonie</b>	NIGEND : 306117	NLS : 8104479
<b>Villain Nicolas</b>	NIGEND : 308098	NLS : 8105631
<b>Adam Axel</b>	NIGEND : 309200	NLS : 8106715
<b>Pezeron Kévin</b>	NIGEND : 354244	NLS : 8143636
<b>Legrand Damien</b>	NIGEND : 244661	NLS : 8097253
<b>Prudhomme Guillaume</b>	NIGEND : 204499	NLS : 8061004

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 juillet 2019.

*Le colonel, commandant adjoint par suppléance  
de la région de gendarmerie de Normandie,  
commandant par suppléance le groupement  
de gendarmerie départementale du Calvados,*

**B. LOUVET**

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

## Décision n° 23169 du 8 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est

NOR : INTJ1912533S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44466 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828646S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Grabouillat</b> Thierry	NIGEND : 135986	NLS : 5322220
<b>Vié</b> Philippe	NIGEND : 131868	NLS : 5282197

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Rivat</b> Jean-Michel	NIGEND : 127320	NLS : 5279370
<b>Honoré</b> Fabrice	NIGEND : 129622	NLS : 5282558
<b>Voillot</b> Thierry	NIGEND : 174100	NLS : 8027898
<b>Rouzé</b> Jonathan	NIGEND : 188723	NLS : 8038781

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Stordeur</b> Vivian	NIGEND : 194281	NLS : 8047890
<b>Tavernet</b> Romain	NIGEND : 339134	NLS : 8108200
<b>Demauljean</b> Sébastien	NIGEND : 340034	NLS : 8110701
<b>Poirier</b> Nicolas	NIGEND : 248300	NLS : 8089470
<b>Pogam</b> Sylvain	NIGEND : 307508	NLS : 8091475
<b>Achard</b> Benjamin	NIGEND : 241009	NLS : 8087851
<b>Jochum</b> Marc	NIGEND : 161135	NLS : 8018249
<b>Languenou</b> Marc	NIGEND : 311211	NLS : 8092231
<b>Streng</b> Bruno	NIGEND : 125050	NLS : 5244383

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Baum</b> Quentin	NIGEND : 338061	NLS : 8135548
<b>Adolphe</b> Jean-Bernard	NIGEND : 315222	NLS : 6757695
<b>Nicolle</b> Nelson	NIGEND : 360660	NLS : 6730002

<b>Maunier</b> Gaëtan	NIGEND : 325 018	NLS : 8 114 841
<b>Feignat</b> Jérôme	NIGEND : 221 010	NLS : 8 083 646
<b>Wanik</b> François-Xavier	NIGEND : 338 949	NLS : 8 108 119
<b>Mast</b> Gautier	NIGEND : 196 522	NLS : 8 052 882
<b>Rambert</b> Pierre	NIGEND : 326 299	NLS : 8 116 947

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
B. JOCKERS

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

# **Décision n° 23176 du 8 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges**

NOR : INTJ1912532S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44493 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828644S),

Décide:

## Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Soehnlen Vincent</b>	NIGEND : 156 265	NLS : 8 013 788
<b>Touba Pascal</b>	NIGEND : 159 348	NLS : 8 016 483

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Thomas Denis</b>	NIGEND : 171 357	NLS : 8 026 891
<b>Boutringain Karine</b>	NIGEND : 158 376	NLS : 8 015 629
<b>Pelissier David</b>	NIGEND : 152 492	NLS : 8 010 364
<b>Tarquin Nathalie</b>	NIGEND : 141 740	NLS : 8 006 589

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Eberhardt Régis</b>	NIGEND : 172 266	NLS : 8 031 261
<b>Leduc Emmanuel</b>	NIGEND : 165 866	NLS : 8 022 354
<b>Waniowski Jérémy</b>	NIGEND : 271 253	NLS : 8 093 332
<b>Pruzsina Jérémy</b>	NIGEND : 241 269	NLS : 8 088 116
<b>Hisler Benjamin</b>	NIGEND : 239 952	NLS : 8 087 676
<b>Argain Echaïde Sylvain</b>	NIGEND : 213 021	NLS : 8 067 512
<b>Masson Gil</b>	NIGEND : 178 139	NLS : 8 029 268
<b>Batog Stéphanie</b>	NIGEND : 300 852	NLS : 8 090 029
<b>Prud'homme Thomas</b>	NIGEND : 307 601	NLS : 8 091 478
<b>Meyer Claudia</b>	NIGEND : 205 361	NLS : 8 055 225
<b>Pierrat-Labolle Yanick</b>	NIGEND : 154 316	NLS : 8 012 163
<b>Laurent Benjamin</b>	NIGEND : 224 659	NLS : 8 074 111

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

<b>Delbarre Yann</b>	NIGEND : 340 107	NLS : 8 110 699
<b>Rousseau Aurélien</b>	NIGEND : 303 060	NLS : 8 090 590
<b>Morel-Jean Matthieu</b>	NIGEND : 225 653	NLS : 8 084 223

<b>Langlois</b> Violette	NIGEND : 317 387	NLS : 8 111 252
<b>Jaskula</b> Florian	NIGEND : 334 639	NLS : 8 133 872
<b>Hector</b> Régis	NIGEND : 167 652	NLS : 8 023 537
<b>Dumont</b> Emilie	NIGEND : 232 235	NLS : 8 085 451
<b>Goumard</b> Michael	NIGEND : 228 369	NLS : 8 084 629
<b>Muller</b> Michael	NIGEND : 307 883	NLS : 6 661 783
<b>Lenfant</b> Jérôme	NIGEND : 208 069	NLS : 8 061 939
<b>Mangasser</b> Julien	NIGEND : 337 298	NLS : 8 134 971
<b>Mager</b> Cédric	NIGEND : 352 294	NLS : 6 737 920
<b>Dordain</b> Yoann	NIGEND : 351 422	NLS : 6 741 045
<b>Marchal</b> Jonathan	NIGEND : 341 955	NLS : 8 116 937

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
**B. JOCKERS**



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

## Décision n° 30670 du 8 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris

NOR : INTJ1912495S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Levol Yanick</b>	NIGEND : 133 994	NLS : 5 310 856
---------------------	------------------	-----------------

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Kling Pierre</b>	NIGEND : 133 485	NLS : 5 311 258
---------------------	------------------	-----------------

<b>Delille Philippe</b>	NIGEND : 161 733	NLS : 8 018 731
-------------------------	------------------	-----------------

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Carré Jean-Jacques</b>	NIGEND : 135 408	NLS : 5 322 916
---------------------------	------------------	-----------------

<b>Guilbaud Olivier</b>	NIGEND : 145 678	NLS : 8 004 032
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Leroy Patrice</b>	NIGEND : 138 073	NLS : 5 281 662
----------------------	------------------	-----------------

<b>Fayard Jean-François</b>	NIGEND : 331 024	NLS : 8 119 151
-----------------------------	------------------	-----------------

<b>Pauly David</b>	NIGEND : 238 860	NLS : 8 083 209
--------------------	------------------	-----------------

<b>Ivrise Marc</b>	NIGEND : 338 083	NLS : 8 106 418
--------------------	------------------	-----------------

<b>Rzepczyk Marian</b>	NIGEND : 167 895	NLS : 8 023 686
------------------------	------------------	-----------------

<b>Dehaut Mathieu</b>	NIGEND : 177 768	NLS : 8 033 235
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Collier Patrick</b>	NIGEND : 140 831	NLS : 8 001 020
------------------------	------------------	-----------------

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Coffre Vincent</b>	NIGEND : 326 471	NLS : 8 115 281
-----------------------	------------------	-----------------

<b>El Khelili Djamel</b>	NIGEND : 236 282	NLS : 8 081 385
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Bierman Aymeric</b>	NIGEND : 329 289	NLS : 8 057 472
------------------------	------------------	-----------------

<b>Montigny Matthieu</b>	NIGEND : 235 380	NLS : 8 080 669
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Lopez Bruno</b>	NIGEND : 307 219	NLS : 8 091 295
--------------------	------------------	-----------------

<b>Elebaut François</b>	NIGEND : 264 110	NLS : 8 110 789
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Linas Florent</b>	NIGEND : 341 239	NLS : 8 110 814
----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
É.-P. MOLOWA

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

## Décision n° 30671 du 8 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France

NOR : INTJ1912493S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Guillom</b> Éric	NIGEND : 149 538	NLS : 8 007 355
<b>Famechon</b> Éric	NIGEND : 135 673	NLS : 5 323 848

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Fauvel</b> Laurent	NIGEND : 154 740	NLS : 8 012 328
<b>Bissonnier</b> Bruno	NIGEND : 165 017	NLS : 8 021 703
<b>Rudat</b> Stéphane	NIGEND : 116 964	NLS : 5 218 239
<b>Chouquet</b> Christian	NIGEND : 192 958	NLS : 8 047 248
<b>Dégremont</b> Benjamin	NIGEND : 229 498	NLS : 8 077 202
<b>Simonet</b> Rudy	NIGEND : 180 080	NLS : 8 029 777
<b>Noël</b> Aurélie	NIGEND : 200 054	NLS : 8 053 478

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Longo</b> Sandrine	NIGEND : 183 114	NLS : 8 033 855
<b>Tirbois</b> Miguel	NIGEND : 198 819	NLS : 8 053 779
<b>Bes</b> Pascal	NIGEND : 183 003	NLS : 8 037 329
<b>Payet</b> Marie	NIGEND : 242 234	NLS : 8 095 549
<b>Da Costa</b> Patricia	NIGEND : 239 163	NLS : 8 087 339
<b>Williaume</b> Yannick	NIGEND : 195 669	NLS : 8 048 267
<b>Malcuit</b> Jérôme	NIGEND : 227 430	NLS : 8 075 786
<b>Kassab</b> Marwan	NIGEND : 233 968	NLS : 8 079 699
<b>Marceaux</b> Joachim	NIGEND : 159 311	NLS : 8 016 449
<b>Glacet</b> Jérôme	NIGEND : 191 251	NLS : 8 039 934
<b>Londeix</b> Judith	NIGEND : 244 081	NLS : 8 096 574
<b>Cialone</b> Fabio	NIGEND : 301 525	NLS : 8 090 247

<b>Stupnicki</b> Christophe	NIGEND : 181 316	NLS : 8 030 279
<b>Védrine</b> Ludivine	NIGEND : 235 413	NLS : 8 080 701
<b>Yanwoah</b> Kete-Kevin	NIGEND : 201 380	NLS : 8 054 230

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Chay</b> Morgane	NIGEND : 306 576	NLS : 8 104 840
<b>Silbande</b> Lionel	NIGEND : 307 412	NLS : 8 105 028
<b>Leberre</b> Quentin	NIGEND : 352 494	NLS : 8 143 266
<b>Ohanessian</b> Emmanuel	NIGEND : 362 469	NLS : 8 144 687
<b>Trouvé-Martini</b> Jérémy	NIGEND : 344 209	NLS : 8 138 715
<b>Bray</b> Guillaume	NIGEND : 235 233	NLS : 8 086 431
<b>Serra</b> Rémi	NIGEND : 354 079	NLS : 8 146 356
<b>Cheikh</b> Mohamed	NIGEND : 357 337	NLS : 8 143 355
<b>Collet</b> Marjorie	NIGEND : 336 836	NLS : 8 134 703
<b>Blestel</b> François	NIGEND : 304 457	NLS : 8 102 903
<b>Alexandre-Grant</b> Daniel	NIGEND : 311 094	NLS : 8 092 048
<b>Petit</b> Émilie	NIGEND : 226 392	NLS : 8 084 398
<b>Trevissoi</b> Julie	NIGEND : 318 710	NLS : 8 111 452
<b>Roussel</b> Aurélien	NIGEND : 362 232	NLS : 8 144 397
<b>Koper</b> Alexandre	NIGEND : 316 735	NLS : 8 110 908
<b>Achahbar</b> Mourad	NIGEND : 351 585	NLS : 8 117 436
<b>Le Peuedic</b> Baptiste	NIGEND : 345 538	NLS : 8 117 585
<b>Noir</b> Jean-Louis	NIGEND : 217 985	NLS : 8 064 813
<b>Maidanatz</b> Alexandre	NIGEND : 360 936	NLS : 8 144 179
<b>Camphin</b> Bérangère	NIGEND : 308 427	NLS : 8 105 869

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 juillet 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 39619 du 8 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »**

NOR : INTJ1912549S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S);

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S);

Vu la décision n° 665 du 8 janvier 2019 (NOR : INTJ1900455S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Molas Alain</b>	NIGEND : 138 668	NLS : 5 324 668
--------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Faurel Sylvain</b>	NIGEND : 167 949	NLS : 8 023 731
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Candy Frédérique</b>	NIGEND : 243 007	NLS : 8 095 961
<b>Batut Vincent</b>	NIGEND : 119 713	NLS : 5 241 306
<b>Ducouret Antoine</b>	NIGEND : 134 244	NLS : 5 310 765
<b>Akyuz Hulya</b>	NIGEND : 191 485	NLS : 8 044 891
<b>Peltier Wilfried</b>	NIGEND : 164 338	NLS : 8 021 069

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019 :

<b>Margaron Jérôme</b>	NIGEND : 188 004	NLS : 8 038 556
<b>Lindemans Stéphane</b>	NIGEND : 162 822	NLS : 8 019 664
<b>Lopez-Onate David</b>	NIGEND : 151 285	NLS : 8 009 361
<b>Pagot Bruno</b>	NIGEND : 159 680	NLS : 8 016 883
<b>Renoux Didier</b>	NIGEND : 144 725	NLS : 8 002 093
<b>Delsuquet Emma</b>	NIGEND : 353 852	NLS : 8 143 491

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 juillet 2019.

*Le général de division,  
commandant du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale,  
O. GUÉRIF*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 4621 du 9 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1911129S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 10692 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828661S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juin 2019 :

<b>Grand Patrick</b>	NIGEND : 139 595	NLS : 8 000 228
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juin 2019 :

<b>Aubert Philippe</b>	NIGEND : 136 066	NLS : 5 311 903
<b>Underner Stéphane</b>	NIGEND : 212 710	NLS : 8 063 640

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juin 2019 :

<b>Florkowski Audrey</b>	NIGEND : 178 101	NLS : 8 029 239
<b>François David</b>	NIGEND : 187 271	NLS : 8 038 329

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 juillet 2019.

*Le colonel, commandant en second  
la gendarmerie des transports aériens,*  
J. FLOQUET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 5722 du 9 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1912157S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 10692 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828661S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Hadef</b> Tarik	NIGEND : 156453	NLS : 8013832
--------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Monge</b> Jean-Pierre	NIGEND : 120236	NLS : 5221032
<b>Billottet</b> Cédric	NIGEND : 221107	NLS : 8073244
<b>Laurain</b> Jérémie	NIGEND : 210724	NLS : 8065923

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

<b>Asou</b> Fabrice	NIGEND : 121765	NLS : 5212183
<b>Celador</b> Raphaël	NIGEND : 208760	NLS : 8062395
<b>Riquet</b> Bruno	NIGEND : 169075	NLS : 8024784

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 juillet 2019.

*Le colonel, commandant en second  
la gendarmerie des transports aériens,*  
J. FLOQUET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 6577 du 9 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1912552S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 10692 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828661S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> août 2019:

**Salmeron Denis**                      NIGEND : 149 711              NLS : 8 007 581

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

**Rio David**                      NIGEND : 160 822              NLS : 8 017 777

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> août 2019:

**Paris Bruno**                      NIGEND : 122 549              NLS : 5 270 056

**Bertrand Bruno**                      NIGEND : 118 625              NLS : 5 220 038

**Mazay Olivier**                      NIGEND : 173 107              NLS : 8 027 566

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> août 2019:

**Indlet Sophie**                      NIGEND : 179 103              NLS : 8 036 668

**Andriano Fabio**                      NIGEND : 197 454              NLS : 8 048 786

**Leborgne Pierre**                      NIGEND : 141 652              NLS : 8 001 346

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 juillet 2019.

*Le colonel, commandant en second  
la gendarmerie des transports aériens,*  
J. FLOQUET



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

Sous-direction  
de la gestion du personnel

Bureau du personnel officier

**Circulaire n° 61000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 13 juin 2019  
relative au recrutement par concours des officiers de gendarmerie issus du rang**

NOR : INTJ1917335C

*Références :*

Code de la défense, notamment la partie IV : le personnel militaire ;  
Décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;  
Arrêté du 23 juillet 2014 relatif aux concours de recrutement d'officiers de gendarmerie ;  
Arrêté du 12 septembre 2016 fixant les conditions physiques et médicales d'aptitude exigées des personnels militaires de la gendarmerie nationale et des candidats à l'admission en gendarmerie ;  
Instruction n° 46000/GEND/DPMGN/SDC/BRCE du 29 juillet 2016 relative aux modalités pratiques d'organisation et de déroulement de concours et examens organisés par la direction générale de la gendarmerie nationale.

*Pièces jointes :* trois annexes.

*Texte abrogé :* Circulaire n° 61000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 2 janvier 2018.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités du recrutement par concours des officiers de gendarmerie issus du rang. Elle définit successivement les dispositions relatives au concours, puis les mesures d'admission dans le corps des officiers de gendarmerie.

**1. Dispositions relatives au concours**

Un concours est ouvert annuellement pour une nomination dans le corps des officiers l'année suivant celle du déroulement des épreuves. Le nombre de postes à pourvoir est fixé par arrêté.

*1.1. Conditions de candidature*

Le concours (année A) est ouvert aux majors, aux adjudants-chefs et aux adjudants de gendarmerie inscrits au tableau d'avancement (ITA) pour le grade d'adjudant-chef réunissant au moins 18 ans de services civils et militaires dont au moins 6 ans effectués en qualité de sous-officier de gendarmerie ou dans un corps de catégorie B et âgés de 50 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de nomination au grade de lieutenant (année A+ 1)<sup>1</sup>.

Les militaires affectés outre-mer ou à l'étranger peuvent se porter candidats.

Les candidats ne peuvent pas se présenter plus de trois fois au concours.

*1.2. Établissement et transmission du dossier de candidature*

La composition et les modalités de transmission des dossiers de candidature sont précisées par un arrêté et un message organique annuels (direction générale de la gendarmerie nationale/direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale/sous-direction des compétences/bureau du recrutement, des concours et des examens - DGGN/DPMGN/SDC/BRCE).

*1.3. Autorisation à concourir*

À l'issue de la période d'inscription définie annuellement par la DGGN, la liste des sous-officiers autorisés à concourir est arrêtée par le DPMGN puis diffusée par la DGGN.

---

<sup>1</sup> Par exemple, les candidats au concours, qui sera organisé au cours de l'année A, devront réunir 18 ans de service civils et militaires dont 6 ans en qualité de sous-officier de gendarmerie ou dans un corps de catégorie B et être âgés de 50 ans au plus, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année A+ 1 (année de nomination au grade de lieutenant).

#### 1.4. Préparation du concours

Une préparation aux épreuves du concours peut être organisée par la DGGN/BFORM et pilotée au niveau des régions<sup>2</sup>, selon des directives annuelles édictées par la DGGN. L'inscription à cette préparation est distincte de la décision listant les candidats autorisés à concourir.

#### 1.5. Organisation du concours

Les modalités d'organisation et de déroulement des épreuves sont fixées annuellement par le BRCE.

### 2. Admission dans le corps des officiers de gendarmerie

#### 2.1. Nomination au grade de lieutenant

La nomination dans le corps des officiers de gendarmerie des sous-officiers figurant sur la liste d'admission du concours est prononcée, dans l'ordre du classement, par décret du Président de la République publié au *Journal officiel* de la République française (*JORF*). Elle prend effet au 1<sup>er</sup> août de l'année suivant celle de l'organisation du concours.

#### 2.2. Modalités d'affectation des candidats admis dans le corps des officiers de gendarmerie

##### 2.2.1. Principes généraux

Les sous-officiers admis au concours sont convoqués à l'amphithéâtre du choix d'affectation au cours du dernier trimestre de l'année du concours, organisé à l'école des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN). Ils choisissent une affectation correspondant aux emplois pour lesquels ils ont reçu des agréments. À cette occasion, deux options leur sont offertes quant à leur affectation :

- soit le lauréat choisit, selon son rang de classement, un poste parmi la liste proposée par la direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale (DPMGN). Les postes ouverts au recrutement sont portés à la connaissance des sous-officiers appelés à effectuer leur choix, dans les 15 jours précédant l'amphithéâtre du choix d'affectation ;
- soit le lauréat n'opte pour aucun des postes figurant dans la liste proposée par la DPMGN. Le principe général prévoit, dans ce cas, qu'il rédige une fiche de vœux avec la garantie d'être maintenu dans la région au sein de laquelle il sert, entendue comme la région zonale (RGZ) pour la gendarmerie mobile et la région non zonale (RGNZ<sup>3</sup>) pour la gendarmerie départementale. Il s'en remet alors au gestionnaire quant à l'affectation au sein de cette même région. Pour les lauréats affectés en Corse, outre-mer ou à l'étranger, la région d'origine s'entend comme celle où servait l'officier en métropole avant son affectation dans son actuelle unité<sup>4</sup>. Dans le cas particulier des lauréats affectés au sein des gendarmeries spécialisées, en école ou servant dans des technicités relevant du domaine des SIC, FAG ou montagne, une étude au cas par cas sera conduite par le gestionnaire en tenant compte des compétences et des choix des intéressés afin de déterminer, au vu des postes à pourvoir, les périmètres géographiques et fonctionnels au sein desquels ils pourront être affectés.

Le choix effectué<sup>5</sup>, chaque candidat établit sur place une déclaration selon le modèle donné en annexe II.

##### 2.2.2. Postes nécessitant des compétences et/ou aptitudes particulières

Les postes à compétence particulière dont la liste figure en annexe I ne peuvent être choisis que par les candidats admis<sup>6</sup> détenant une qualification ou une expérience professionnelle spécifique, dont la demande a été agréée. L'accès à certaines affectations peut nécessiter de disposer, en outre, d'une aptitude médicale particulière définie par l'arrêté de quatrième référence<sup>7</sup>.

Les majors, les adjudants-chefs et les adjudants ITA admissibles et volontaires pour rejoindre ces postes adressent leur candidature, revêtue des avis hiérarchiques *via* la fiche d'expression des desiderata des candidats OGR<sup>8</sup> à la direction générale de la gendarmerie nationale/direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale/sous-direction de la gestion du personnel/bureau du personnel officier/section de l'encadrement supérieur (DGGN/DPMGN/SDGP/BPO/SES)<sup>9</sup>.

<sup>2</sup> A l'attention des candidats.

<sup>3</sup> Les RGNZ relèvent du périmètre géographique correspondant à celui des régions de gendarmerie (22) avant leur réorganisation intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 (décret n° 2015-1625 du 10 décembre 2015 relatif à la composition des zones de défense et de sécurité, des régions de gendarmerie et des groupements de gendarmerie départementale).

<sup>4</sup> Les lauréats n'ayant servi qu'en Corse ou outre-mer feront l'objet d'une gestion au cas par cas.

<sup>5</sup> En cas de renonciation au bénéfice du concours, se reporter au paragraphe 2.3.

<sup>6</sup> Les candidats admis en liste principale et en liste complémentaire.

<sup>7</sup> Le contrôle de l'aptitude médicale relève exclusivement de l'OAG.

<sup>8</sup> Modèle rappelé par note-express annuelle du BPO relative aux modalités d'établissement et de transmission des fiches d'expression des *desiderata*.

<sup>9</sup> Échéance fixée par note-express annuelle.

L'avis du conseiller technique est, au besoin, recherché pour certaines affectations (unités montagne, formations aériennes de la gendarmerie, institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale, service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure).

#### 2.2.3. Maintien dans l'affectation

Les lauréats du concours peuvent solliciter un maintien dans leur unité sous réserve d'occuper, comme sous-officier, un poste fonctionnel d'officier reconnu au tableau des effectifs autorisés de leur formation.

Pour ce faire, les sous-officiers admissibles adressent leur demande, revêtue des avis hiérarchiques, *via* la fiche d'expression des *desiderata* des candidats OGR à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPO/SES conformément à la note express annuelle relative aux modalités d'établissement et de transmission des fiches d'expression des *desiderata*.

La décision de maintien est du ressort du directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Les sous-officiers dont le maintien est agréé sont désignés en annexe de la note express annuelle relative à l'organisation de l'amphithéâtre du choix d'affectation auquel ils n'assistent pas.

#### 2.3. Renonciation au bénéfice du concours

Les lauréats figurant sur la liste d'admission ont la faculté de renoncer au bénéfice du concours jusqu'à la publication du décret de leur nomination dans le corps des officiers.

Ils établissent une déclaration dont le modèle figure en annexe III.

#### 2.4. Liste complémentaire

En cas de renonciation d'un candidat déclaré admis sur la liste principale, les sous-officiers inscrits sur la liste complémentaire du concours sont susceptibles, dans l'ordre du classement, d'être nommés dans le corps des officiers de gendarmerie.

Ainsi, ils assistent à l'amphithéâtre du choix d'affectation à l'exception des sous-officiers dont le maintien a été agréé. Ils sont appelés à exprimer leur choix d'affectation à leur rang de classement sur un des postes proposés en liste principale et non encore attribués.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA

## ANNEXE I

### LISTE DES COMPÉTENCES ET/OU APTITUDES MÉDICALES À DÉTENIR PAR POSTES OU TYPES DE POSTES

#### UNITÉS DE LA DOMINANTE SÉCURITÉ PUBLIQUE GÉNÉRALE

COB / BTA (ou assimilé): avoir exercé des responsabilités d'encadrement ou de commandement dans une affectation en gendarmerie départementale;

Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG), peloton spécialisé de protection de la gendarmerie (PSPG): aptitude médicale « PSIG/PSPG », avoir exercé des responsabilités d'encadrement ou de commandement dans une affectation en gendarmerie départementale ou en gendarmerie mobile.

#### UNITÉS DES DOMINANTES POLICE JUDICIAIRE, CRIMINALISTIQUE OU RENSEIGNEMENT

Groupe d'observation et de surveillance (GOS): réussite au stage ou expérience en unité GOS/Force observation recherche ou stage filature SR assorti d'une expérience en GOS;

Brigade de recherches, section de recherches, office central: avoir été affecté ou être affecté en office central ou en unité de recherches de terrain;

Brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires (BDRIJ), service technique de recherches judiciaires et de documentation (SCRC) / départements fichiers de rapprochement et fichiers de recherches (FRFR): avoir été affecté ou être affecté en unité de recherches, en BDRIJ, PJGN ou en SAJ;

SCRC (département fichier automatisé des empreintes digitales): expérience en unité de recherches et qualification « technicien en investigation criminelle »;

Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN): expérience au sein de l'une des divisions de l'IRCGN;

Filière renseignement: expérience au sein d'une ou plusieurs unités de la filière renseignement.

#### UNITÉS DE LA DOMINANTE MO/DÉFENSE

Peloton de marche de gendarmerie mobile (GM): avoir exercé des responsabilités d'encadrement ou de commandement dans une affectation en gendarmerie mobile, aptitude médicale au maintien de l'ordre;

Garde républicaine (GR) – infanterie: avoir exercé des responsabilités d'encadrement ou de commandement dans une affectation en gendarmerie mobile;

Garde républicaine (GR) – cavalerie – motocycliste: avoir exercé des responsabilités d'encadrement ou de commandement dans une affectation en gendarmerie mobile ou en gendarmerie départementale, aptitudes médicales et compétences particulières selon les emplois (cavalier, motocycliste);

Peloton d'intervention: avoir exercé des responsabilités d'encadrement ou de commandement dans une affectation en gendarmerie mobile, aptitude médicale et brevet de moniteur d'intervention professionnelle ou brevet de moniteur d'intervention professionnelle/franchissement obstacle recyclé.

#### UNITÉS DE LA DOMINANTE SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Peloton d'autoroute (PA): avoir exercé des responsabilités d'encadrement ou de commandement dans une affectation en gendarmerie départementale;

Brigade motorisée (BMO), peloton motorisé (PMO), escadron départemental de sécurité routière (EDSR): aptitude médicale et qualification « motocycliste » (BMC) et évaluations à jour.

## UNITÉS À DOMINANTES PARTICULIÈRES

Système d'information et de communication (SIC): expérience avérée en unité SIC;

Gendarmerie maritime :

- unités navigantes (patrouilleurs et vedettes côtières de surveillance maritime): brevet supérieur de navigateur ou brevet de chef de quart ou certificat d'aptitude au quart passerelle;
- autres unités de la gendarmerie maritime: un des diplômes ou formations énoncés ci-après:
  - diplômes délivrés par la marine nationale: brevet supérieur de mécanicien naval ou brevet d'aptitude technique de mécanicien naval ou brevet d'aptitude technique d'électrotechnicien;
  - formations qualifiantes dans les domaines suivants: police en mer, police des pêches, transport maritime, sûreté portuaire;
  - certificat «pilote d'embarcation gendarmerie» (1 ou 2).
- unités fluviales: un des diplômes ou formations énoncés ci-après:
  - formations qualifiantes dans les domaines suivants: contrôle des conteneurs simples ou de déchets, police de la navigation fluviale, réglementation au transport de matières dangereuses par voies d'eau;
  - certificat «pilote d'embarcation gendarmerie» (1 ou 2);
  - DES 2, TIS, TSS.

Formations aériennes de la gendarmerie: en fonction du type d'affectation, certificat technique du 2<sup>e</sup> degré option «pilote» ou certificat de technicien supérieur «maintenance cellules et moteurs des matériels aériens» ou certificat de technicien supérieur «maintenance avionique des matériels aériens» exigé;

Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN): expérience dans une des forces du GIGN, aptitude médicale;

Antenne GIGN: formation intervention spécialisée (code savoir IS), aptitude médicale;

Peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) et peloton de gendarmerie de montagne (PGM) : réunion des conditions suivantes :

- diplôme de qualification technique montagne (DQTM);
- formation «module secours» du brevet de spécialiste montagne (BSM) à venir ou validée;
- formation «commandant des opérations et enquêtes de secours» (COES) ou ex-chef de caravane (ancienne formation) à venir ou validée.

Les titulaires du diplôme de guide de haute montagne sont à orienter prioritairement en PGHM :

- PSIG montagne: aptitude médicale «PSIG» et certificat élémentaire montagne (CEM) ou expérience en unité de montagne.

Selon les postes proposés, des conditions spécifiques et dispositions particulières peuvent être exigées lors de la diffusion des postes.

ANNEXE II

DÉCLARATION

Le major - l'adjudant-chef - l'adjudant ITA<sup>1</sup> (nom, prénoms, nigend, affectation)

.....  
.....

déclare<sup>2</sup>:

– avoir choisi le poste suivant dans la liste proposée par le BPO:

.....

– s'en remettre au gestionnaire et établir une fiche de vœux en vue d'une affectation au sein de sa région d'origine<sup>3</sup> suite à son inscription sur la liste d'admission du concours de recrutement (année de recrutement) dans le corps des officiers de gendarmerie prévu à l'article 8-1° du décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie.

Il est informé qu'il fera l'objet d'une mutation dans l'intérêt du service pour le poste retenu.

Fait à ....., le .....

Le (grade et nom) .....

(signature)

---

<sup>1</sup> En fonction du grade du candidat lors du choix des postes.

<sup>2</sup> Rayer la mention inutile.

<sup>3</sup> La région d'origine est celle où est affecté le lauréat au moment où il remplit la présente déclaration. Le périmètre est la RGZ pour la GM, RGNZ pour la GD. Pour les lauréats affectés en Corse, outre-mer ou à l'étranger, la région d'origine s'entend comme celle où servait l'officier en métropole avant son affectation dans son actuelle unité. Les lauréats n'ayant servi qu'en Corse ou outre-mer feront l'objet d'une gestion au cas par cas. Dans le cas particulier des lauréats affectés au sein des gendarmeries spécialisées, en école ou servant dans des technicités relevant du domaine des SIC, FAG ou montagne, une étude au cas par cas sera conduite par le gestionnaire en tenant compte des compétences et des choix des intéressés afin de déterminer, au vu des postes à pourvoir, les périmètres géographique et fonctionnel au sein desquels ils pourront être affectés.

ANNEXE III

DÉCLARATION

Le major - l'adjudant-chef - l'adjudant ITA<sup>1</sup> (nom, prénoms, nignend, affectation)

.....  
après avoir pris connaissance des dispositions de la circulaire n° 61000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 13 juin 2019, notamment aux 2.1 à 2.4, déclare :

(Apposition ci-dessus, de manière manuscrite):

«renonce au bénéfice de l'inscription sur la liste d'admission du concours de recrutement (année de recrutement) dans le corps des officiers de gendarmerie prévu à l'article 8-1° du décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie.»

Fait à ....., le .....

Le (grade et nom) .....

(signature)

---

<sup>1</sup> En fonction du grade du candidat lors du choix des postes.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Circulaire n° 45290 du 12 juillet 2019 relative à l'attribution  
de l'échelon exceptionnel de major (EEM) de gendarmerie au titre de l'année 2020**

NOR : INTJ1918060C

*Références :*

Code de la défense, notamment son article L.4123-1 ;

Décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Décret n° 2011-388 du 13 avril 2011 modifié fixant les indices de solde applicables aux corps militaires de la gendarmerie nationale ;

Arrêté du 4 août 2010 modifié fixant, pour la gendarmerie nationale, la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L.4136-3 du code de la défense.

*Pièces jointes :* deux annexes.

PRÉAMBULE

La présente circulaire a pour objet de définir la procédure relative à l'attribution de l'échelon exceptionnel de major de gendarmerie pour l'année 2020.

Le travail préparatoire relatif à l'attribution de cet échelon relève des gestionnaires déconcentrés.

**1. Dispositions statutaires**

Le troisième alinéa de l'article 9 du décret du 13 avril 2011 précise que «les majors comptant au moins trois ans de grade ont accès à un échelon exceptionnel attribué au choix par le ministre de l'intérieur, sur proposition de la commission d'avancement prévue à l'article L.4136-3 du code de la défense, dans la limite de 25 pour 100 de l'effectif du grade».

Il est rappelé que les majors de gendarmerie éligibles à l'échelon exceptionnel de leur grade n'établissent aucune demande et qu'aucun échelon ne sera attribué à titre conditionnel.

**2. Rôle des gestionnaires déconcentrés**

*2.1. Vérifications*

La sélection définitive des proposables qui vise à extraire les données nécessaires au travail préparatoire sera réalisée par le bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire le 6 septembre 2019. Aussi, les bases de données seront vérifiées et mises à jour avec attention pour cette date (mutation, congé pour convenance personnelle, détachement, avancement, notation, retraite, etc.) afin de sécuriser les décisions futures.

L'attention des gestionnaires déconcentrés est appelée sur les dispositions de l'article L. 15 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Chacun veillera donc à ce que les lauréats puissent détenir l'échelon exceptionnel du grade de major pendant six mois au moins avant d'être radiés des cadres par limite d'âge.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 4135-5 du code de la défense, le militaire qui n'a pas accompli au moins cent vingt jours de présence effective en position d'activité durant la période de notation, n'est pas noté au titre de l'année considérée. Dans ce cas, sa dernière notation lui est conservée. Ces dispositions sont impérativement appliquées.

*2.2. Fusionnement*

Après avoir vérifié la pertinence des renseignements extraits d'AGORHA (prise en compte des flux, notations...), les gestionnaires déconcentrés finalisent la préparation de leur liste nominative et de leur état de positionnement (cf. annexes I et II), par un point de situation sur les conditionnants, obligatoirement réalisé auprès du groupe avancement du bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire au cours des semaines 38 et 39.



L'ensemble des conditionnants (sous-officier de gendarmerie du cadre général et spécialiste) doit être fusionné sur une même liste nominative et un même état de positionnement, quelle que soit leur subdivision d'arme<sup>1</sup>. Ces documents feront notamment apparaître les fonctions exercées et le poste réellement occupé par les conditionnants.

Chaque personnel proposé «P<sup>2</sup>» se voit attribuer un numéro de préférence.

Les ajournements «NP<sup>3</sup>» doivent être proposés avec discernement et font l'objet d'un avis motivé sur une fiche annexe accompagnant l'état de positionnement. Le commandant d'une formation administrative n'attribue pas de numéro de préférence aux militaires classés «NP».

Les derniers feuillets de la liste nominative et de l'état de positionnement sont paraphés par les commandants d'une formation administrative.

La liste nominative (LN) et l'état de positionnement (EP), datés et signés, sont numérisés au format «pdf» et «odt» pour être insérés sur le site «fiche de vœux»: <https://fdv.sso.gendarmerie.fr>, avant le 14 octobre 2019.

Ces deux fichiers distincts sont clairement identifiés de la manière suivante:

- EEM-LN-NOM DE LA FORMATION (EEM-LN-RG CENTRE-VAL DE LOIRE);
- EEM-EP-NOM DE LA FORMATION (EEM-EP-RG CORSE).

Tous les autres documents, nécessaires à l'étude menée par la commission nationale, seront adressés en format «pdf», *via* le site «fiche de vœux», en respectant la dénomination suivante:

- EEM-SANCTION-NOM DE LA FORMATION (EEM-SANCTION-RG PACA);
- EEM-DIVERS-NOM DE LA FORMATION (EEM-DIVERS-CGOM).

L'état de positionnement, dont le formalisme sera scrupuleusement respecté, est également transmis, même voie, en format LibreOffice «calc». Il n'y aura aucune transmission papier.

### 2.3. *Cas des mutations inter-branches*

Les majors de gendarmerie faisant l'objet d'une mutation inter-branches entre le 6 septembre 2019 et le 26 novembre 2019 figureront sur la liste nominative et sur l'état de positionnement de la formation administrative d'accueil.

À ce titre, la formation administrative de départ supprimera de ses différents documents de travail l'ensemble des éléments des militaires mutés et la formation administrative d'accueil sollicitera du bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire (BPSOGV) l'ouverture des droits de fusionnement pour les militaires nouvellement affectés en son sein.

## 3. Procédure d'attribution

La commission d'avancement prévue à l'article L.4136-3 du code de la défense se réunira le mardi 26 novembre 2019.

Après avoir examiné l'ensemble des propositions, elle dressera la liste des majors de gendarmerie susceptibles de se voir attribuer l'échelon exceptionnel de leur grade au titre de l'année 2020. Cette liste n'est pas créatrice de droits.

Les conditions d'attribution de l'échelon exceptionnel fixées par la présente circulaire s'appliquent également aux majors de gendarmerie affectés au sein de la gendarmerie de l'air, de la gendarmerie maritime, de la gendarmerie de l'armement, de la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires et de la direction du renseignement et de la sécurité de la défense (P 212). Ces échelons sont attribués «hors programme gendarmerie».

## 4. Points particuliers

Afin de faciliter l'exploitation des diverses contributions, les modèles annexés à la présente circulaire ne feront l'objet d'aucune modification.

La liste nominative sera impérativement établie dans l'ordre alphabétique du nom de famille et l'état de positionnement dans l'ordre de classement de l'autorité de fusionnement.

Un tutoriel de saisie du travail de fusionnement sur AGORHA sera diffusé par le BPSOGV au profit des gestionnaires déconcentrés, après validation du point de situation sur les conditionnants évoqué au point 2.2 de la présente circulaire.

S'agissant de la mise à jour des données «solde», la saisie sur AGORHA de l'attribution de l'échelon exceptionnel de major et la Gestion Électronique des Documents (GED) sont du ressort exclusif des autorités signataires des décisions (BPSOGV pour le P152 et gestionnaires concernés pour les HP).

---

<sup>1</sup> Un code couleur (écriture en gras noire pour la GD, rouge pour la GM) distingue la subdivision d'arme sur l'état de positionnement.

<sup>2</sup> «P»: proposé.

<sup>3</sup> «NP»: non proposé.

Toute situation particulière postérieure à la transmission du travail de fusionnement des gestionnaires déconcentrés sera portée à la connaissance de la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV.

La présente circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 juillet 2019.

Pour le ministre, et par délégation :

*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
O. COURTET

**En 2020**

Région ou formation administrative

[illegible]

Visa du commandant de région – cachet

ÉTAT DE POSITIONNEMENT - ANNÉE 2020 - DES MAJORS DE GENDARMERIE SUSCEPTIBLES DE SE VOIR ATTRIBUER L'ÉCHELON EXCEPTIONNEL DE LEUR GRADE

Région ou formation administrative

[illegible]

Date :

Visa du commandant de région –  
cachet

(1) OGR : officier gendarmerie rang.

(2) RDC : radiation des cadres.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 10 mai 2019 portant modification des circonscriptions  
des brigades territoriales de Pouyastruc, de Tarbes et de Tournay (Hautes-Pyrénées)**

NOR : INTJ1908575A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Les circonscriptions des brigades territoriales de Pouyastruc, de Tarbes et de Tournay sont modifiées à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019 dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Pouyastruc, de Tarbes et de Tournay exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1<sup>o</sup>) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 10 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur  
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

# A N N E X E

BRIGADES TERRITORIALES	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
<b>Pouyastruc</b>	Aubarède Bouilh-Péreuilh Boulin Cabanac Castelvieilh Castéra-Lou Chelle-Debat Collongues Coussan Dours Gonez Hourc Jacque Lansac Laslades Lizos Lout Marquerie Marseillan Mun Oléac-Debat Peyriguère Pouyastruc Sabalos Soréac Souyeaux Thuy	Aubarède Bouilh-Péreuilh Boulin Cabanac Castelvieilh Castéra-Lou Chelle-Debat Chis Collongues Coussan Dours Gonez Hourc Jacque Lansac Laslades Lizos Lout Marquerie Marseillan Mun Oléac-Debat Orleix Peyriguère Pouyastruc Sabalos Sarrouilles Soréac Souyeaux Thuy
<b>Tarbes</b>	<b>Allier</b> <b>Angos</b> Arcizac-Adour Aureilhan Aurensan Barbazan-Debat Bazet Bernac-Debat Bernac-Dessus Bordères-sur-l'Échez Bours <b>Chis</b> Gayan Hiis Horgues Ibos Lagarde Laloubère Momères <b>Montignac</b> Odos <b>Orleix</b> Oroix Oursbelille Pintac Saint-Martin Salles-Adour Sarniguet <b>Sarrouilles</b> Séméac Soues Tarasteix Tarbes Vielle-Adour	Arcizac-Adour Aureilhan Aurensan Barbazan-Debat Bazet Bernac-Debat Bernac-Dessus Bordères-sur-l'Échez Bours Gayan Hiis Horgues Ibos Lagarde Laloubère Momères Montignac Odos Oroix Oursbelille Pintac Saint-Martin Salles-Adour Sarniguet Séméac Soues Tarasteix Tarbes Vielle-Adour

<b>Tournay</b>	Barbazan-Dessus Bégole Bernadets-Dessus Bordes Burg Caharet Calavanté Castéra-Lanusse Clarac Fréchou-Fréchet Goudon Hitte Lanespède Lespouey Lhez Luc Mascaras Moulédous Oléac-Dessus Orioux Oueilloux Ozon Peyraube Poumarous Ricaud Sinzos Tournay	<b>Allier</b> <b>Angos</b> Barbazan-Dessus Bégole Bernadets-Dessus Bordes Burg Caharet Calavanté Castéra-Lanusse Clarac Fréchou-Fréchet Goudon Hitte Lanespède Lespouey Lhez Luc Mascaras <b>Montignac</b> Moulédous Oléac-Dessus Orioux Oueilloux Ozon Peyraube Poumarous Ricaud Sinzos Tournay
----------------	--	---

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 13 juin 2019 portant dissolution de la brigade territoriale du Bousquet-d'Orb  
et modification corrélatrice de la circonscription de la brigade territoriale de Bédarieux (Hérault)**

NOR : INTJ1916552A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La brigade territoriale du Bousquet-d'Orb est dissoute à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019. Corrélativement, la circonscription de la brigade territoriale de Bédarieux est modifiée, à la même date, dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Bédarieux exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1<sup>o</sup>) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur  
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET



# ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
<b>Bédarieux</b>	Bédarieux Camplong Carlencas-et-Levas Faugères Graissessac Hérépian La Tour-sur-Orb Le Pradal Pézènes-les-Mines Saint-Etienne-Estréchoux Villemagne-l'Argentière	<b>Avène</b> Bédarieux <b>Brenas</b> Camplong Carlencas-et-Levas <b>Ceilhes-et-Rocoze</b> <b>Dio-et-Valquières</b> Faugères Graissessac Hérépian <b>Joncels</b> La Tour-sur-Orb <b>Le Bousquet-d'Orb</b> Le Pradal <b>Lunas</b> Pézènes-les-Mines Saint-Etienne-Estréchoux Villemagne-l'Argentière
<b>Le Bousquet-d'Orb</b>	<b>Avène</b> <b>Brenas</b> <b>Ceilhes-et-Rocoze</b> <b>Dio-et-Valquières</b> <b>Joncels</b> <b>Le Bousquet-d'Orb</b> <b>Lunas</b>	(Dissolution)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 20 juin 2019 portant dissolution de la brigade territoriale de Saint-Martin-Orléans  
et création corrélative de la brigade territoriale de Saint-Martin-Espérance (Saint-Martin)**

NOR : INTJ1913837A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La brigade territoriale de Saint-Martin-Orléans (Saint-Martin) est dissoute à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019. Corrélativement, la brigade territoriale de Saint-Martin-Espérance (Saint-Martin) est créée à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Saint-Martin-Espérance exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1<sup>o</sup>) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,  
directeur des soutiens et des finances,*  
L. TAVEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 21 juin 2019 fixant la composition  
du conseil supérieur de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1916765A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles R. 3321-5 à R. 3321-6,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La composition du conseil supérieur de la gendarmerie nationale est, outre les membres de droit, la suivante jusqu'au 30 juin 2020 :

- M. le général de corps d'armée Morterol Thibault ;
- M. le général de corps d'armée Gieré François, Albert ;
- M. le général de corps d'armée Tavel Laurent, Marc ;
- M. le général de corps d'armée Jockers Bruno, Marcel-Auguste ;
- M. le général de corps d'armée Labbé Michel, Hubert, Robert ;
- M. le général de division De Oliveira Armando.

Article 2

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 18 juin 2018 modifié par l'arrêté du 24 avril 2019 fixant la composition du conseil supérieur de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le préfet, directeur de cabinet  
du ministre de l'intérieur,*

S. BOUILLON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 25 juin 2019 relatif aux missions et à l'organisation  
du Centre national de formation à la sécurité publique**

NOR : INTJ1903564A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L.421-2;

Vu le code de la défense, notamment l'article R.3225-4;

Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 26 mars 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le Centre national de formation à la sécurité publique est chargé de la formation continue des sous-officiers servant dans les unités de la gendarmerie nationale.

Il contribue à la formation des gradés appelés à commander ou à encadrer des unités élémentaires de la gendarmerie nationale, ainsi qu'au perfectionnement à la sécurité publique des agents de police judiciaire servant principalement dans les unités élémentaires de la gendarmerie départementale.

Article 2

Le Centre national de formation à la sécurité publique est commandé par un officier supérieur de la gendarmerie nationale. Un officier supérieur de la gendarmerie nationale est chargé de le suppléer en cas d'absence ou d'empêchement et le seconde dans ses missions.

Article 3

Le Centre national de formation à la sécurité publique est rattaché à la division de la formation de l'école de gendarmerie de Dijon et dispose :

- d'un groupe de commandement;
- de la section formateurs;
- de la section formation de cursus;
- de la section formation continue d'expertise.

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 juin 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général d'armée,*  
*directeur général de la gendarmerie nationale,*  
R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 2 juillet 2019 portant dissolution de la brigade territoriale de Grosbliederstroff et modification de la circonscription de la brigade territoriale de Sarreguemines (Moselle)**

NOR : INTJ1916736A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-27;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La brigade territoriale de Grosbliederstroff est dissoute à compter du 1<sup>er</sup> août 2019. La circonscription de la brigade territoriale de Sarreguemines est modifiée à compter de la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Sarreguemines exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2, R. 15-24 (1<sup>o</sup>) et R. 15-27 du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,  
directeur des soutiens et des finances,*

L. TAVEL

## A N N E X E

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
<b>SARREGUEMINES</b>	Blies-Ébersing Blies-Guersviller Bliesbruck Frauenberg Hambach Neufgrange Rémelfing Sarreguemines Sarreinsming Wiesviller Wittring Woelfling-lès-Sarreguemines Woustviller Zetting	Blies-Ébersing Blies-Guersviller Bliesbruck Frauenberg Grosbliederstroff Hambach Hundling Ippling Lixing-lès-Rouhling Neufgrange Rémelfing Rouhling Sarreguemines Sarreinsming Wiesviller Wittring Woelfling-lès-Sarreguemines Woustviller Zetting
<b>GROSBLIEDERSTROFF</b>	Grosbliederstroff Hundling Ippling Lixing-lès-Rouhling Rouhling	<b>(Dissolution)</b>

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 15 juillet 2019 portant changement d'appellation  
de la brigade territoriale de Bretenoux (Lot)**

NOR : INTJ1920133A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La brigade territoriale de Bretenoux prend l'appellation de brigade territoriale de Biars-sur-Cère à compter du 1<sup>er</sup> août 2019, dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Biars-sur-Cère exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1<sup>o</sup>) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 15 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur  
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

# ANNEXE

BRIGADES TERRITORIALES	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
<b>Bretenoux</b>	Belmont-Bretenoux Biars-sur-Cère Bretenoux Cahus Cornac Estal Gagnac-sur-Cère Gintrac Girac Glanes Laval-sur-Cère Prudhomat Puybrun Saint-Michel-Loubéjou Tauriac Teyssieu	
<b>Biars-sur-Cère</b>		Belmont-Bretenoux Biars-sur-Cère Bretenoux Cahus Cornac Estal Gagnac-sur-Cère Gintrac Girac Glanes Laval-sur-Cère Prudhomat Puybrun Saint-Michel-Loubéjou Tauriac Teyssieu



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 18 juillet 2019 modifiant la décision du 17 janvier 2017 portant désignation au collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1921582S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 121-13 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6 et R. 5223-1 à R. 5223-39 ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 313-11 (11°), L. 311-12, L. 511-4 (10°), L. 521-3 (5°), L. 523-4, L. 832-1 (16°), R. 313-22 à R. 313-24, R. 511-1, R. 521-1, R. 523-8 et R. 832-1 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 relatif aux conditions d'établissement et de transmission des certificats médicaux, rapports médicaux et avis mentionnés aux articles R. 313-22, R. 313-23 et R. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu la décision n° 2017-24 du 17 janvier 2017 relative à la composition et au fonctionnement du collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration ;

Vu la décision du 17 janvier 2017 modifiée portant désignation au collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'annexe 1 de la décision du 17 janvier 2017 portant désignation au collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration susvisée est remplacée par l'annexe 1 de la présente décision.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 juillet 2019.

Pour le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration :

*La directrice générale adjointe,*

I. DELACROIX

ANNEXE 1

LISTE DES MÉDECINS DÉSIGNÉS POUR PARTICIPER AU COLLÈGE À COMPÉTENCE  
NATIONALE DE L'OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTÉGRATION

Dr Amoussou Patrick.  
Dr Aoussou Philippe.  
Dr Audat Françoise.  
Dr Bantman Patrick.  
Dr Barennes Catherine.  
Dr Baril Marc.  
Dr Beaupere Bénédicte.  
Dr Benazouz Mohamed Mehdi.  
Dr Bernard Thierry.  
Dr Berta Jean-Louis.  
Dr Bisbal Pierre.  
Dr Bouhafs Sherine.  
Dr Boulenoir Abdelmadjid.  
Dr Bourgois Clémence.  
Dr Brisacier Patrick.  
Dr Burger Michel.  
Dr Douillard-Slomeczynski Véronique.  
Dr Candillier Charles.  
Dr Cireno Sylvie.  
Dr Cizeron Gilles.  
Dr Conan Lionel.  
Dr Coriat-Haddad Caroline.  
Dr Coulonges Florence.  
Dr Crocq Marc Antoine.  
Dr Daschievici Heymans Carmen.  
Dr Dautricourt Béatrice.  
Dr Delaunay Francis.  
Dr Delprat-Chatton Pascale.  
Dr De Rouvray Cécile.  
Dr De Prin Anne.  
Dr Douzon Vincent.  
Dr Deutsch Dominique.  
Dr Dumont Bertrand.  
Dr Dussartre Jean Maurice.  
Dr Egoumenides Marc.  
Dr Eutrope Martine.  
Dr Fargeas Jean-Baptiste.  
Dr Ferjani Borhane.  
Dr Gadenne-Jacob Isabelle.  
Dr Gaubert-Maréchal Emilie.  
Dr Gerlier Jean-Luc.  
Dr Giraud Stéfania.  
Dr Grassineau Dominique.  
Dr Grosso Luigi.

Dr Haddad Michel.  
Dr Horrach Pierre.  
Dr Jedreski Nadine.  
Dr Joseph Olivier.  
Dr Khan Shaghaghi Charles.  
Dr Kla Eric.  
Dr Khodja Mohamed Djamel.  
Dr Kryvenac Isabelle.  
Dr Laouabdia-Sellami Karim.  
Dr Lancino Sylvie.  
Dr Laumond Mathieu.  
Dr Le Goff Fabienne.  
Dr Legrain Véronique.  
Dr Le Lagadec Anne.  
Dr Leclair Frederique.  
Dr Levy-Attias Edith.  
Dr Lucas Anne Sophie.  
Dr Mauze Bénédicte.  
Dr Mbomeyo Ignace.  
Dr Mesbahy Mohamed.  
Dr Mettais Cartier Emilie.  
Dr Millet Elodie.  
Dr Minani Marc.  
Dr Netillard Christian.  
Dr Ortega Nathalie.  
Dr Ouali Abdelhafid.  
Dr Pacaud Gérard.  
Dr Pierrain Véronique.  
Dr Pintas Catherine.  
Dr Quille Loïc.  
Dr Quilliot Florent.  
Dr Rascl Catherine.  
Dr Ricatte Olivier.  
Dr Ruggieri Laurent.  
Dr Sahrane Ahmed.  
Dr Seville Alain.  
Dr Signol Nicolas.  
Dr Spadari-Brizy Michel.  
Dr Striby Odile.  
Dr Sudour Stéphane.  
Dr Tran Jasmina.  
Dr Trétout-El-Sissy Joëlle.  
Dr Triebsch Frédéric.  
Dr Truze Philippe.  
Dr Vallat Philippe.  
Dr Van Der Henst Véronique.  
Dr Wagner Xavier.  
Dr Ziadi Lazhar.  
Dr Zucca Sylvie.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
de la gendarmerie nationale

Cabinet

**Instruction n° 37720/GEND/CAB du 20 mai 2019 relative aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection générale de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1915833J

*Références :*

Code de la défense (art. L. 4122-1 à L. 4122-10, R. 3225-4, D. 3122-12 à D. 3122-14);  
Code de la sécurité intérieure (chapitre IV, titre III du livre IV de la partie réglementaire);  
Code de procédure pénale (art. R. 15-22);  
Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires (art. 25);  
Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique;  
Décret n° 2011-775 du 28 juin 2011 relatif à l'audit interne dans l'administration;  
Décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;  
Décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 modifié relatif au référent déontologue;  
Décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte;  
Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2011 fixant les conditions de rattachement des agents chargés de fonctions d'inspection à l'inspection générale de l'administration  
Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2011 portant création au ministère de l'intérieur d'un collège des inspections générales chargé des questions de santé et sécurité au travail;  
Arrêté du 12 janvier 2012 modifié portant création et fonctionnement du comité ministériel d'audit interne et de la mission ministérielle d'audit interne;  
Arrêté du 16 novembre 2018 relatif à la procédure de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein du ministère de l'intérieur et du ministère chargé de l'outre-mer;  
Arrêté du 15 janvier 2019 relatif aux attributions et à l'organisation de l'IGGN;  
Circulaire n° R DFF1708728C du 15 mars 2017 relative au respect du principe de laïcité dans la fonction publique;  
Circulaire n° CPAF1800656C du 19 juillet 2018 relative à la procédure de signalement des alertes émises par les agents publics dans le cadre des articles 6 à 15 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, et aux garanties et protections qui leur sont accordées dans la fonction publique.

*Pièce jointe :*

Organigramme de l'IGGN.

*Texte abrogé :*

Instruction n° 74200/GEND/CAB du 28 novembre 2013 relative aux attributions, au fonctionnement et à l'organisation de l'IGGN (CLASS. : 12.08).

À la disposition du directeur général de la gendarmerie nationale, l'inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) est chargée de s'assurer de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'intérieur et du directeur général de la gendarmerie nationale, de conduire des missions d'audit, d'inspection, d'enquête et de conseil, ainsi que les missions spécifiques que ceux-ci peuvent lui confier.

Elle veille à préserver la légitimité de l'action de la gendarmerie nationale.

Elle contrôle, dans tous les domaines du service, le respect des lois, règlements et procédures par les personnels de la gendarmerie nationale et veille au respect des règles de déontologie.

Elle est associée aux réflexions relatives à la sécurité intérieure. Elle peut agir en complémentarité ou en partenariat avec les autres inspections générales des administrations de l'État.

L'IGGN exerce ses attributions sur l'ensemble des formations, services et personnels militaires et civils de la gendarmerie nationale.

La présente instruction traite des attributions, de l'organisation et du fonctionnement de l'IGGN.

## **1. Attributions**

### *1.1. La déontologie*

L'IGGN dispose d'une compétence générale pour :

- s'assurer du respect des règles de déontologie auxquelles sont soumis les personnels de la gendarmerie nationale ;
- être informée de tous les manquements des personnels, constatés ou portés à la connaissance du commandement ;
- réaliser toutes études et faire toutes recommandations utiles se rapportant à ces règles ;
- diligenter, sur instruction ou d'initiative, les enquêtes administratives se rapportant au non-respect de ces règles et informer l'autorité judiciaire lorsque les manquements constatés sont susceptibles de constituer une infraction pénale ;
- apporter des conseils utiles à tout personnel à sa demande, notamment en matière de conflit d'intérêts et animer le réseau des correspondants déontologues de la gendarmerie.

#### **1.1.1. La prévention des manquements aux règles de déontologie**

L'ensemble des directions et services de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), en particulier le centre de renseignement opérationnel de la gendarmerie (CROGEND) et le service d'information des relations publiques des armées (SIRPA) de la gendarmerie, veillent à informer l'IGGN de tout fait susceptible de voir mise en cause l'action de la gendarmerie nationale.

#### **1.1.2. Les signalements des particuliers**

L'IGGN reçoit les doléances des particuliers sous la forme de courriers, courriels ou appels téléphoniques, dénonçant des manquements aux règles de déontologie, et y répond après avoir procédé ou fait procéder aux vérifications nécessaires. Elle peut être amenée, sur la saisine d'un particulier, à demander l'ouverture d'une enquête de commandement ou à ouvrir, de sa propre initiative, une enquête administrative. Le cas échéant, elle peut demander à une unité de recueillir une plainte.

#### **1.1.3. Les signalements des autorités, agences et organisations**

L'IGGN peut être saisie par :

- le défenseur des droits ;
- le contrôleur général des lieux de privation de liberté ;
- la Commission nationale consultative des droits de l'homme ;
- l'Agence française anticorruption<sup>1</sup> ;
- toute association, organisation non Gouvernementale ou institution s'intéressant aux questions de déontologie de la sécurité.

À ce titre, l'IGGN :

- instruit les saisines de ces organismes et en rend compte au directeur général de la gendarmerie nationale ;
- élabore les réponses aux questions, avis et recommandations de ces instances. Selon les cas, elle les adresse soit aux services compétents du ministre de l'intérieur, du ministre des armées ou du directeur général de la gendarmerie nationale, soit directement aux présidents de ces organismes ;
- analyse les rapports ou documents produits par ces organismes et propose les réponses à y apporter ;
- rédige, d'initiative ou sur demande, toute fiche utile en lien avec les saisines de ces organismes ;
- informe les unités, lorsque la procédure le prévoit, des missions de contrôle effectuées par ces organismes ;
- apporte son appui et ses conseils aux échelons de commandement dans leurs relations avec ces organismes ;
- analyse dans un rapport annuel d'activité les saisines ainsi que les mesures prises.

---

<sup>1</sup> Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique.

## 1.2. *Les audits, contrôles et inspections*

### 1.2.1. Les audits techniques

L'IGGN s'appuie sur une analyse des risques<sup>2</sup> pour apporter au directeur général de la gendarmerie nationale une assurance raisonnable sur le degré de maîtrise des risques par les formations, services et unités de la gendarmerie et formuler des recommandations pour améliorer l'organisation et la réglementation en gendarmerie.

Elle dispose d'une compétence générale en matière d'évaluation et d'audit sur le service de la gendarmerie, ses unités, son infrastructure et ses moyens, qui s'exerce notamment dans les domaines suivants :

- l'administration, la logistique et la finance ;
- la protection des données à caractère personnel ;
- la sécurité des installations et des systèmes d'information ;
- la prévention des risques professionnels ;
- la protection de l'environnement ;
- la gestion des ressources humaines ;
- l'organisation et l'emploi des unités.

Elle fournit une aide aux formations administratives pour améliorer les procédures et les processus, en conformité avec la réglementation.

Elle s'assure de l'existence, de la régularité et de la fiabilité des dispositifs de contrôle interne mis en place par la chaîne hiérarchique.

Pour remplir ces missions, elle conduit des inspections et des audits internes.

### 1.2.2. Les audits conseils

L'IGGN réalise des audits conseils dans les régions de gendarmerie et les formations assimilées. Dans les mois qui suivent la prise de commandement du commandant de formation, elle procède à une analyse des vulnérabilités et propose les améliorations nécessaires. Avec l'accord de la DGGN, les bonnes pratiques décelées à l'occasion de ces audits peuvent faire l'objet d'une diffusion plus large.

### 1.2.3. Les audits flash

À la demande du directeur général de la gendarmerie nationale, l'IGGN réalise dans des délais serrés des audits dont la finalité est une prise de décision rapide avec un impact direct sur les processus, à partir d'un diagnostic ciblé sur un périmètre bien défini.

### 1.2.4. Les études et expertises

L'IGGN participe aux missions d'évaluation des politiques publiques conduites sous l'égide des corps d'inspection interministérielle de l'État.

À la demande du ministre de l'intérieur ou du directeur général de la gendarmerie nationale, elle conduit, seule ou conjointement avec les inspections générales du ministère et des autres administrations de l'État, des études ou expertises.

Elle est associée aux réflexions de l'administration centrale sur la modernisation et les réformes des dispositifs d'État relatifs à la sécurité.

Elle formule toute proposition d'étude de nature à améliorer le service public de sécurité, en particulier celui qui est assuré par la gendarmerie nationale.

## 1.3. *Les missions d'audits ministériels et d'évaluation des politiques publiques*

L'IGGN participe aux audits du comité ministériel de l'audit interne (CMAI), qui définit la politique d'audit du ministère, s'assure de la qualité du dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques, approuve le programme des audits ministériels et assure le suivi des actions décidées à l'issue de ces audits.

L'IGGN participe aux missions d'évaluation des politiques publiques conduites sous l'égide des corps d'inspection interministérielle de l'État. À la demande du ministre de l'intérieur, elle peut conduire, seule ou conjointement avec les inspections générales et inspections du ministère, mais aussi avec toute autre administration de l'État, des audits, études ou expertises. Elle est associée aux réflexions du ministère sur la modernisation et les réformes des dispositifs d'État relatifs à la sécurité.

L'IGGN participe aux missions d'évaluation des politiques publiques conduites sous l'égide des corps d'inspection interministérielle de l'État. À la demande du ministre de l'intérieur, elle peut conduire, seule ou conjointement avec

---

<sup>2</sup> Définition du risque: «Possibilité qu'un événement se produise et ait une incidence défavorable sur la réalisation des objectifs». La cartographie des risques en gendarmerie est réalisée par la mission du pilotage et de la performance (MPP) de la DGGN. La MPP est également chargée de l'organisation du contrôle interne en gendarmerie.

les inspections générales et inspections du ministère, mais aussi avec toute autre administration de l'État, des audits, études ou expertises. Elle est associée aux réflexions du ministère sur la modernisation et les réformes des dispositifs d'État relatifs à la sécurité.

#### 1.4. *Les enquêtes internes*

Les enquêtes concernent l'ensemble des personnels de la gendarmerie nationale, y compris ceux relevant des formations spécialisées, qu'il s'agisse des militaires, d'active ou de réserve, ou des personnels civils, servant sur et hors le territoire national.

##### 1.4.1. Les enquêtes judiciaires

Disposant d'une compétence nationale, l'IGGN diligente les enquêtes judiciaires sous la direction et sur délégations des magistrats du parquet et de l'instruction dans le respect des prescriptions du code de procédure pénale.

Les échelons de commandement ou la DGGN portent à la connaissance de l'IGGN les affaires dans lesquelles la responsabilité pénale d'un personnel de la gendarmerie nationale est susceptible d'être engagée, notamment lorsqu'il s'agit d'un événement répondant à un ou plusieurs des critères suivants :

- fait grave, complexe, sensible ou de nature à avoir un certain retentissement public dans les médias ou sur les réseaux sociaux ;
- fait pour lequel l'action de la gendarmerie nationale est susceptible d'être mise en cause ;
- fait pour lequel la saisine des échelons locaux pourrait contribuer à créer un trouble ou porter préjudice à la neutralité des investigations ;
- fait qui, quelle qu'en soit la gravité, impliquerait d'accomplir des investigations de nature à nuire au bon fonctionnement ou à perturber la bonne exécution des missions des unités.

Les commandants territoriaux, en principe du niveau des groupements et assimilés, prennent attache avec le chef du bureau des enquêtes judiciaires avant de proposer la saisine de l'IGGN aux magistrats.

##### 1.4.2. Les enquêtes administratives

Ouvertes par le chef de l'IGGN, soit sur une directive du directeur général de la gendarmerie nationale, soit d'initiative, les enquêtes administratives conduites par l'IGGN portent sur des présomptions de non-respect des règles de déontologie ou de la réglementation, d'atteintes à la discipline ou de manquement à des règles de sécurité.

Les commandants de région ou de formations assimilées peuvent demander la saisine de l'IGGN. Ils prennent attache avec le chef de l'IGGN pour examiner l'opportunité, le périmètre et les modalités de cette saisine. Ils peuvent, le cas échéant, établir un rapport circonstancié adressé au directeur général de la gendarmerie nationale.

Les enquêtes administratives donnent lieu à l'établissement d'un rapport d'enquête pouvant comporter des recommandations d'ordre individuel ou général, qui est transmis au directeur général de la gendarmerie nationale par le chef de l'IGGN.

Si les actes d'enquête révèlent ou font présumer l'existence d'une infraction pénale, il en est donné un avis au procureur de la République territorialement compétent, conformément à l'article 40 du code de procédure pénale.

## 2. **Organisation**

### 2.1. *Le chef de l'IGGN*

Le chef de l'IGGN est un officier général, qui a autorité sur l'ensemble des structures de l'IGGN.

Il exerce la fonction de référent déontologue de la gendarmerie nationale au sein du ministère de l'intérieur et du ministère des armées, ainsi que celles de référent alerte et laïcité.

Il est membre de droit du comité ministériel de l'audit interne du ministère de l'intérieur et du comité de déontologie des militaires.

Pour l'assister dans son commandement et en assurer la permanence, le chef de l'IGGN dispose :

- d'un officier général, chef adjoint de l'IGGN, en mesure de le suppléer dans ses attributions ;
- d'un chef de la division des audits, inspections et études (DAIE) ;
- d'un chef de la division des enquêtes internes (DEI) ;
- d'un chef de la division du recueil et de l'analyse des signalements (DRAS) ;
- d'un officier supérieur adjoint (OSA) ;
- d'un conseiller juridique.

### 2.2. *Le chef adjoint de l'IGGN*

L'officier général, chef adjoint de l'IGGN, est chargé de suppléer le chef de l'IGGN en cas d'absence ou d'empêchement. Il l'assiste dans ses missions.



### 2.3. *La division des audits, inspections et études (DAIE)*

La DAIE dispose du département des inspecteurs chargés d'études et de missions (DICEM), du bureau de l'audit financier, administratif et technique (BAFAT), du bureau d'audit de la sécurité des systèmes d'information (BASSI), du bureau de l'audit de la protection et la gouvernance des données (BAPGD), du bureau d'audit de la santé et de la sécurité au travail (BASST) et du groupe des inspecteurs santé et sécurité au travail.

La DAIE :

- anime et contrôle l'activité du DICEM ;
- propose et planifie les missions des bureaux spécialisés ;
- représente l'IGGN au sein de la mission ministérielle de l'audit interne (MMAI) et du collège des inspections générales chargé des questions de santé et sécurité au travail.

#### 2.3.1. Le département des inspecteurs chargés d'études et de missions (DICEM)

Les officiers généraux et supérieurs du DICEM portent le titre d'inspecteur.

Ils réalisent des missions d'audits, d'études, d'information et d'expertises, seuls ou avec d'autres services d'inspection, ou dans un cadre international.

Le chef du DICEM propose la planification des missions d'audit et d'études, ainsi que la composition des équipes d'inspecteurs.

#### 2.3.2. Le bureau d'audit financier, administratif et technique (BAFAT)

Le BAFAT conduit des audits internes financiers, administratifs et logistiques dans les formations administratives de la gendarmerie, ainsi que dans les cercles de la gendarmerie (établissements publics à caractère administratif, à vocation sociale et culturelle).

La finalité de ces audits, qui s'appuie sur une cartographie des risques et des grilles d'auto-évaluation, vise à :

- s'assurer de l'existence et de la fiabilité du contrôle interne ;
- effectuer des vérifications complémentaires permettant d'évaluer le degré de maîtrise des risques par la formation auditée ;
- formuler des conseils, sur place lors de l'audit et à l'issue sous la forme de recommandations.

#### 2.3.3. Le bureau d'audit de la sécurité des systèmes d'information (BASSI)

Le BASSI s'assure du respect des prescriptions légales, réglementaires et déontologiques dans les formations administratives de la gendarmerie en matière de sécurité des systèmes d'information.

Il participe au processus d'homologation d'applications et de composants d'infrastructure et s'assure de la conformité des applications métiers à la réglementation en matière de sécurité des systèmes d'information.

#### 2.3.4. Le bureau de l'audit de la protection et la gouvernance des données (BAPGD)

Le BAPGD s'assure de la conformité aux lois et règlements de l'utilisation des traitements automatisés de données à caractère personnel.

Il contrôle les traces de connexion des personnels aux fichiers centraux et la mise en œuvre de la réglementation par les échelons de commandement et les référents informatique et libertés.

#### 2.3.5. Le bureau d'audit de la santé et de la sécurité au travail (BASST)

Le BASST assure le contrôle de la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires relatives à la santé et la sécurité au travail par les personnels servant au sein de la gendarmerie nationale, y compris dans l'exercice de leur activité et de leur entraînement opérationnels.

Il s'assure également que les règles relatives à la protection de l'environnement sont respectées.

#### 2.3.6. Le groupe des inspecteurs, santé et sécurité au travail

Les officiers de gendarmerie, inspecteurs santé et sécurité travail (ISST) affectés au siège des zones de défense sont rattachés fonctionnellement au collège des inspections générales du ministère de l'intérieur qui arrête leur plan d'activités annuel. Leur activité est suivie par le coordonnateur national des ISST.

### 2.4. *La division des enquêtes internes (DEI)*

La DEI dispose du bureau des enquêtes judiciaires (BEJ) et du bureau des enquêtes administratives (BEA).

Le chef de la DEI coordonne le déroulement des enquêtes judiciaires et administratives.

Il entretient des contacts avec les autorités judiciaires et les services homologues de la police nationale.

Il apporte ses conseils aux commandants de formations administratives qui peuvent le solliciter, notamment afin d'apprécier l'opportunité d'ouvrir une enquête interne et d'en confier la conduite à l'IGGN.

Il peut prendre la direction opérationnelle des enquêtes.



#### 2.4.1. Le bureau des enquêtes judiciaires (BEJ)

Le BEJ est chargé de conduire les enquêtes judiciaires confiées à l'IGGN.

Il exécute les réquisitions et délégations des magistrats adressées au chef de l'IGGN.

Il ne reçoit pas les plaintes et intervient sur ordre et par subdélégation du chef de l'IGGN, saisi par l'autorité judiciaire.

#### 2.4.2. Le bureau des enquêtes administratives (BEA)

Le BEA est chargé de conduire les enquêtes administratives ouvertes par le chef de l'IGGN.

Il participe également aux enquêtes administratives relatives au comportement d'un officier ou d'un agent de police judiciaire dans l'exercice d'une mission de police judiciaire, qui sont ordonnées par le ministre de la justice, dirigées par un magistrat et associent l'inspection générale de la justice.

### 2.5. *La division du recueil et de l'analyse des signalements (DRAS)*

La DRAS dispose du bureau des signalements et réclamations (BSR) et du bureau déontologie et autorités administratives indépendantes (BDAAI).

Elle administre la cellule d'écoute «STOP DISCRI».

Le chef de la DRAS coordonne le recueil et le traitement des différents signalements et les relations, le cas échéant, avec les services de l'inspecteur général des armées gendarmerie (IGAG).

Il participe à la production des avis et recommandations en matière de déontologie et à l'animation du réseau des correspondants déontologues des formations administratives.

#### 2.5.1. Le bureau des signalements et réclamations (BSR)

Le BSR, qui dispose des plates-formes de recueil et de traitement, est chargé de l'écoute, de l'enregistrement et de l'instruction des différents signalements émanant du public ou des personnels de la gendarmerie.

Il s'assure de la clôture des dossiers de signalement.

#### 2.5.2. Le bureau déontologie et autorités administratives indépendantes (BDAAI)

Le BDAAI est chargé de préparer les éléments en réponse aux saisines des autorités administratives indépendantes (AAI) et des instances nationales et européennes en matière de lutte contre la corruption et de promotion de l'intégrité.

Il accompagne et conseille les échelons territoriaux de commandement dans les relations avec les AAI.

### 2.6. *Les chargés de mission auprès du chef de l'IGGN*

Le chef de l'IGGN peut être assisté par des chargés de missions dans ses différentes missions.

#### 2.7. *L'officier supérieur adjoint (OSA)*

L'OSA est chargé de la mise en œuvre des directives du chef de l'IGGN.

Secondé par le chef de cabinet et le chef secrétaire, il s'assure de la bonne administration permanente et du fonctionnement de l'IGGN.

Il participe à la préparation du programme d'activité de l'IGGN et s'assure du suivi de son exécution.

##### 2.7.1. Le chef de cabinet

Placé sous l'autorité de l'OSA, le chef de cabinet assure la gestion de l'agenda du chef de l'IGGN, la préparation des réunions et les relations avec les partenaires extérieurs.

##### 2.7.2. Le chef du secrétariat

Placé sous l'autorité de l'OSA, le chef du secrétariat assure la gestion et la traçabilité des flux d'information – courriers et messageries – de l'IGGN.

Il est responsable du matériel de l'IGGN.

##### 2.7.3. Le conducteur d'autorité

À la disposition du chef de l'IGGN, le conducteur organise ses déplacements et assure sa protection rapprochée.

### 2.8. *Le conseiller juridique*

Le conseiller juridique est chargé de produire des conseils et des expertises juridiques au profit de l'IGGN.

Il suit l'actualité juridique dans les domaines intéressant l'IGGN.

### 3. Fonctionnement

#### 3.1. *Le programme annuel d'activité*

Outre les audits dont le programme a été arrêté dans le cadre du CMAI ou au titre de l'évaluation des politiques publiques, le chef de l'IGGN reçoit une lettre de mission du directeur général de la gendarmerie nationale qui fixe le programme annuel d'activité. Ce programme mentionne :

- les audits conseils réalisés au profit des formations administratives ;
- les inspections d'unités lorsque le directeur général de la gendarmerie nationale l'estime nécessaire ;
- les audits à caractère spécialisé ou liées à une problématique particulière ;
- les études à conduire portant sur la déontologie au sein de la gendarmerie nationale.

En cours d'année, ce programme peut être complété ou adapté.

#### 3.2. *Les principes d'action*

##### 3.2.1. L'organisation des missions

Le chef de l'IGGN assure ou fait assurer les missions selon une périodicité déterminée, sur une demande particulière ou de façon inopinée.

L'IGGN a accès librement à tous les services, locaux et documents de la gendarmerie nationale.

Les visites de l'IGGN font l'objet d'une information préalable des commandants de formation administrative lorsqu'elles nécessitent une préparation spécifique. Ceux-ci prennent toutes mesures pour faciliter la mission de l'IGGN.

##### 3.2.2. Le suivi des recommandations et des décisions

L'IGGN assure le suivi des recommandations formulées par les bureaux de la DAIE.

Elle est informée des décisions prises par le directeur général à la suite des inspections, audits, contrôles, études et enquêtes de l'IGGN, et de leur suivi, assuré par la mission du pilotage et de la performance (MPP).

##### 3.2.3. L'information de l'IGGN

L'IGGN est destinataire des directives de la DGGN, des schémas directeurs et plans annuels ou pluriannuels ainsi que des travaux diffusés par la MPP.

##### 3.2.4. Les relations fonctionnelles et internationales

L'IGGN peut requérir toute expertise nécessaire de la part des services et formations spécialisées de la gendarmerie nationale. La DGGN, dans toutes ses composantes (cabinet, directions, services, etc.), lui apporte son concours en tant que de besoin.

Elle peut faire appel à des réservistes.

Elle entretient des relations d'échange avec les organismes étrangers similaires, notamment dans le cadre de l'Union européenne.

Elle peut participer aux congrès internationaux et peut recevoir des délégations étrangères.

##### 3.2.5. Déontologie

Les personnels de l'IGGN sont soumis à la charte d'éthique et de déontologie de l'IGGN, ainsi qu'à la charte des valeurs professionnelles de l'IGGN.

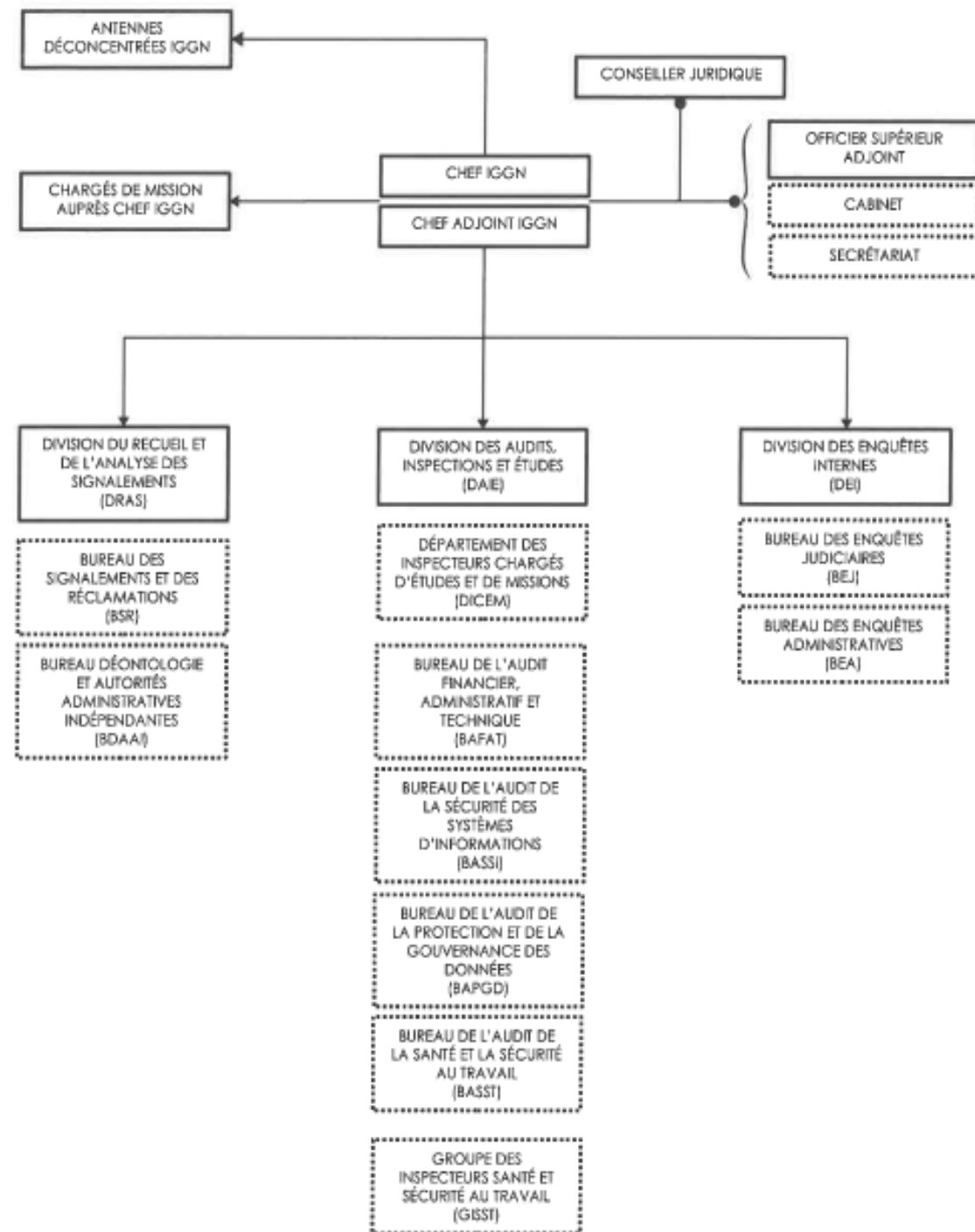
La présente instruction, qui abroge l'instruction n° 74200 du 28 novembre 2013, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée,*  
*directeur général de la gendarmerie nationale,*  
R. LIZUREY

## ANNEXE

## ORGANIGRAMME DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 12 juillet 2019 portant agrément d'un organisme de formation  
au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD1918109A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.3332-1-1 et R.3332-4 à R.3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R.3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 12 février 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «CABINET ACTION», sis 20, allée Eridan, à SAINT-BRICE-SOUS-FORÊT (95350),

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé «CABINET ACTION», sis 20, allée Eridan, à SAINT-BRICE-SOUS-FORÊT (95350) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant» la formation prévue au premier alinéa de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme dénommé «CABINET ACTION», sis 20, allée Eridan, à SAINT-BRICE-SOUS-FORÊT (95350) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjoint au chef du bureau  
des polices administratives,*

M. CATTIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 16 juillet 2019 portant renouvellement de l'agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure**

NOR : INTD1919759A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.613-47 à R.613-52 et R.613-57;

Vu l'arrêté du 9 novembre 2012 modifié fixant les conditions techniques nécessaires à l'agrément prévu aux articles R.613-47 à R.613-52 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2012 modifié portant nomination à la commission technique prévue à l'article R.613-57 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 modifié portant agrément d'un dispositif prévu à l'article 8-1 du décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 modifié relatif à la protection des transports de fonds;

Vu la demande de la société Oberthur Cash Protection dont le siège est sis 7, avenue de Messine, 75008 PARIS, immatriculée le 23 mai 2012 au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 332 059 518 et représentée par M. Erwan Marsaud;

Vu l'avis favorable de la commission technique en date du 4 juin 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

L'agrément du conteneur de transport de fonds dénommé «ATV2», prévu à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 21 juillet 2014 susvisé, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 2

Seules les pochettes de conditionnement dont la liste est annexée au présent arrêté sont compatibles avec le conteneur dénommé «ATV2».

Article 3

Le présent arrêté sera notifié à la société Oberthur Cash Protection et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjoint au sous-directeur  
des polices administratives,  
chef du bureau des polices administratives,  
A. ADAM*

Fabricant	Réf. Pochette	Dimensions (mm × mm)	Catégorie Petite (P); Moyenne (M), Grande (G), Très Grande (TG), Sac de regroupement (SR)	Capacité (nb. Billets ou type pochettes)	Rapport d'essai (Organisme & Réf)
AMPAC Saxon Way, Melbourn, Royston, Herts SG8 6DN United Kingdom	Net Bag Code 52	110 × 175	P	1 à 100	CNPP MD 14 00 42
	Net Bag Code 55	150 × 220	M	80 à 400	
	Net Bag Code 56	220 × 275	G	400 à 1 000	
	Net Bag Code 04	265 × 470	TG	1 000 à 2 700	
	Net Bag Code 50	265 × 390	SR	P et/ou M	
	DB SF	120 × 210	S	1 à 100	
	DB 1F	140 × 240	M	20 à 300	
	DB 2F	150 × 260	M	20 à 300	
	AXYSA001/1424	140 × 250	M	20 à 300	
	AXYSA001	150 × 260	M	20 à 300	
	DB 4F	210 × 295	G	300 à 1 000	
	TB 4F	305 × 420	SR	P et/ou M	
	T101RA	130 × 250	P	1 à 100	CNPP MD 17 00 38
	T121RA	260 × 290	G	400 à 1 000	
	T131RA	290 × 400	TG	400 à 2 700	
COVERIS Skerne Road - Oakesway Business Park Hartlepool TS24 0RH United Kingdom	AXY-BR-Sm-001	120 × 190	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	AXY-BR-Me-001	170 × 250	M	80 à 400	
	AXY-BR-La-001	250 × 275	G	400 à 1 000	
	AXY-BR-XL-001	275 × 510	SR	P et/ou M	
	COVP2	130 × 200	P	1 à 100	CNPP MD 16 00 18
	COVP3	135 × 255	P	1 à 100	
	COVM1	140 × 235	M	80 à 400	
	COVM2	155 × 235	M	80 à 400	
	COVSR1	380 × 470	SR	P et/ou M	
	COVP2	130 × 200	P	1 à 100	
	COVP3	135 × 255	P	1 à 100	
	COVM1	140 × 235	M	80 à 400	
	COVSR2	295 × 435	SR	P et/ou M	
	COVG1	255 × 295	G	400 à 1 000	
	COVG2	295 × 375	G	400 à 1 000	
	COVTG1	295 × 400	TG	1 000 à 2 700	

Fabricant	Réf. Pochette	Dimensions (mm × mm)	Catégorie Petite (P); Moyenne (M), Grande (G), Très Grande (TG), Sac de regroupement (SR)	Capacité (nb. Billets ou type pochettes)	Rapport d'essai (Organisme & Réf)
DEBATIN 6, rue de l'Electricité BP 05 67801 HOENHEIM CEDEX France	650 110	125 × 240	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	650 210	165 × 270	M	80 à 400	
	650 310	295 × 290	G	400 à 1 000	
	650 510	295 × 410	TG	1 000 à 2 700	
	650 110 PK	125 × 240	P	1 à 100	
	650 210 PK	165 × 295	M	80 à 400	
	650 310 PK	295 × 280	G	400 à 1 000	
	650 510 PK	295 × 410	TG	1 000 à 2 700	
	Code 50	275 × 440	SR	P et/ou M	
	Code 52	130 × 220	P	1 à 100	
	Code 55	170 × 265	M	80 à 400	
	Code 56	240 × 320	G	400 à 1 000	
	Code 04	280 × 510	TG	1 000 à 2 700	
DECOMATIC S.A. ZA de Malatrait BP 49 8291 LA VERPILLIERE CEDEX France	AXT 300	130 × 225	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	AXT 500	170 × 240	M	80 à 400	
	AXT 1000	220 × 280	G	400 à 1 000	
	DXT 300	130 × 225	P	1 à 100	
	DXT 500	170 × 240	M	80 à 400	
	DXT 1500	220 × 280	G	400 à 1 000	
	DXT 2500	280 × 420	SR	P et/ou M	
HARRY PLAST ZI du Marillon BP 70045 59731 ST-AMAND- LES-EAUX France	SECURIPLAST 10A	130 × 250	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	SECURIPLAST 11A	175 × 235	M	80 à 400	
	SECURIPLAST 12A	235 × 340	G	400 à 1 000	
JLS International ZA des Maréchaux 1, rue Foch 67450 MUDOLSHEIM France	AX0K	145 × 235	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	AX1K	210 × 255	M	80 à 400	
	AX2K	260 × 295	M	80 à 400	
	AX3K	295 × 375	G	400 à 1 000	
	AXCK	380 × 470	SR	P et/ou M	

Fabricant	Réf. Pochette	Dimensions (mm × mm)	Catégorie Petite (P); Moyenne (M), Grande (G), Très Grande (TG), Sac de regroupement (SR)	Capacité (nb. Billets ou type pochettes)	Rapport d'essai (Organisme & Réf)
GRESSET BP 20103 39301 CHAMPAGNOLE CEDEX France	PM PAP 4	130 × 185	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	PM PAP 6	125 × 215	P	1 à 100	
	PM POL 4	135 × 215	P	1 à 100	
	PM POL 6	135 × 215	P	1 à 100	
	MM PAP 4	140 × 215	M	80 à 300	
	MM PAP 6	140 × 215	M	80 à 300	
	MM POL 4	145 × 215	M	80 à 300	
	MM POL 6	145 × 215	M	80 à 300	CNPP MD 16 01 12
	GM POL 4	216 × 210	M	80 à 300	
	GS pe 28*16 T	160 × 280	M	80 à 300	CNPP MD 18 01 24
	GS pe 28*16	160 × 280	M	80 à 300	
	GS pe 27*14 T	140 × 270	M	80 à 300	
	GS pe 27*14	140 × 270	M	80 à 300	
ORFIX France S.A. ZI de Maubech 19250 MEYMAC France	OFX 19003	165 × 275	P	1 à 100	CNPP MD 15 01 23 MD 18 01 25
		125 × 230	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14 MD 18 01 25
	OFX 19002	280 × 280	M	80 à 400	
	OFX 19004	295 × 300	M	80 à 400	
	OFX 19001	295 × 400	TG	400 à 2000	
	OFX 19005	295 × 420	TG	400 à 2000	
	OFX 19006	295 × 420	TG	400 à 2000	
	OFX 19007	380 × 475	TG	400 à 2700	
	OFX 19008	195 × 350	G	400 à 1000	CNPP MD 16 00 18 MD 18 01 25
	OFX 19002	210 × 285	M	80 à 400	CNPP MD 16 00 63 MD 18 01 25
	OFX 19002 (E2130)	210 × 285	M	80 à 400	
	OFX 19006	295 × 410	TG	400 à 2000	
	OFX 19005	295 × 425	TG	400 à 2000	CNPP MD 16 01 12 MD 18 01 25
	OFX 19011	310 × 420	TG	400 à 2700	
	OFX 19012	280 × 300	G	400 à 1000	CNPP MD 18 01 25
PARAGON 39, rue des Rivières- Saint-Agnan 58200 CÔSNE- SUR-LOIRE France	Sécuriform V4B	105 × 185	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	Sécuriform V5	120 × 215	M	80 à 400	
	Sécuriform V14	130 × 215	M	80 à 400	



Fabricant	Réf. Pochette	Dimensions (mm × mm)	Catégorie Petite (P); Moyenne (M), Grande (G), Très Grande (TG), Sac de regroupement (SR)	Capacité (nb Billets ou type pochettes)	Rapport d'essai (Organisme & Réf)
TRANSPOSAFE P.O. Box 16 2170 AC SASSENHEIM Hollande	Isealbag Code 52	125 × 180	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	Isealbag Code 55	160 × 220	M	80 à 400	
	Isealbag Code 56	230 × 275	G	400 à 1000	
	Isealbag Code 50	275 × 400	SR	P et/ou M	
CABAPLAST ZI 10, rue des Tilleuls 28120 ILLIERS- COMBRAY France	PM	200 × 140	P	1 à 100	CNPP MD 17 00 36
	PML	200 × 140	P	1 à 100	
	PMBL	200 × 140	P	1 à 100	
	MM	210 × 250	M	80 à 400	
Caractéristiques des pochettes : se reporter aux fiches techniques pochettes					

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 16 juillet 2019 portant agrément d'un organisme de formation  
au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD1920941A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.3332-1-1 et R.3332-4 à R.3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R.3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 8 juillet 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé « VOXIA RESTAURATION », sis 198, boulevard Voltaire, à LA PENNE-SUR-HUVEAUNE (13821),

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé « VOXIA RESTAURATION », sis 198, boulevard Voltaire, à LA PENNE-SUR-HUVEAUNE (13821) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant » la formation prévue au premier alinéa de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme dénommé « VOXIA RESTAURATION », sis 198, boulevard Voltaire, à LA PENNE-SUR-HUVEAUNE (13821) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjoint au chef du bureau  
des polices administratives,*

M. CATTIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 19 juillet 2019 portant agrément d'un dispositif  
prévu à l'article R.613-53 du code de la sécurité intérieure**

NOR : INTD1919764A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.613-53 à R.613-57;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2012 modifié portant nomination à la commission technique prévue à l'article R.613-57 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2013 fixant les conditions techniques nécessaires à l'agrément prévu aux articles R.613-53 à R.613-56 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 modifié portant agrément d'un dispositif prévu à l'article 8-2 du décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 modifié relatif à la protection des transports de fonds;

Vu la demande de la société Oberthur Cash Protection dont le siège est sis 7, avenue de Messine, 75008 PARIS, immatriculée le 23 mai 2012 au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 332 059 518 et représentée par M. Erwan Marsaud;

Vu l'avis favorable de la commission technique en date du 4 juin 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le système de neutralisation des billets intégré aux automates bancaires dénommé « ICSD L3 » utilisant l'encre AX 126 SICPA verte et AX 200 SICPA verte et équipant les cassettes NCR S1 (lorsque celle-ci est mise en service avec un maximum de 2 400 billets), WINCOR CMD V4 (lorsque celle-ci est mise en service avec un maximum de 2 600 billets), WINCOR CINEO CMD V5/RM3 (lorsque celle-ci est mise en service avec un maximum de 2 400 billets) et DIEBOLD OPTEVA et DIEBOLD ACTIV DISPENS (lorsque celles-ci sont mises en service avec un maximum de 2 500 billets) est agréé pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à la société Oberthur Cash Protection et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjoint au chef du bureau  
des polices administratives,*

M. ALLINE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 19 juillet 2019 portant agrément d'un organisme de formation  
au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD1921553A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.3332-1-1 et R.3332-4 à R.3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R.3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 7 février 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé « AVI FORMATIONS », sis 1, place Lally-Tollendal, à ROMANS-SUR-ISÈRE (26100),

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé « AVI FORMATIONS », sis 1, place Lally-Tollendal, à ROMANS-SUR-ISÈRE (26100) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant » la formation prévue au premier alinéa de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme dénommé « AVI FORMATIONS », sis 1, place Lally-Tollendal, à ROMANS-SUR-ISÈRE (26100) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjoint au chef du bureau  
des polices administratives,*

M. CATTIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 16 juillet 2019 portant désignation des membres du jury de l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur de la session 2019**

NOR : INTS1920033A

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 23 août 1971 modifié relatif au brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur ;

Vu l'arrêté du 12 février 2019 fixant les dates de l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur de la session 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Sont désignées en qualité de membres du jury de l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur (BAFM) pour la session 2019, les personnes citées ci-après :

- a) En tant que représentants du ministère chargé de la sécurité routière :
  - le sous-directeur de l'éducation routière et du permis de conduire ou son représentant, président du jury ;
  - le chef du bureau de la réglementation de la formation et des professions de l'éducation routière ou son représentant, vice-président du jury.
- b) En tant que représentants du ministère de l'éducation nationale :
  - M. Cyril Desouches, inspecteur d'académie, conseiller technique auprès du délégué interministériel à la sécurité routière ;
  - Mme Sabine Piot, responsable de la commission professionnelle consultative « transports et sécurité ».
- c) En tant que représentants des centres de formation de moniteurs, sur proposition des organisations professionnelles :
  - M. Alain Catala, Union nationale intersyndicale des enseignants de la conduite ;
  - M. Lorenzo Lefebvre, Conseil national des professions de l'automobile ;
  - M. Eric Demazoin, Union nationale des indépendants de la conduite.
- d) En tant que représentant des enseignants salariés, titulaire du BAFM, sur proposition des organisations professionnelles :
  - M. Alexis Le Galleu, Fédération nationale des enseignants de la conduite.
- e) En tant que personnalités choisies en raison de leurs compétences en matière de pédagogie, de circulation et de sécurité routières :
  - Mme Karin Schoelcher, Institut national de sécurité routière et de recherches ;
  - Mme Laurence Lacroix, association « école de conduite française » ;
  - Mme Céline Pouit, Association nationale pour la promotion de l'éducation routière ;
  - M. Xavier Savignac, centre d'éducation routière.

Article 2

Le délégué à la sécurité routière est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le délégué à la sécurité routière,*  
E. BARBE